



**Examens de l'OCDE sur la coopération  
pour le développement**

# **HONGRIE**

## **2023**





**Examens de l'OCDE  
sur la coopération  
pour le développement :  
Hongrie  
2023**

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2023), *Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement : Hongrie 2023*, Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/f70ce0c0-fr>.

ISBN 978-92-64-53281-6 (imprimé)

ISBN 978-92-64-52596-2 (pdf)

ISBN 978-92-64-79374-3 (HTML)

ISBN 978-92-64-74816-3 (epub)

Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement

ISSN 2309-7140 (imprimé)

ISSN 2222-7938 (en ligne)

**Crédits photo :** Éléments du design de la couverture adaptés © Sylverarts, Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : [www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm](http://www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm).

© OCDE 2023

---

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

---

# Avant-propos

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE consacre tous les cinq à six ans un examen aux efforts de coopération pour le développement de ses membres. Les examens par les pairs réalisés par le CAD ont pour objectif d'améliorer la qualité et l'efficacité des politiques, programmes et systèmes de coopération pour le développement et de promouvoir la conclusion de partenariats de qualité au service du développement afin d'obtenir un impact accru sur la réduction de la pauvreté et le développement durable dans les pays en développement.

Au début du processus, le membre examiné soumet une autoévaluation. Sur la base de cette autoévaluation, des membres du Secrétariat et deux membres du CAD désignés comme examinateurs se rendent dans la capitale du membre afin de s'entretenir avec des responsables publics et des parlementaires ainsi que des représentants de la société civile, d'organisations non gouvernementales et du secteur privé. En complément, des échanges sont organisés avec des représentants dans les pays partenaires. Après quoi l'équipe compile les conclusions de ces consultations et prépare un ensemble de recommandations, qui sont ensuite examinées lors d'une réunion formelle du CAD, avant la finalisation du rapport. Tout au long du processus, la Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE apporte un soutien analytique et est chargée d'élaborer et d'affiner, en étroite concertation avec le CAD, la méthodologie et le cadre d'analyse sur lesquels reposent ces examens.

La Hongrie est devenue membre du CAD en 2016. Après l'examen d'adhésion au CAD en 2016 et un examen à mi-parcours en 2019, il s'agit ici de son premier examen par les pairs complet. La Hongrie et l'OCDE sont donc convenues d'établir une base de référence exhaustive, qui permettra aux autorités hongroises et aux parties prenantes au système de coopération hongrois de déterminer dans quels domaines des ajustements sont nécessaires. Ainsi, l'examen par les pairs, mené par des examinateurs de Grèce et d'Islande, en collaboration avec le Secrétariat de l'OCDE, a évalué les efforts de la Hongrie au regard de toutes les composantes du cadre analytique des examens par les pairs réalisés par le CAD ([www.oecd.org/fr/cad/examens-pairs/aproposdesexamensparlespairsrealisesparlecaddelocde.htm](http://www.oecd.org/fr/cad/examens-pairs/aproposdesexamensparlespairsrealisesparlecaddelocde.htm)).

Afin de favoriser l'apprentissage entre membres du CAD, le rapport met en lumière plusieurs bonnes pratiques du membre examiné, dont pourraient s'inspirer d'autres membres du CAD et acteurs du développement. Ces bonnes pratiques sont présentées plus en détails sur le site « Outils, enseignements et pratiques de la coopération pour le développement » (TIPs) ([www.oecd.org/cooperation-developpement-apprentissage](http://www.oecd.org/cooperation-developpement-apprentissage)), une plateforme en ligne d'apprentissage entre pairs qui propose des pistes pour renforcer l'efficacité des politiques, des systèmes et des partenariats. Ce rapport d'examen par les pairs est complété par le profil de la coopération pour le développement de la Hongrie (<https://doi.org/10.1787/a80b014d-en>), qui présente des informations factuelles sur ses politiques, ses apports financiers à l'appui du développement, ses dispositifs institutionnels et ses systèmes de gestion.

L'analyse présentée dans ce rapport s'appuie sur 1) une étude analytique, comprenant notamment l'autoévaluation de la Hongrie et des évaluations délivrées par les principaux partenaires – multilatéraux, non gouvernementaux, privés et du monde de la recherche – de la Hongrie, et 2) un vaste processus de consultation des acteurs et parties prenantes en Hongrie et en plusieurs autres endroits (énumérés dans

l'Annexe B). Le rapport, contenant les conclusions et recommandations, a servi de base à la réunion du CAD qui s'est tenue à l'OCDE le 30 novembre 2022, au cours de laquelle des hauts responsables de la Hongrie ont répondu aux questions et commentaires formulés par les membres du CAD.

# Remerciements

Les examens par les pairs du Comité d'aide au développement (CAD) servent d'instrument d'apprentissage mais aussi de redevabilité. Le présent rapport – qui contient les principales conclusions et recommandations issues de l'examen par les pairs – est le fruit d'un vaste processus de consultation et d'examen qui a duré sept mois. Il a été élaboré par une équipe d'évaluation composée de pairs examinateurs issus de la Grèce (Eleni Nikolaidou et Georgios-Lykourgos Psychogios, ministère des Affaires étrangères, avec la contribution de Loukianos-Eleftherios Klint, Ambassade de Grèce en Slovaquie) et de l'Islande (Erla Hlín Hjálmarsdóttir, ministère des Affaires étrangères, et Pétur Skúlason Waldorff, Délégation permanente auprès de l'OCDE et de l'UNESCO). Au sein de la Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE, Santhosh Persaud, Analyste des politiques, a agi en qualité d'analyste principal pour l'examen, aux côtés de Rachel Sberro-Kessler, Analyste des politiques, de Matthias Leitner, Analyste des politiques (spécialiste des crises et de la fragilité), et de Claire Naval, Analyste des politiques (lutte contre la corruption). Katharina Satzinger a apporté une aide logistique et s'est chargée de la mise en forme et de la production du rapport. Le rapport a été élaboré sous la supervision de Renwick Irvine, Analyste principal des politiques et chef d'équipe (examens par les pairs), et de Rahul Malhotra, Chef de la Division examens, résultats, évaluation et innovation pour le développement. Fiona Hinchcliffe en a assuré l'édition dans sa version originale en anglais, Sylvaine Herold dans la version traduite en français.

L'équipe tient à exprimer sa reconnaissance pour leurs précieuses contributions aux diverses divisions et unités de la Direction de la coopération pour le développement – notamment à la Division du financement du développement durable, à la Division partenaires mondiaux et politiques, à la Division examens, résultats, évaluation et innovation pour le développement et à l'Unité prospective, ouverture et réforme des politiques – ainsi qu'à l'OCDE, en particulier à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, à la Direction de l'environnement, à la Direction des affaires financières et des entreprises, et à la Direction de la gouvernance publique, ainsi qu'au Groupe d'action financière et au Centre de développement.

L'Examen par les pairs consacré à la Hongrie a bénéficié tout au long du processus du concours dévoué des représentants du ministère des Affaires étrangères et du Commerce, de l'agence Hungary Helps ainsi que de l'ensemble du gouvernement. L'équipe d'examineurs remercie également les représentants de la Hongrie auprès de la République démocratique populaire lao et de l'Ouganda, qui ont facilité l'organisation de précieux échanges à distance avec les parties prenantes dans ces deux pays.

# Table des matières

Avant-propos	3
Remerciements	5
Abréviations et acronymes	8
Résumé	10
Conclusions et recommandations	16
Introduction et contexte	17
Cadre d'action et financement : l'APD hongroise a considérablement augmenté, selon les priorités définies	19
Système de coopération pour le développement : il existe de nombreuses opportunités d'approfondir la collaboration entre institutions et avec les parties prenantes	27
Coopération bilatérale : la Hongrie pourrait se concentrer davantage sur l'impact de son action	35
Systèmes internes : poursuivre les efforts pour renforcer la coopération	45
Tensions entre politiques : concilier les objectifs à l'échelle nationale avec les objectifs de développement mondial réclame une attention particulière	52
Références	60
Notes	67
Annexe A. Organisations consultées lors de l'examen par les pairs	71
<b>GRAPHIQUES</b>	
Graphique 1. Évolution de l'APD de la Hongrie en volume et en pourcentage du RNB (versements)	21
Graphique 2. Répartition simplifiée de l'APD totale en 2010 et 2020 (prix constants)	23
Graphique 3. Les dix principaux pays bénéficiaires de l'APD hongroise, en volume, 2020	24
Graphique 4. Aide sous forme de projets : nombre de projets notifiés par montant, 2018-20	25
Graphique 5. Avantages et défis associés au renforcement de l'agence Hungary Helps	30
Graphique 6. Évolution de l'aide publique au développement bilatérale de la Hongrie en faveur des contextes fragiles	40
Graphique 7. Croissance du programme de bourses d'études « Stipendium Hungaricum », 2013-21	43
<b>INFOGRAPHIES</b>	
Infographie 1. Points clés de l'examen par les pairs de la coopération pour le développement de la Hongrie de 2023	14
Infographie 2. La coopération hongroise pour le développement en un coup d'œil	15



## TABLEAUX

Tableau 1. Liste des bénéficiaires d'une aide sous forme de projets, par volume d'APD annuel, 2018-20	26
Tableau 2. Répartition simplifiée de l'APD par ministère, service et instrument en 2020	29
Tableau 3. Les cinq principales OSC bénéficiaires de l'APD, de 2016 à 2020	34
Tableau 4. Personnel travaillant dans le domaine de la coopération pour le développement et sur des thèmes connexes	51

## ENCADRÉS

Encadré 1. Tirer les enseignements de l'engagement de la Hongrie auprès des organisations confessionnelles locales dans les régions fragiles et touchées par des conflits	41
Encadré 2. La Hongrie est un ardent défenseur de la gestion durable de l'eau	55

### Suivez les publications de l'OCDE sur :



<https://twitter.com/OECD>



<https://www.facebook.com/theOECD>



<https://www.linkedin.com/company/organisation-eco-cooperation-development-organisation-cooperation-developpement-eco/>



<https://www.youtube.com/user/OECDiLibrary>



<https://www.oecd.org/newsletters/>

### Ce livre contient des...

**StatLinks**

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

Vous trouverez un **StatLink** sous chaque tableau ou graphique de cet ouvrage. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de copier le lien dans votre navigateur internet ou de cliquer dessus depuis la version électronique de l'ouvrage.

# Abréviations et acronymes

APD	Aide publique au développement
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
COVID-19	Coronavirus (SARS-CoV-2)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FMI	Fonds monétaire international
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDC 2025	Stratégie hongroise de coopération internationale pour le développement pour la période 2020-25
IDE	Investissement direct étranger
MAEC	ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Hongrie
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDP lao	République démocratique populaire lao
RNB	Revenu national brut
SFI	Société financière internationale
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOCT	Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme

V4 Groupe de Visegrád

**Sigles utilisés :**

USD dollar des États-Unis

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours exactement à la somme de leurs composantes.

**Taux de change annuel moyen : 1 USD = HUF**

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
232.602	279.332	281.523	274.433	270.212	290.660	307.997	303.141

# Résumé

**Le premier examen par les pairs de la Hongrie, réalisé par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) et mené par la Grèce et l'Islande avec l'appui du Secrétariat de l'OCDE, a pour objectif d'accompagner la croissance rapide de la coopération hongroise de manière à optimiser son impact sur le développement.** L'essor des activités de coopération pour le développement de la Hongrie a été rapide au cours de la dernière décennie. Membre du CAD depuis 2016 seulement, la Hongrie continue de renforcer ses capacités en vue d'appliquer les normes et méthodes de travail établies par le Comité. Les conclusions et les recommandations de l'examen par les pairs constituent une base de référence qui permettra de suivre et de guider ses progrès en ce sens.

**La récente réorganisation intervenue dans le système hongrois de coopération offre une excellente occasion de poursuivre les réformes.** Peu avant l'examen par les pairs, la Hongrie a confié le portefeuille humanitaire au ministère des Affaires étrangères et du Commerce (MAEC), qui a également pris en charge la supervision de l'agence Hungary Helps (créée en 2019). Cette mesure devrait stimuler les efforts en cours pour établir les normes et processus nécessaires à une coopération de qualité.

**En s'appuyant sur des bases juridiques et stratégiques favorables, la Hongrie doit maintenant consolider son cadre d'action.** La loi XC de 2014 et la stratégie de coopération IDC 2025 présentent les priorités et les principes généraux de la coopération du pays. Des stratégies et des orientations pour certains pays et domaines prioritaires permettraient de mieux cibler les interventions et de garantir leur qualité.

**L'APD de la Hongrie a considérablement augmenté, mais le ciblage et la planification des financements pourraient être améliorés.** Depuis 2010, la Hongrie a multiplié par quatre le montant de son aide publique au développement (APD) et plus que triplé la part de l'APD dans le revenu national brut, qui a atteint 0.29 % en 2021. Cependant, les orientations thématiques ne s'accompagnent pas d'une concentration géographique efficace. Les montants alloués sont répartis entre de nombreux pays et de nombreuses interventions de taille réduite et de courte durée, ce qui pourrait nuire à leur efficacité. À l'heure actuelle, la Hongrie ne planifie pas en avance les dotations de l'APD et s'appuie largement sur les réserves budgétaires. Les règles budgétaires affectent sa capacité à apporter des financements à plus long terme à ses partenaires, ce qui contribue à la fragmentation de son aide.

**La Hongrie pourrait tirer parti de la récente réorganisation pour accroître l'efficacité et l'efficience de sa coopération pour le développement.** Au moment de l'examen, les différents acteurs impliqués ne faisaient que peu d'efforts pour coordonner leur action. Un renforcement des synergies est donc possible. Dès lors que les fonctions et les responsabilités sont clairement définies, la désignation de Hungary Helps comme organisme d'exécution principal devrait permettre de regrouper l'expertise et de dégager des compétences en matière d'élaboration des politiques publiques au sein du MAEC. Un renforcement de la coordination au sein du ministère et de l'ensemble de l'administration publique sera toutefois indispensable.

**La Hongrie pourrait s'appuyer davantage sur les progrès accomplis en matière d'engagement auprès des parties prenantes et de la population en général.** Le pays a réalisé des progrès importants

pour intégrer le développement durable au système d'éducation formel mais pourrait faire davantage pour améliorer la sensibilisation aux enjeux du développement en dehors du contexte scolaire. Une plus grande transparence et un discours reflétant mieux les avantages à long terme de la coopération conforteraient ses efforts appréciables dans le domaine de l'information publique. La mise en place d'une consultation systématique des parties prenantes permettrait d'apporter des éclairages et des retours d'information précieux.

**Les partenariats avec les organisations de la société civile (OSC) auraient tout à gagner à bénéficier de financements plus souples et à plus long terme.** La Hongrie s'appuie sur un nombre restreint d'OSC pour mettre en œuvre ses programmes et les possibilités de financement ne sont pas propices à la diversification des partenaires. Les financements sont essentiellement de courte durée et limités à l'exécution d'un projet, ce qui ne laisse guère de possibilité aux OSC de prendre des initiatives ou de renforcer leurs capacités. L'aide aux organisations locales et les financements d'urgence préaffectés témoignent de la disposition de la Hongrie à faire confiance aux OSC partenaires. Le pays pourrait s'appuyer sur cette confiance pour mettre en place des mécanismes de financement plus flexibles et à plus long terme pour ces organisations.

**La mise en place de partenariats stratégiques avec les pays pourrait renforcer la capacité de la Hongrie à contribuer aux objectifs à long terme de ses partenaires.** Le programme mené en Ouganda marque une évolution positive vers des programme-pays plus complets, mais demeure une exception. En concentrant ses efforts, la Hongrie pourrait viser des résultats à plus long terme, gagner en efficacité et libérer des capacités pour investir fructueusement dans le dialogue politique et la coordination des partenaires. Pour contribuer à l'objectif consistant à ne laisser personne de côté, la Hongrie doit approfondir sa compréhension de la manière dont ses interventions peuvent lutter contre la pauvreté et les inégalités, et veiller à ce que le soutien aux minorités tienne compte du contexte.

**La Hongrie souhaite se doter des moyens d'intervenir dans les contextes fragiles.** La stratégie de la Hongrie face aux crises se fonde notamment sur une solide capacité de gestion des catastrophes, des programmes humanitaires axés sur la résilience et des opérations de maintien de la paix. Des partenariats étroits avec des organismes confessionnels lui permettent de soutenir les interventions menées localement. L'articulation entre ces opérations demeure cependant insuffisante et elles sont trop dispersées pour faire face à des problèmes complexes. L'intégration de l'aide humanitaire au sein du MAEC est une excellente occasion de progresser.

**Les bourses d'études constituent l'essentiel des programmes bilatéraux de la Hongrie, mais une plus grande lisibilité de leur impact sur le développement serait nécessaire.** Le programme « Stipendium Hungaricum » s'est considérablement développé, apportant un soutien financier à plus de 11 000 étudiants en 2021 – même si peu d'entre eux proviennent des pays les moins avancés. Un autre programme, de plus faible ampleur, apporte une aide financière aux élèves provenant de pays touchés par un conflit. La Hongrie aurait tout à gagner à évaluer son programme de bourses afin de mesurer et de renforcer son impact. Cibler les élèves les moins favorisés et renforcer les liens avec les anciens élèves pourraient en outre permettre d'améliorer les résultats en matière de développement.

**La Hongrie doit continuer à investir dans ses systèmes internes pour renforcer ses capacités.** Le recours à des analyses plus approfondies et à des conseils d'experts afin de prendre en compte les situations de fragilité, les défis complexes et les problèmes transversaux lors de la conception des projets permettrait de renforcer l'assurance qualité. Le déploiement systématique des nouveaux mécanismes de gestion des risques permettrait à la Hongrie d'appréhender l'ensemble des risques, y compris en matière de corruption. Les efforts substantiels déployés par le pays pour suivre les résultats des projets doivent également porter sur les réalisations et les retombées des projets. Comme cela avait été souligné lors de son adhésion au CAD, la Hongrie doit également mener des évaluations pour éclairer la prise de décision et favoriser l'apprentissage et la redevabilité.

**Tout en s'appuyant sur une équipe resserrée de jeunes collaborateurs motivés, la Hongrie devra impérativement investir dans les capacités et les compétences pour améliorer son programme de développement.** La récente réorganisation permettra de regrouper les effectifs, ce qui peut donner lieu à des gains d'efficacité. Néanmoins, compte tenu du taux de rotation élevé du personnel et du nombre limité de spécialistes du développement, le pays devra attirer du personnel qualifié, assurer une formation systématique et améliorer la gestion des connaissances.

**La Hongrie doit dissocier la participation du secteur privé de l'APD liée à des entreprises nationales.** La Hongrie favorise l'engagement de son secteur privé dans les pays en développement en finançant des études de faisabilité et des projets pilotes. Une grande partie des projets de coopération de la Hongrie sont liés à des fournisseurs hongrois, ce qui empêche les pays partenaires d'optimiser l'utilisation de leurs ressources. Le pays doit étudier comment ouvrir progressivement ses projets à la concurrence. La promotion d'une conduite responsable des entreprises serait un complément important de ses efforts actuels.

**La Hongrie doit s'efforcer de concilier ses objectifs à l'échelle nationale avec ses objectifs de développement international.** Sa diplomatie de l'eau et sa participation active aux instances multilatérales montrent que le pays peut apporter des contributions importantes au dialogue international sur le développement. Néanmoins, ses positions vis-à-vis de l'immigration et de l'égalité des genres font parfois obstacle au consensus et les frictions avec l'UE risquent de compromettre les possibilités de mener des actions collectives en faveur du développement durable lors de sa présidence du Conseil de l'UE en 2024. En définissant des priorités claires, en réfléchissant attentivement à ses positions et en s'investissant dès le départ dans la présidence de l'UE, la Hongrie pourrait se forger une solide réputation dans le domaine du développement durable.

Le Profil de coopération au développement de la Hongrie (<https://doi.org/10.1787/a80b014d-en>) fournit des informations complémentaires sur les activités du pays dans ce domaine. Les bonnes pratiques nationales susceptibles d'inspirer d'autres membres du CAD et acteurs du développement sont présentées sur la plateforme d'apprentissage consacrée aux Outils, enseignements et pratiques de la coopération pour le développement ([www.oecd.org/cooperation-developpement-apprentissage/](http://www.oecd.org/cooperation-developpement-apprentissage/)).

## Les recommandations du CAD à l'intention de la Hongrie

Les recommandations qui suivent ont pour objectif d'aider la Hongrie à tirer profit des atouts de sa coopération pour le développement tout en remédiant aux problèmes subsistants et en poursuivant les réformes engagées.

La Hongrie devrait prendre les mesures suivantes, regroupées en quatre grands objectifs :

### Accroître la durabilité et l'impact de son engagement dans les pays partenaires

1. À mesure que la Hongrie augmente son aide publique au développement, en réduire la fragmentation et faciliter une planification et des financements pluriannuels en faveur d'interventions de plus grande envergure et à plus long terme dans un nombre restreint de pays partenaires stratégiques.
2. Garantir l'existence de procédures et d'orientations claires, ainsi que la capacité du personnel à assurer la qualité des interventions en veillant à ce que celles-ci s'attachent systématiquement à réduire la pauvreté et les inégalités et prennent en considération les questions transversales, comme le climat, l'environnement et l'égalité des genres, tout en tenant compte du contexte et des principes humanitaires.
3. Intégrer davantage les approches de consolidation de la paix et de tolérance religieuse au niveau des communautés dans les partenariats avec les organisations confessionnelles locales afin d'améliorer les perspectives d'apaisement des conflits à plus long terme.

### **Approfondir la collaboration entre institutions et avec les parties prenantes**

4. Définir clairement les responsabilités institutionnelles et les mécanismes de coordination, en particulier au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce et vis-à-vis de l'agence Hungary Helps, en tant qu'organisme principal, afin de renforcer l'efficacité et les synergies, y compris au niveau de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix.
5. Renforcer l'engagement auprès de l'ensemble des parties prenantes, en :
  - établissant des mécanismes pour leur consultation systématique ;
  - améliorant la transparence et la notification des financements ;
  - apportant davantage de financements aux budgets ordinaires et à plus long terme aux organisations de la société civile.

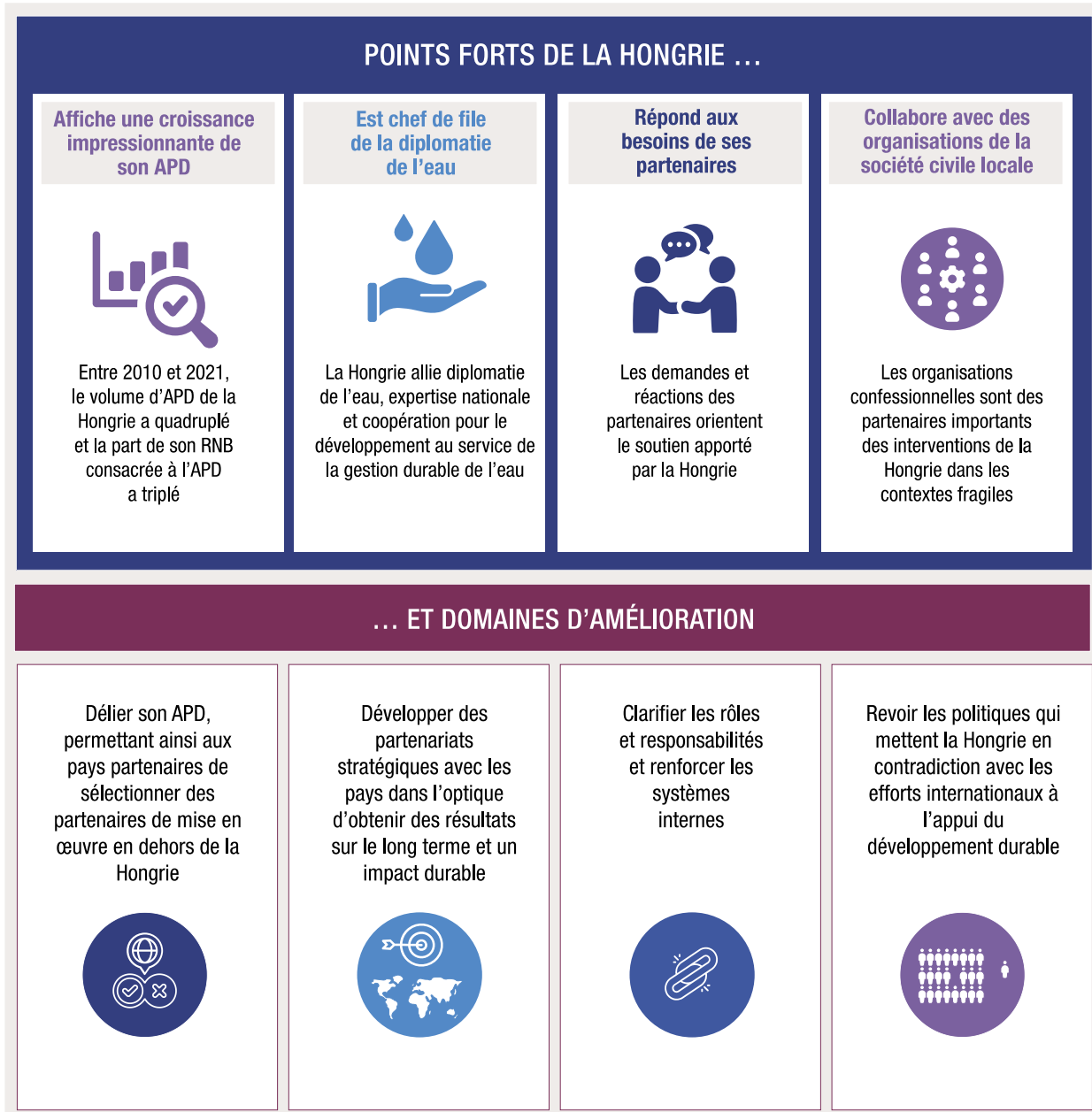
### **Renforcer les systèmes internes pour assurer une coopération efficace**

6. Utiliser les nouveaux mécanismes de gestion des risques pour gérer l'ensemble des risques, et sensibiliser à la nécessité de prévenir les risques de corruption dans le cadre d'une approche qui ne se limite pas aux risques fiduciaires, notamment pour mettre en œuvre la Recommandation du Conseil à l'intention des acteurs de la coopération pour le développement sur la gestion du risque de corruption et la Recommandation du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire.
7. Assurer le suivi des réalisations et des retombées de la coopération pour le développement dans le cadre de la gestion des résultats et des évaluations, en particulier pour les interventions importantes et stratégiques comme les bourses d'études et les prêts d'aide liée.
8. Investir dans le développement et le maintien des compétences en matière de coopération pour le développement, notamment par le biais de formations adaptées, d'opportunités de carrière pour le personnel et du soutien à un écosystème plus large d'experts du développement en Hongrie.

### **Trouver un juste équilibre entre les objectifs à l'échelle nationale et mondiale**

9. Définir une approche de la participation du secteur privé qui permette à la Hongrie de délier progressivement les dons et les prêts, de manière à optimiser les ressources pour les pays partenaires, et qui englobe également la conduite responsable des entreprises.
10. Encourager l'ajustement des politiques susceptibles d'avoir des effets négatifs sur les pays en développement, notamment celles qui empêchent la Hongrie de se rallier au consensus international sur les mesures à prendre en faveur d'un développement durable à l'échelle mondiale.

## Infographie 1. Points clés de l'examen par les pairs de la coopération pour le développement de la Hongrie de 2023

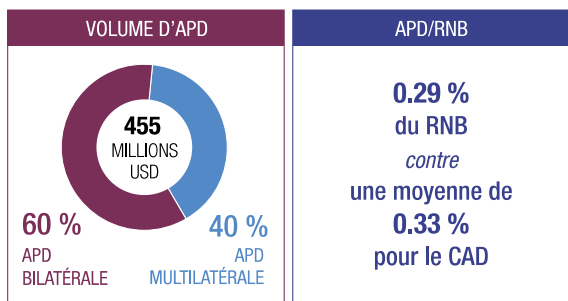




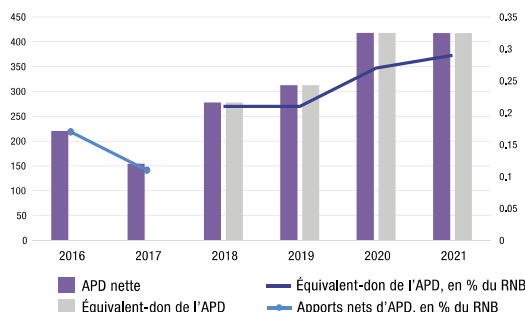
## Infographie 2. La coopération hongroise pour le développement en un coup d'œil

Versements bruts en millions USD et à prix constants de 2020, sauf mention contraire.

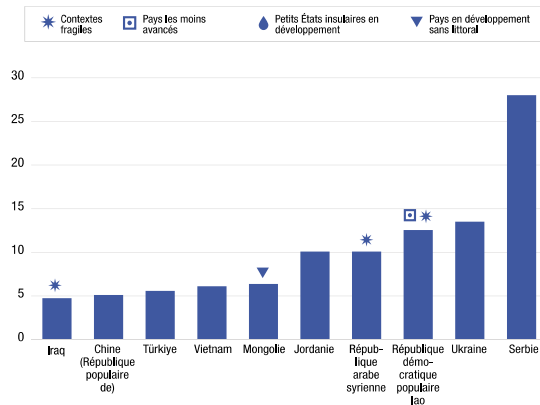
**LA HONGRIE SE CLASSE AU 17<sup>E</sup> RANG, SUR 29 PAYS DU CAD, EN TERMES DE PART DU RNB CONSACRÉE À L'APD**  
(données préliminaires 2021)



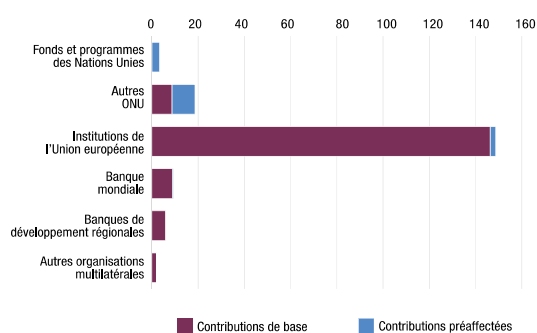
**LE VOLUME DE L'APD A QUASIMENT DOUBLÉ DEPUIS QUE LA HONGRIE EST DEVENUE MEMBRE DU CAD EN 2016**



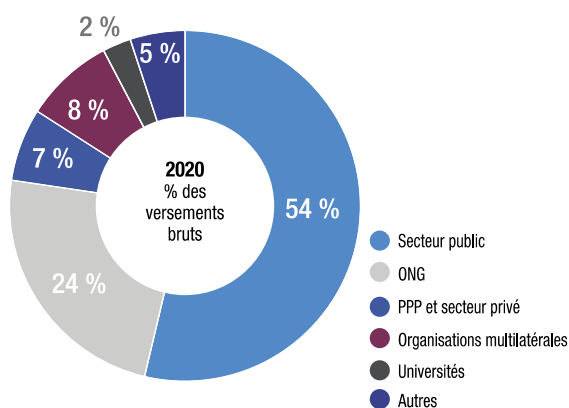
**SEULS QUELQUES-UNS DES PAYS PRÉSENTANT LES PLUS GRANDS BESOINS FIGURENT PARMI LES PREMIERS BÉNÉFICIAIRES DE L'APD HONGROISE**  
Moyenne 2019-20



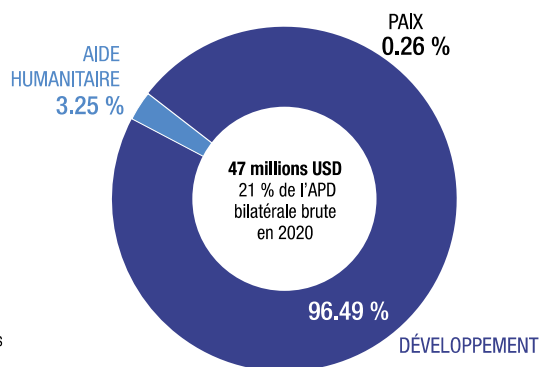
**L'UE EST DE LOIN LA PREMIÈRE BÉNÉFICIAIRE DE L'APD MULTILATÉRALE HONGROISE**  
Moyenne 2019-20



**LE SECTEUR PUBLIC EST LE PRINCIPAL CANAL D'ACHEMINEMENT DE LA HONGRIE, NOTAMMENT POUR LES BOURSES D'ÉTUDES**



**L'APD HONGROISE ALLOUÉE AUX CONTEXTES FRAGILES EST ESSENTIELLEMENT DESTINÉE À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**



# Conclusions et recommandations

---

Ce rapport présente les conclusions et les recommandations de l'examen par les pairs 2022 de la coopération pour le développement mise en œuvre par la Hongrie. Il s'agit du premier examen de la Hongrie depuis son adhésion au Comité d'aide au développement de l'OCDE en 2016 ; cet examen évalue donc les efforts de la Hongrie au regard de toutes les composantes du cadre analytique de l'examen par les pairs. Après une introduction, le rapport, qui comprend cinq sections principales. Il analyse tout d'abord le cadre d'action et les allocations d'APD de la Hongrie, puis l'architecture globale de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire du pays afin de déterminer si elle est à la mesure de ses objectifs. Il évalue ensuite les partenariats de coopération bilatérale de la Hongrie avant d'examiner ses systèmes internes à l'appui d'une coopération efficace. La dernière section étudie l'équilibre entre les objectifs de politique intérieure et ceux de la politique de développement.

Pour chacun de ces domaines, le rapport détermine les atouts et les difficultés propres à la Hongrie et formule des recommandations pour lui permettre de progresser.

---

## Introduction et contexte

### Introduction

Ce premier rapport d'examen par les pairs du CAD de l'OCDE consacré à la Hongrie présente une analyse approfondie des atouts et des enjeux de la coopération hongroise pour le développement. La Hongrie est devenue membre du CAD en 2016. Après l'examen d'adhésion au CAD en 2016 et un examen à mi-parcours en 2019, il s'agit du premier examen complet par les pairs de la Hongrie. La Hongrie et l'OCDE ont donc convenu d'établir une base de référence exhaustive qui permettra aux autorités et aux parties prenantes du système de coopération hongrois de déterminer dans quels domaines des ajustements sont nécessaires. En conséquence, l'examen par les pairs, mené par des examinateurs de Grèce et d'Islande, en collaboration avec le Secrétariat de l'OCDE, a évalué les efforts de la Hongrie au regard de toutes les composantes du cadre analytique de l'examen par les pairs du CAD (OCDE, 2021<sup>[1]</sup>). Les conclusions de l'examen sont présentées en cinq sections.

**Les cinq principaux thèmes de l'analyse étaient les allocations d'APD, le cadre institutionnel, la coopération bilatérale, les systèmes internes et les enjeux en matière d'action publique.** Après une introduction présentant le contexte politique et économique actuel, la première section décrit le cadre d'action de la Hongrie et la croissance considérable, quoique dispersée, de son APD. La deuxième section présente les opportunités et les défis inhérents au cadre institutionnel. Les sections 3 et 4 analysent la façon dont la Hongrie pourrait accroître l'impact de sa coopération bilatérale, notamment en consolidant ses systèmes internes. La cinquième et dernière section définit les moyens de remédier aux contradictions entre les priorités de la politique intérieure et les objectifs de la coopération pour le développement. Chaque section énonce des recommandations indiquant les ajustements importants auxquels la Hongrie devrait procéder pour améliorer encore sa coopération pour le développement. L'ensemble de ces recommandations figure en début de rapport.

**Afin de favoriser l'apprentissage entre les membres du CAD, le rapport met également en lumière deux pratiques intéressantes de la Hongrie.** Celles-ci peuvent constituer une source d'information et d'inspiration pour d'autres membres du CAD et acteurs du développement ; elles sont présentées sur la plateforme d'apprentissage consacrée aux [Outils, enseignements et pratiques de la coopération pour le développement](#).

### **Contexte intérieur : il existe des possibilités de renforcer la coopération pour le développement dans un environnement extérieur changeant**

*Depuis son adhésion au CAD, la Hongrie n'a cessé d'investir dans la coopération pour le développement*

**La Hongrie accorde une importance croissante à la coopération pour le développement et à son engagement dans les pays en développement.** Après l'adoption de sa première stratégie en matière de coopération, en 2014, elle est devenue membre du CAD en 2016 et a considérablement accru le financement, la capacité institutionnelle (en créant une agence dédiée) et le champ de son programme de coopération pour le développement. En plus de soutenir les progrès des pays en développement vers le développement durable, la coopération pour le développement de la Hongrie sert des objectifs stratégiques importants, comme la promotion du secteur privé hongrois, le renforcement de la visibilité internationale du pays et la lutte contre les facteurs à l'origine des migrations (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2020<sup>[2]</sup>). Des stratégies spécifiques visant à approfondir les liens économiques avec les partenaires de l'Est (asiatiques notamment) (2011) et du Sud (africains en particulier) (2015) et une stratégie pour l'Afrique (2019) ont donné une impulsion nouvelle à son engagement auprès des pays en développement. Elle a par ailleurs étendu son réseau d'ambassades en Afrique et en Asie. Ses relations commerciales avec les pays en développement demeurent toutefois

relativement limitées<sup>1</sup>, ce qui laisse entrevoir des possibilités d'expansion mais souligne également les défis à relever pour encourager l'engagement du secteur privé dans les pays en développement.

**Le remaniement gouvernemental intervenu suite aux élections de 2022 offre des possibilités intéressantes de renforcer la coopération pour le développement.** Un nouveau gouvernement a été désigné fin mai 2022 à la suite d'élections qui ont consacré la victoire de la coalition dirigée par le parti chrétien-conservateur Fidesz, au pouvoir depuis 2010. La responsabilité de l'aide humanitaire a été transférée du bureau du Premier ministre au ministère des Affaires étrangères et du Commerce (MAEC), ce qui marque un tournant important. Ce remaniement devrait faciliter la mise en œuvre des réformes internes et permettre de créer des synergies et de mieux coordonner les opérations humanitaires et les activités de développement (voir « Système de coopération pour le développement »). Dans le même temps, la création d'un Secrétariat d'État au sein du MAEC a donné une plus grande visibilité à la coopération pour le développement et à l'aide humanitaire, qui relevaient auparavant d'un sous-Secrétariat d'État.

### *L'environnement extérieur présente à la fois des opportunités et des risques*

**La croissance robuste de la Hongrie est entravée par les effets inflationnistes de la guerre d'agression illégale, non provoquée et injustifiable de la Russie contre l'Ukraine, conjugués aux conditions défavorables résultant de la hausse des prix de l'énergie et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement internationales.** À la mi-2021, le PIB de la Hongrie était déjà revenu à son niveau pré-pandémique (OCDE, s.d.<sup>[3]</sup>), marquant une reprise plus rapide que dans bien d'autres économies. La croissance devrait cependant ralentir en raison de l'impact de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, essentiellement sous l'effet de l'accélération de l'inflation due à la hausse des prix des matières premières et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales (OCDE, s.d.<sup>[3]</sup>). La Hongrie est fortement tributaire des importations d'énergies fossiles en provenance de Russie et a plaidé pour des exemptions aux sanctions proposées par l'UE à cet égard. L'OCDE prévoit une croissance de 4.0 % en 2022 et de 2.5 % en 2023. Le chômage est à un niveau historiquement bas et les tensions sur le marché du travail ont entraîné une hausse importante et persistante des salaires réels. Le resserrement actuel de la politique monétaire a pour objectif de maîtriser l'un des taux d'inflation les plus élevés d'Europe. De surcroît, la dette publique, déjà élevée (89 % en 2021), augmente, ce qui incite le nouveau gouvernement à mettre en œuvre des mesures visant à réduire les dépenses publiques. (Economist Intelligence Unit, 2022<sup>[4]</sup>). Le durcissement des politiques macroéconomiques va également peser sur les perspectives de croissance.

**Les efforts déployés par la Hongrie pour soutenir l'Ukraine voisine peuvent avoir une incidence sur la dynamique générale de la coopération pour le développement.** La Hongrie a mobilisé des ressources pour aider l'Ukraine et accueille un nombre important de réfugiés, ce qui marque une évolution positive par rapport à sa politique d'asile auparavant très stricte. Ces ressources se sont pour la plupart ajoutées au budget de la coopération pour le développement. La vaste mobilisation au sein du gouvernement et de la société peut favoriser une prise de conscience quant à l'importance de la coopération internationale et le renforcement de la coordination interministérielle. La poursuite du soutien à l'Ukraine, où vit une importante minorité hongroise, demeurera une priorité dans le programme de coopération de la Hongrie.

**La prochaine présidence hongroise du Conseil de l'UE sera l'occasion de faire progresser la coopération pour le développement, une opportunité qui pourrait être compromise par les relations tendues avec l'UE.** La Hongrie assurera la présidence du Conseil de l'UE au deuxième semestre 2024. À ce titre, elle peut aider l'Union à faire avancer son programme de coopération pour le développement, tout en orientant en parallèle les politiques européennes d'importance pour les pays en développement. Or, en 2022, l'UE a pour la première fois déclenché une procédure contre un État membre dans le cadre du nouveau mécanisme de conditionnalité de l'état de droit. La Commission européenne a proposé de

suspendre les fonds destinés à la Hongrie jusqu'à ce que les mesures correctives récemment présentées par le pays soient pleinement mises en œuvre. Les principaux points de friction sont la corruption, la mauvaise gestion des fonds de l'UE et le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire (Commission européenne, 2022<sup>[5]</sup>). Le Parlement européen a également exprimé son inquiétude face au « risque évident de violation grave » des valeurs de l'UE. (Parlement européen, 2022<sup>[6]</sup>). La Hongrie aura plus de difficultés à favoriser le consensus entre les membres de l'UE si des tensions importantes persistent avec l'Union.

**La maîtrise de ces facteurs au cours des prochaines années sera déterminante pour la coopération de la Hongrie.** Un soutien politique et public continu sera nécessaire si la Hongrie entend mobiliser des ressources en faveur de l'Ukraine tout en maintenant son ambition de renforcer son engagement à l'extérieur de l'Europe, notamment dans les pays les moins développés. La dernière section de ce rapport explore plus en détails la manière dont la Hongrie pourrait saisir les opportunités offertes par la présidence de l'UE.

## Cadre d'action et financement : l'APD hongroise a considérablement augmenté, selon les priorités définies

### **Formuler des orientations permettrait de rendre opérationnels les fondements juridiques et politiques de la coopération hongroise**

*La Hongrie a établi une base juridique et politique solide pour sa coopération*

**La loi XC de 2014 énonce les grands principes et objectifs de la coopération hongroise pour le développement** (Parlement de la Hongrie, 2014<sup>[7]</sup>). Elle impose à la Hongrie de respecter les principes humanitaires et d'efficacité du développement, les droits humains, le droit humanitaire et celui des réfugiés. Elle donne la priorité à la coopération bilatérale et exige qu'elle réponde aux « besoins, aux exigences et aux objectifs de développement » des pays partenaires. En parallèle, elle établit que la coopération pour le développement doit également servir les intérêts nationaux et créer des débouchés pour l'économie hongroise, ce qui, dans certains cas, entre en contradiction avec les objectifs de développement (voir « Tensions entre politiques »). La loi exige que les parties prenantes, y compris les organisations de la société civile, soient régulièrement informées et consultées. Elle confie la fonction centrale de direction et de coordination au ministère des Affaires étrangères et du Commerce (MAEC).

**La stratégie de coopération pour le développement international pour la période 2020-25 (IDC 2025) est alignée sur les objectifs de développement durable (ODD) et définit les priorités en matière d'affectation des ressources** (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2020<sup>[2]</sup>). Elle identifie plusieurs ODD<sup>2</sup> particulièrement importants pour la Hongrie et souligne qu'œuvrer à la réalisation des ODD s'inscrit en droite ligne des objectifs du pays en matière de développement durable, de lutte contre le changement climatique et de gestion des facteurs à l'origine des migrations. L'IDC 2025 fixe un engagement de porter la part du revenu national brut (RNB) consacrée à l'aide publique au développement (APD) à 0.25 % à l'horizon 2025. La Hongrie a préféré désigner des régions prioritaires, à savoir les régions européennes voisines, l'Afrique, les pays les moins avancés (PMA) et le Moyen-Orient, plutôt que des pays prioritaires. Cette approche globale contribue cependant à la dispersion de son APD (voir plus loin). Ses priorités thématiques sont plus précises : accès à l'eau et à l'assainissement, soins de santé, éducation, agriculture et technologies de l'information.

**La stratégie définit également les méthodes de travail de la Hongrie.** Dans le prolongement de la loi XC, elle affirme l'ambition de la Hongrie de forger avec les pays en développement des partenariats économiques mutuellement profitables, qui bénéficient également au secteur privé hongrois. La Hongrie souhaite en outre améliorer la coordination au sein de l'administration, mobiliser les parties prenantes

nationales et les sensibiliser au développement – des domaines dans lesquels elle a fait quelques progrès mais est également confrontée à des difficultés (voir « Système de coopération pour le développement »).

*La prochaine étape essentielle devrait être l'élaboration d'orientations pour la mise en œuvre*

**Il conviendra de définir des mesures pour mettre en œuvre l'IDC 2025 afin de rendre cette stratégie de haut niveau opérationnelle.** En dehors de l'objectif relatif au ratio APD/RNB et de quelques mesures de suivi<sup>3</sup> (Gouvernement de la Hongrie, 2019<sup>[8]</sup>), la stratégie n'est pas assortie d'objectifs précis, ni d'orientations générales sur la réduction de la pauvreté, les mesures visant à ne laisser personne de côté ou les questions transversales. La Hongrie n'a pas encore établi de stratégies, ni de réformes internes, concernant son engagement dans des secteurs ou des pays donnés, à l'exception de la stratégie pour l'Afrique de 2019, qui définit les actions attendues des ministères sectoriels pour renforcer les relations avec ce continent, et de la Vision pour une éducation mondiale de 2016. Il existe donc très peu d'indications sur la manière dont la Hongrie mettra en œuvre ses principaux objectifs en matière de développement. Si le fait que les autorités rendent publiquement compte, chaque année, des progrès accomplis dans le cadre de leur stratégie peut être considéré comme une bonne pratique, l'absence d'objectifs ou d'interventions planifiés limite la valeur ajoutée de ce reporting à des fins de redevabilité.

**Un ensemble de documents stratégiques et d'orientations pourrait être élaboré en s'appuyant sur l'expertise des acteurs de la coopération et permettrait de guider leurs actions.** Chaque document représentant un investissement en temps et en travail important dans un contexte de ressources humaines limitées, la Hongrie doit réfléchir aux domaines dans lesquels elle aurait le plus intérêt à définir des stratégies et des orientations. Elle pourrait, par exemple, envisager de formuler des stratégies par pays pour ses principaux partenaires, ou pour son action importante dans le secteur de l'eau, ou encore pour ses partenariats avec le secteur privé et les organisations de la société civile.

**L'examen externe de la stratégie de coopération sera une occasion importante de tirer des enseignements stratégiques.** La Hongrie prévoit d'évaluer sa stratégie de coopération à la fin de l'année 2024. Cet exercice lui permettra de réfléchir à un éventuel ajustement des priorités globales de sa coopération pour le développement, de déterminer si le document de stratégie a rempli son rôle d'orientation des efforts de coopération nationaux et de définir les améliorations qui pourraient lui être apportées.

***L'APD hongroise ayant augmenté de façon considérable, la planification et le reporting associés pourraient être améliorés***

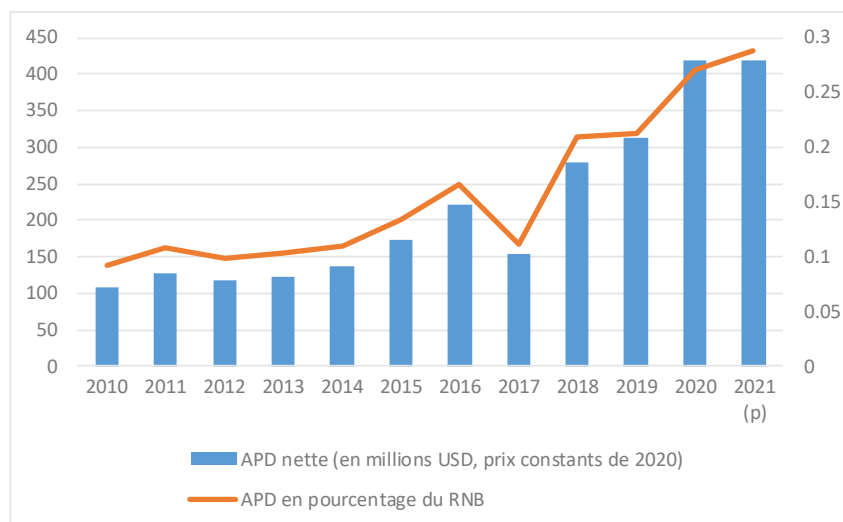
*Le volume de l'APD a été multiplié par quatre depuis 2010*

**Le volume de l'APD a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, ce qui témoigne de la détermination de la Hongrie à jouer un rôle dans le développement international.** Ses versements au titre de l'APD se sont élevés à 418 millions USD (USD constants de 2020, données préliminaires) en 2021, une forte augmentation par rapport aux 109 millions USD versés en 2010. De même, le rapport APD/RNB est passé de moins de 0.10 % en 2010 à 0.29 % en 2021, et ce malgré l'essor de l'économie hongroise. En 2020, la Hongrie a dépassé la cible de 0.25 % qu'elle s'était fixée pour ce ratio à l'horizon 2025.

**La Hongrie a quasiment doublé le volume de son APD depuis qu'elle est devenue membre du CAD, bien que des baisses aient été enregistrées certaines années.** La première est intervenue entre 2016 et 2017 (- 25 %), suite à quoi l'APD est remontée en flèche (Graphique 1). En 2021, le volume de l'APD a diminué de 0.1 % en termes réels (et de 8 % si l'on exclut les dons de vaccins contre le COVID-19, sur la base de 9 USD la dose environ). À l'avenir, la Hongrie devra impérativement maintenir la croissance de

son APD de manière à remplir ses objectifs et son engagement de consacrer 0,33 % de son RNB à l'APD à l'horizon 2030, contribuant ainsi à l'engagement collectif des membres de l'UE d'atteindre un ratio de 0,7%.

### Graphique 1. Évolution de l'APD de la Hongrie en volume et en pourcentage du RNB (versements)



Note : les membres du CAD ont adopté la méthodologie de l'équivalent-don à compter de la notification des apports de 2018 ; cette méthodologie permet de mesurer avec plus d'exactitude l'effort effectivement fourni par les donateurs lorsqu'ils accordent des prêts de développement. Comme la Hongrie ne rend compte que des dons, le graphique indique les flux d'APD nets, ceux-ci étant identiques aux équivalents-dons.

Source : OCDE (2022<sup>[9]</sup>), *Système de notification des pays créanciers (base de données)*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>.

StatLink  <https://stat.link/joal13>

#### *La Hongrie rencontre des difficultés en matière de planification et de notification de son APD*

**Le recours massif aux fonds de réserve a permis d'accroître le budget de la coopération bilatérale pour le développement, une stratégie qui risque de ne pas être viable à l'avenir.** Le budget ordinaire n'est pas la première source de financement de la coopération de la Hongrie. De fait, le gouvernement approuve de nombreux projets de développement pluriannuels de grande envergure sur une base ponctuelle, en fonction de leur importance stratégique et des fonds disponibles auprès de la Banque centrale. Cette procédure présente une certaine souplesse, mais le fait que la plupart des financements sont attribués selon cette procédure crée des problèmes de responsabilité vis-à-vis du Parlement et un manque de prévisibilité des financements destinés au service chargé de la coordination des programmes de l'agence Hungary Helps. Jusqu'à présent, la plupart des demandes extrabudgétaires ont été approuvées. Cependant, en cas de resserrement des dépenses publiques, cette dépendance à l'égard des réserves pourrait nuire à la croissance de l'APD.

**Le recours limité au financement pluriannuel affecte la capacité de la Hongrie à se doter d'objectifs à moyen terme.** Le processus budgétaire annuel rend difficile pour le service chargé de la coordination des programmes de l'agence Hungary Helps de planifier les dépenses au-delà d'une année, ce qui a un impact sur les financements qu'il apporte au secteur privé et aux OSC partenaires. Bien que cette caractéristique du processus budgétaire soit valable pour toutes les dépenses publiques, elle a des répercussions importantes sur la coopération pour le développement. Elle contraint également la Hongrie à verser d'emblée le montant total du don. Conformément à la recommandation du Conseil de l'OCDE sur

la gouvernance budgétaire (OCDE, 2015<sup>[10]</sup>), prévoir l'évolution à moyen terme des dépenses de coopération pour le développement permettrait au ministère de planifier ses ressources globales et les différentes allocations en fonction des priorités stratégiques à moyen terme.

**Il n'existe pas de ligne budgétaire annuelle spécifique consacrée à la coopération pour le développement, ce qui donne une grande latitude au MAEC, mais pose des problèmes de transparence et de prévisibilité.** Quatre lignes budgétaires sont généralement réservées au MAEC dans le budget annuel, mais aucune d'entre elles n'est spécifiquement attribuée à la coopération pour le développement. Ce manque de clarté dans la formulation du budget s'ajoute aux problèmes évoqués précédemment quant à la responsabilité limitée vis-à-vis du Parlement et au manque de prévisibilité pour le service en charge de la coordination des programmes de l'agence Hungary Helps.

**La notification de l'APD hongroise au CAD pourrait être améliorée.** Sur la base des données communiquées en 2021, l'OCDE a souligné la nécessité d'apporter des corrections au niveau des modalités, des canaux d'acheminement et des codes-objet (OCDE, 2022<sup>[11]</sup>). Une meilleure prise en compte de la définition de la coopération technique pure<sup>4</sup> permettrait également d'améliorer la qualité des rapports<sup>5</sup>. De même, la notification des prêts d'aide liée au CAD (et non de la seule bonification du taux d'intérêt) améliorerait la transparence et la comparabilité avec les autres membres du CAD. Les marqueurs du CAD, comme celui concernant l'égalité des genres, contribuent de manière importante au suivi de l'action de ses membres dans certains domaines. S'assurer de la qualité suffisante des critères minimaux recommandés pour leur application serait important pour renforcer la fiabilité des données sur l'APD de la Hongrie.

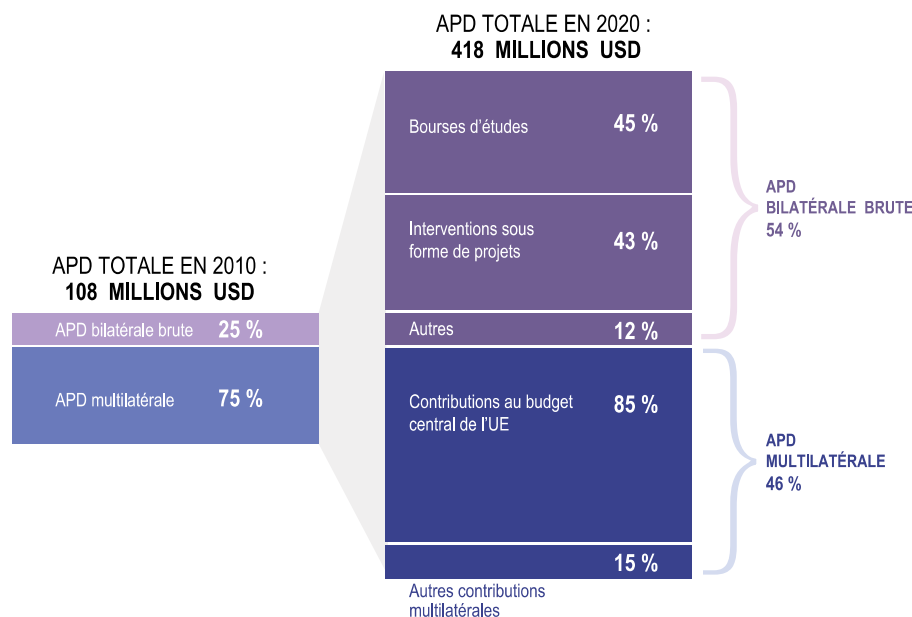
***Les allocations de l'APD sont en phase avec les priorités du pays, mais dispersées entre pays et projets***

*La Hongrie a augmenté l'APD bilatérale destinée à ses secteurs et régions prioritaires...*

**La croissance de l'APD a été principalement tirée par la croissance de l'aide bilatérale, conformément aux priorités définies.** En 2020, l'APD bilatérale brute s'est élevée à 54.1 % de l'APD totale, les contributions au budget central des organisations multilatérales représentant pour leur part 45.9 % du total. La part de l'APD bilatérale brute dans l'APD totale a fortement progressé, puisqu'elle n'était que de 25 % en 2010 (Graphique 2). Cette croissance est liée à celle des bourses d'études, qui ont constitué 45 % de l'APD bilatérale en 2020. Il existe en outre un important programme d'aide liée qui n'est pas entièrement comptabilisé au titre de l'APD. Le nombre de projets de ce programme a quasiment doublé au cours de la période 2014-20 par rapport aux dix années précédentes. Fin 2020, le montant des prêts d'aide liée consentis au titre des accords intergouvernementaux en vigueur dépassait 1.2 milliard USD (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Hongrie), 2021<sup>[12]</sup>).



Graphique 2. Répartition simplifiée de l'APD totale en 2010 et 2020 (prix constants)



Source : OCDE (2022<sup>[13]</sup>), Flux totaux, tableau CAD1, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=208dda79-36f0-4027-9866-886de7e3ad3b&themetreeid=3>. Tableau du CAD de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/rka3wq>

**Conformément à l'IDC 2025, les allocations de la Hongrie sont centrées sur des priorités thématiques clairement définies.** Les six secteurs prioritaires de l'IDC 2025 sont la gestion de l'eau et l'assainissement, l'agriculture, la santé, l'éducation, l'environnement et les technologies de l'information, comme le reflètent les allocations d'APD (114.6 millions USD ont bénéficié à l'éducation et 23.8 millions USD à la santé en 2020) et les prêts d'aide liés, résolument orientés vers l'eau et l'assainissement et l'agriculture. On citera pour exemples un prêt de 160 millions USD accordé à la République démocratique populaire lao (RDP lao) en 2017 pour des investissements dans la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau et la gouvernance électronique, et un autre de 56 millions USD à la République du Rwanda pour la rénovation d'une station de traitement des eaux (chiffres communiqués par la Hongrie).

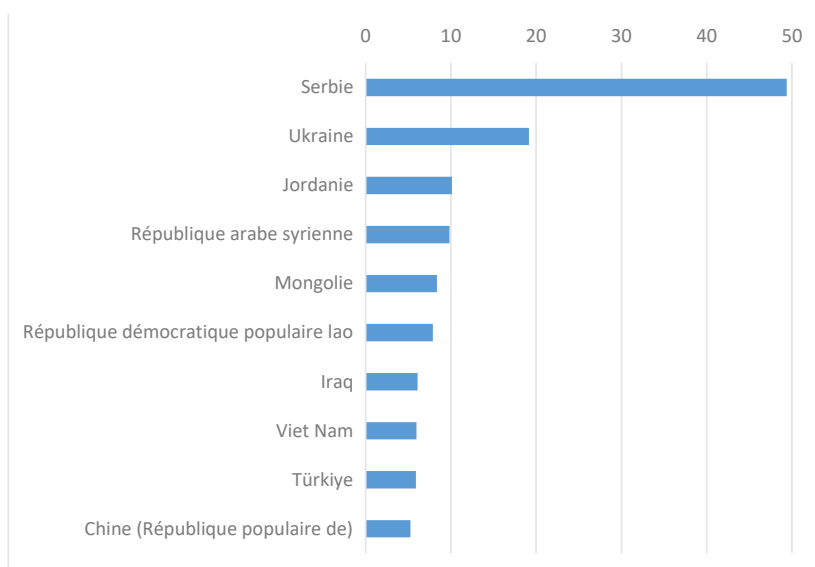
**Des efforts sont déployés pour mobiliser les ressources nationales dans les pays en développement.** La Hongrie accueille le Centre fiscal multilatéral de l'OCDE à Budapest, qui dispense des formations aux autorités fiscales d'Europe et d'Asie. Bien qu'aucun programme d'APD ne soit spécifiquement dédié à ce thème, la Hongrie a partagé son expérience en matière de douane avec la Zambie en 2019. En 2021, elle a ratifié la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires.

**En termes géographiques, la Hongrie se tourne vers l'Afrique, mais son engagement dans les PMA demeure limité.** Sa stratégie 2020-25 prévoit un recentrage sur l'Afrique et les pays les moins avancés (PMA). D'après les informations transmises par la Hongrie, l'Afrique a été le premier bénéficiaire régional de son APD en 2021 (62 millions USD), une évolution notable par rapport à 2020, où le continent n'arrivait qu'en troisième position (avec 22 millions USD) après l'Europe et l'Asie. Aucun pays africain ne figurait parmi les dix premiers pays bénéficiaires de l'APD hongroise en 2020 (Graphique 3). L'Europe demeure une région prioritaire, la Serbie et l'Ukraine recevant un soutien important. En 2020, les PMA ont reçu

6.4 % de l'APD bilatérale brute de la Hongrie (soit 14.4 millions USD), une part nettement inférieure à la moyenne des pays du CAD, qui s'établit à 24.4 %. Ce sont des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui ont reçu la part la plus importante de l'APD bilatérale brute hongroise en 2020 (43.2 %).

### Graphique 3. Les dix principaux pays bénéficiaires de l'APD hongroise, en volume, 2020

Versements bruts, en millions USD, prix courants



Source : OCDE (2022<sup>[9]</sup>), *Système de notification des pays créanciers (base de données)*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>.

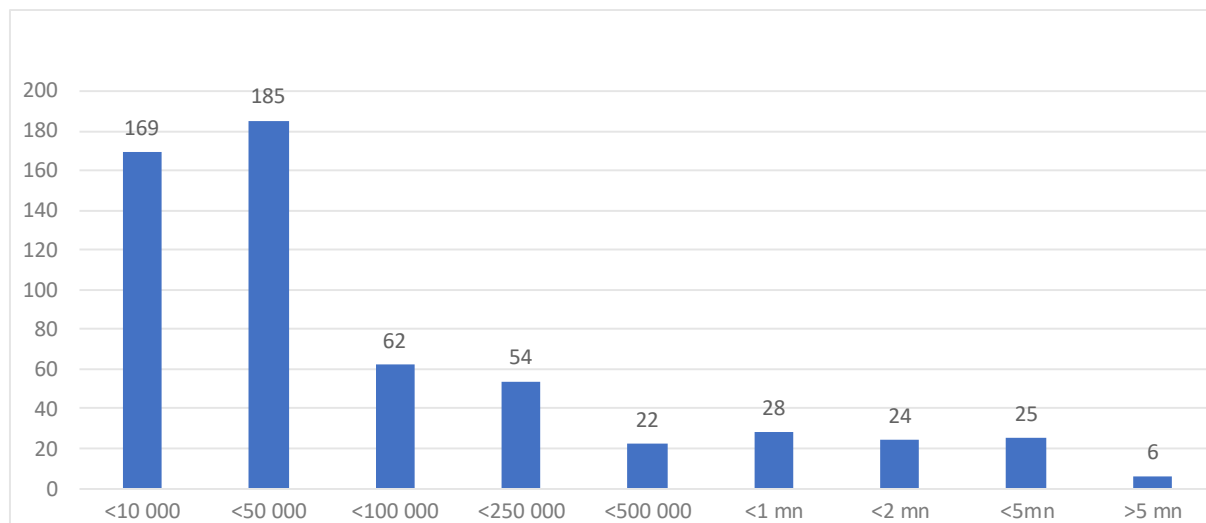
StatLink  <https://stat.link/rown3l>

*... mais les allocations de l'APD sont dispersées entre de nombreux pays et projets*

**Les dotations sont réparties entre un grand nombre de petits projets.** La grande majorité des sommes allouées aux projets sont inférieures à 100 000 USD (Graphique 4). Les interventions étant en outre rarement pluriannuelles, il en résulte une fragmentation importante, qui entraîne à son tour des problèmes d'efficacité et de capacité car chaque projet doit faire l'objet d'un contrôle de qualité, d'une approbation et d'un suivi. Lors de l'examen par les pairs, la Hongrie a exprimé son intention de réorienter progressivement ses opérations vers des projets moins nombreux et de plus grande envergure. Le pays pourrait en fait s'inspirer de ses propres pratiques puisqu'il apporte déjà des sommes importantes à un nombre restreint de projets autonomes. Entre 2018 et 2020, les vingt plus grands projets ont reçu la moitié du financement total alloués aux projets et étaient concentrés dans trois pays : la RDP lao, la Serbie et l'Ukraine.


## Graphique 4. Aide sous forme de projets : nombre de projets notifiés par montant, 2018-20

USD constants de 2020



Note : mn = million

Source : OCDE (2022<sup>[14]</sup>), *Système de notification des pays créanciers (base de données)*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>.

StatLink  <https://stat.link/6ey0qf>

**Les allocations sont également réparties entre un grand nombre de pays.** La Hongrie indique avoir soutenu 113 pays en 2021. Si l'on ne retient que les interventions sous forme de projets (hors bourses d'études et contributions au budget central des organisations multilatérales et des OSC), elle a mené des programmes dans 53 pays entre 2018 et 2020 (Tableau 1). Cette dispersion géographique crée des difficultés : pour la Hongrie, qui n'est pas en mesure de mobiliser des compétences spécialisées pour tous ces contextes et se prive d'éventuelles économies d'échelle ; pour les pays partenaires, qui doivent coordonner de nombreux donateurs. Les autorités hongroises reconnaissent l'importance de la concentration géographique pour accroître la visibilité et l'efficacité des dons (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Hongrie), 2021<sup>[15]</sup>). En réorientant ses ressources vers un nombre moins grand de pays, la Hongrie pourrait également accroître l'efficacité et l'efficacité de sa coopération pour le développement.

**Tableau 1. Liste des bénéficiaires d'une aide sous forme de projets, par volume d'APD annuel, 2018-20**

APD annuelle moyenne, USD constants de 2020

< 0.1 million USD	< 0.5 million USD	< 1.0 million USD	< 5.0 millions USD	> 5.0 millions USD
Arménie	Albanie	Éthiopie	Indonésie	République démocratique populaire lao
Bangladesh	Bosnie-Herzégovine	Jordanie	Iraq	Serbie
Bélarus	Chine (République populaire de)	Kenya	Liban	Ukraine
Brésil	République démocratique du Congo	Mexique	Mongolie	
Cap-Vert	Inde	Nigéria	République arabe syrienne	
Colombie	Kirghizistan	Cisjordanie et bande de Gaza	Ouganda	
Cuba	Monténégro		Vietnam	
Équateur	Sri Lanka			
Égypte				
Géorgie				
Ghana				
Kosovo*				
Mali				
Moldavie				
Maroc				
Mozambique				
Myanmar				
Macédoine du Nord				
Pakistan				
Philippines				
Afrique du Sud				
Soudan				
Tanzanie				
Tunisie				
Türkiye				
Ouzbékistan				
Venezuela				
Yémen				
Zambie				

Note : \* cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut du territoire et est conforme à la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi qu'à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Source : OCDE (2022<sup>[14]</sup>), *Système de notification des pays créanciers (base de données)*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>.

## Recommandation

1. À mesure que la Hongrie augmente son aide publique au développement, en réduire la fragmentation et faciliter une planification et des financements pluriannuels en faveur d'interventions de plus grande envergure et à plus long terme dans un nombre restreint de pays partenaires stratégiques.

### Système de coopération pour le développement : il existe de nombreuses opportunités d'approfondir la collaboration entre institutions et avec les parties prenantes

#### **La récente réorganisation opérée par la Hongrie pourrait permettre d'accroître l'efficacité et l'efficience de sa coopération pour le développement**

*Les différents acteurs et instruments ne sont pas parfaitement coordonnés*

**Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce (MAEC) occupe une position centrale parmi les divers ministères et organismes impliqués dans la coopération pour le développement.** Suite à une réorganisation ministérielle, le MAEC gère désormais la majeure partie des activités de coopération bilatérale de la Hongrie, notamment les bourses, les dons en faveur développement, l'aide humanitaire et les prêts d'aide liée. Il joue également un rôle de chef de file pour la collaboration avec l'UE en matière de coopération pour le développement – qui est de loin sa contribution multilatérale la plus importante. Le MAEC est également chargé de diriger et de coordonner les activités de coopération de l'ensemble de l'administration. Plusieurs autres ministères interviennent dans la coopération multilatérale (par ex. le ministère des Finances pour certaines banques multilatérales de développement) et la coopération bilatérale (par ex. le ministère de la Technologie et de l'Industrie / Western Balkans Green Centre et le ministère de l'Intérieur pour la gestion des catastrophes).

**Néanmoins, le chevauchement et la fragmentation des mandats et des instruments au sein du MAEC créent des risques.** Le service de la coordination des programmes de l'agence Hungary Helps mène la politique globale de coopération et gère une partie de la coopération bilatérale, tandis que d'autres services gèrent également des volumes importants d'APD (Tableau 2). Or, l'examen par les pairs a constaté que ces différents services interagissaient très peu entre eux. Par exemple, le don d'APD le plus important jamais accordé par la Hongrie – en faveur d'un programme agricole en Serbie – ne fait l'objet d'aucune coordination avec le service ayant précédé au service de la coordination des programmes de l'agence Hungary Helps (qui gère pourtant des programmes dans les Balkans occidentaux) ni avec le service responsable de l'aide liée (qui a une expérience dans le domaine des grands programmes agricoles).

**Des risques similaires existent s'agissant des travaux menés à l'échelle de l'administration et des différentes agences.** Certains programmes sont gérés directement au niveau ministériel, tandis que d'autres sont gérés par des agences (Tableau 2). Le MAEC et le Centre vert pour les Balkans occidentaux (*Western Balkans Green Centre*) mènent tous deux des programmes d'appui au secteur privé qui financent la réalisation d'études de faisabilité et des programmes pilotes. Deux agences, Hungary Helps et Széchenyi Program Office Nonprofit LLC (qui met en œuvre les programmes régionaux de l'UE sous la supervision du cabinet du Premier ministre), entendent se soumettre à une évaluation sur la base des piliers, qui leur permettrait de mettre en œuvre des financements de l'UE. Les interventions humanitaires et en matière de développement ne sont pas encore reliées (voir « Coopération bilatérale »). En l'absence

de définition claire des rôles et de mécanismes de coordination performants, la Hongrie se prive d'occasions de créer des synergies entre ses différents instruments et programmes.

**Les nouveaux mécanismes de coordination interministériels ne sont pas encore pleinement exploités.** En 2019, la Hongrie a mis en place une plateforme interministérielle au niveau politique, baptisée Comité de coordination interministérielle de la coopération internationale pour le développement (Comité IDC), qui a notamment débattu de la Stratégie de coopération internationale pour le développement 2020-25 (IDC 2025). Ce dispositif est complété par un réseau de points de contact dans les différents ministères sectoriels (les « coordinateurs pour le développement international »), actifs depuis fin 2020. Ces points de contact ont pour principale fonction de fournir des informations pour la compilation des statistiques sur l'APD. Ces mécanismes pourraient être exploités beaucoup plus largement. La Hongrie pourrait s'en servir pour favoriser les échanges sur les programmes de coopération prévus, afin d'identifier les synergies possibles (par ex. dans les Balkans), coordonner les actions sur les questions de développement de nature multilatérale (diplomatie de l'eau, présidence de l'UE) et discuter des sujets d'intérêt commun, tels que la mobilisation du secteur privé.

*La récente réorganisation et le rôle accru confié à l'agence pourraient permettre de renforcer les capacités et la coordination au sein du système de coopération*

**Les capacités de mise en œuvre et la visibilité de la coopération pour le développement au sein du gouvernement devraient en sortir renforcées.** Conséquence de la réorganisation récente, le MAEC supervise désormais le portefeuille humanitaire ainsi que l'agence Hungary Helps, et du personnel du cabinet du Premier ministre lui a été affecté. Cette réorganisation pourrait entraîner des gains d'efficacité en regroupant la supervision et la gestion de deux portefeuilles relativement restreints, ce qui libérerait des ressources précieuses pour d'autres tâches importantes, telles que la formulation d'orientations sur les politiques et leur évaluation (voir « Systèmes internes »). L'intégration de l'aide humanitaire au portefeuille du MAEC constitue également une opportunité majeure de faire progresser l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix<sup>6</sup> (voir « Coopération bilatérale »). La création, au sein du MAEC, d'un Secrétariat d'État dédié à la coopération pour le développement et à l'aide humanitaire contribue également à donner plus de visibilité à la coopération pour le développement et à intégrer la dimension du développement dans le dialogue interministériel sur les politiques.

Tableau 2. Répartition simplifiée de l'APD par ministère, service et instrument en 2020

Ministère	Service	Instrument	Agence
<b>Ministère des Affaires étrangères et du Commerce</b>			
Sous-secrétariat d'État au développement des exportations	Service du développement international et des affaires humanitaires	Gestion directe des aides au secteur privé et aux OSC (40 millions USD) Pilotage de la politique de coopération pour le développement de l'UE (contribution de la Hongrie : 166 millions USD)	<i>Pas d'agence (budget central du MAEC)</i>
Sous-secrétariat d'État aux relations économiques extérieures	Service de la diplomatie de l'eau et des prêts d'aide liée	Prêts liés consentis à des États souverains pour des projets de grande envergure (prêts approuvés : 50 millions USD en 2020)	Banque hongroise d'export-import SA. (EXIM) Assureur hongrois de crédit à l'exportation SA. (MEHIB) <i>Gestion des prêts d'aide liée</i>
	Service de la diplomatie de l'eau et des prêts d'aide liée	Gestion directe des aides pour la promotion du secteur privé (Facilité pour le développement et la viabilité du secteur de l'eau) (0.5 million USD)	<i>Pas d'agence (budget central du MAEC)</i>
Secrétariat d'État à la formation et aux bourses	Service du programme de bourses « Stipendium Hungaricum »	Stipendium Hungaricum (85 millions USD)	Fondation publique Tempus <i>Gestion des bourses</i>
Secrétariat d'État au développement économique régional et transfrontalier		Gestion directe des aides en faveur du développement économique régional et transfrontalier (38 millions USD)	
<b>Cabinet du Premier ministre*</b>			
Secrétariat d'État aux Chrétiens persécutés et Hungary Helps	Service de la coordination et du soutien aux projets		Agence Hungary Helps <i>Gestion des aides, notamment en faveur des OSC, de l'aide humanitaire et des bourses</i>
<b>Ministère de la Technologie et de l'Industrie</b>		Aides pour la promotion du secteur privé (4 millions USD)	Western Balkans Green Centre <i>Gestion des aides</i>
<b>Ministère des Finances</b>		Contributions obligatoires et volontaires au Groupe de la Banque mondiale (13 millions USD)	

Note : \* la responsabilité de la coordination des programmes de Hungary Helps et de l'agence Hungary Helps a été transférée du cabinet du Premier ministre au MAEC au cours de l'examen par les pairs.

Source : OCDE (2022<sup>[14]</sup>), *Système de notification des pays créanciers* (base de données), <https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1>, informations communiquées par la Hongrie et issues d'entretiens.

**La Hongrie devrait maintenant revoir la définition des rôles ainsi que les mécanismes de coordination afin de renforcer les synergies et l'efficacité, de sorte que l'ensemble des initiatives contribue à la réalisation de ses objectifs stratégiques.** Le pays devra répondre à trois questions fondamentales : (1) quel sera précisément le rôle de l'agence Hungary Helps ? (2) Comment la coopération bilatérale sera-t-elle coordonnée ? (3) De quelle façon l'action gouvernementale sera-t-elle mobilisée et coordonnée ? La Hongrie souhaite confier à l'agence Hungary Helps l'aide humanitaire et l'aide au développement. Cela serait très profitable du point de vue des capacités de mise en œuvre du pays, mais nécessite de relever certains défis (Graphique 5). Le MAEC devra également préciser de quelle façon il entend améliorer les interactions entre ses différents services et, plus spécifiquement, clarifier les modalités de coordination de la planification des allocations et de la conception des interventions. Enfin, l'expertise technique et les ressources des autres ministères peuvent contribuer à améliorer la coopération hongroise pour le développement à condition qu'il existe des objectifs communs et des normes claires applicables à tous.

## Graphique 5. Avantages et défis associés au renforcement de l'agence Hungary Helps



**À l'avenir, la Hongrie pourrait également envisager de décentraliser certaines compétences vers des bureaux situés dans les principaux pays partenaires.** Actuellement, le système de coopération pour le développement est relativement centralisé. Les décisions relatives aux dotations, à la conception des appels d'offres et aux attributions des marchés, ainsi qu'aux modifications des projets, sont prises au niveau du siège. Les ambassades apportent leur concours au suivi des projets et au dialogue avec les partenaires locaux, ils participent à la coordination au niveau de l'UE et fournissent un appui diplomatique. Pour ses programmes-pays de grande envergure, la Hongrie pourrait envisager de renforcer le rôle des ambassades ou des bureaux locaux de l'agence dans la préparation et la gestion des projets, voire dans la prise de décision concernant certaines dotations. Cette démarche améliorerait la capacité de réaction aux besoins des partenaires, faciliterait l'adaptation à l'évolution des contextes et réduirait la charge administrative.

### ***La Hongrie pourrait faire davantage en matière de consultation systématique des parties prenantes et du public, et de sensibilisation aux enjeux du développement***

*La Hongrie aurait tout intérêt à consulter plus systématiquement les parties prenantes*

**L'engagement explicite de collaborer avec les parties prenantes et de les mobiliser n'a été que peu suivi.** En vertu de la loi XC de 2014, le gouvernement hongrois est explicitement tenu de mener la politique de coopération pour le développement en consultation avec les diverses parties prenantes (société civile, secteur privé, recherche et autorités locales) et de partager les informations avec elles. Cet engagement a été repris dans la stratégie IDC 2025. Cependant, alors que le gouvernement a mené de vastes consultations pour la formulation de la stratégie IDC 2025, il n'existe aucun mécanisme lui permettant d'échanger régulièrement avec les parties prenantes sur la coopération en général, sur les pays bénéficiaires ou l'évolution des politiques. Le conseil multipartite qui avait été mis en place a été supprimé en 2015. Cette lacune prive le gouvernement de l'expérience et des compétences que les parties prenantes ont à offrir, et limite également les possibilités pour échanger sur la manière dont la coopération pour le développement du pays pourrait être encore améliorée.

**La Hongrie pourrait s'inspirer de sa propre expérience et de celle des membres du CAD pour consulter systématiquement les parties prenantes sur sa politique de coopération pour le développement.** La Hongrie a recours à des mécanismes de consultation multipartite dans d'autres



domaines de l'action publique, par exemple via son Conseil économique et social national. En matière de coopération pour le développement, elle pourrait également s'inspirer de l'expérience des autres membres du CAD pour déterminer les meilleurs moyens de collaborer avec les parties prenantes. Elle pourrait par exemple rétablir un organisme consultatif (suivant l'exemple de la Pologne), inviter les parties prenantes à des réunions de coordination interministérielle (République slovaque) ou organiser des dialogues sur la politique nationale (Italie). Des plateformes multipartites consacrées à des thèmes spécifiques, à l'instar de celles qui existent dans d'autres pays membres du CAD comme l'Irlande et l'Italie, seraient d'une grande utilité pour la formulation d'orientations sur les politiques.

**La Hongrie pourrait mettre davantage à profit l'expertise des universités et des institutions de recherche dans l'élaboration de ses politiques de développement.** Par exemple, l'Institut des affaires étrangères et du commerce, un laboratoire d'idées indépendant financé par l'État, pourrait apporter des éléments d'analyse précieux pour la coopération hongroise, en indiquant notamment comment s'engager au mieux dans les contextes fragiles. Certaines universités faisant office de partenaires de mise en œuvre dans les pays en développement seraient bien placées pour piloter des recherches ciblées dans des domaines particuliers. La recherche pourrait également nourrir le débat sur la façon dont les politiques de la Hongrie et de l'UE peuvent prévenir les impacts négatifs sur les pays en développement et soutenir leur développement.

**Les municipalités sont des acteurs dynamiques du développement durable à l'intérieur du pays.** Les villes participent activement à la promotion des éco-écoles et à l'aide apportée aux réfugiés ukrainiens. Dès lors, la Hongrie pourrait envisager d'en faire des partenaires pour l'organisation d'activités d'enseignement non formel sur le développement mondial.

*Les efforts de communication de la Hongrie devraient s'accompagner d'une mise à jour du discours sur la coopération pour le développement*

**La Hongrie a intensifié ses activités d'information et de communication publiques sur la coopération pour le développement.** Un site spécialisé du MAEC<sup>7</sup> rassemble les principaux documents de référence, tandis qu'un bulletin d'information mensuel (également disponible en ligne) et une communication sur les réseaux sociaux informent les parties prenantes des évolutions récentes. Un bulletin annuel donne une vue d'ensemble de la coopération de la Hongrie. Une nouvelle plateforme<sup>8</sup> présente des informations de base sur les contributions de la Hongrie à l'APD et les projets menés par l'ensemble de l'administration. Les volontaires qui rentrent des pays en développement et des conférences universitaires contribuent aux activités de sensibilisation. Ces initiatives offrent au public intéressé un aperçu général de la portée et des priorités de la coopération hongroise et l'informent sur l'actualité dans ce domaine. Les enquêtes révèlent un niveau élevé de soutien public à la coopération pour le développement, dans tous les groupes d'âge<sup>9</sup>. Fort de ces développements, le pays pourrait désormais réfléchir aux objectifs spécifiques qu'il souhaite se fixer en matière de communication et à la façon de mesurer les résultats de ses efforts de communication.

**La mise à disposition d'informations supplémentaires sur le budget de l'APD, les partenaires et les projets permettrait d'accroître la transparence et la redevabilité.** La prépondérance des documents classifiés (statut qui s'applique à tous les accords de coopération bilatérale et à tous les documents de projet par exemple) nuit à la transparence des activités de coopération, et a également affecté le présent examen par les pairs. Les parties prenantes aux activités de coopération n'ont pas accès à des informations qui leur permettraient d'engager une réflexion sur leurs propres actions et de faire remonter leurs commentaires aux autorités gouvernementales. Pour remédier à cela, une solution consisterait à publier sur la plateforme en ligne des informations détaillées relatives aux différents projets, notamment leurs objectifs, leur budget, les partenaires associés à leur réalisation et leur durée prévue, aux côtés d'informations succinctes sur l'engagement de la Hongrie auprès de ses principaux pays et partenaires de coopération. La Hongrie pourrait également s'appuyer davantage sur des récits montrant de quelle façon

la coopération hongroise change les vies, afin de rendre son action plus concrète aux yeux du public, tout en rendant public les résultats des évaluations en complément. De manière générale, la Hongrie pourrait réexaminer le type d'informations relatives à la coopération pour le développement méritant d'être classifiées.

**La Hongrie pourrait mettre davantage l'accent sur les avantages d'un investissement à long terme dans sa communication sur les motifs de sa coopération pour le développement.** Comme d'autres membres du CAD, la Hongrie justifie ses activités de coopération pour le développement par un ensemble de raisons associant valeurs, responsabilité mondiale et intérêt propre, résumées par l'expression « des partenariats économiques mutuellement profitables ». Néanmoins, la communication publique du pays insiste fortement sur les avantages directs de la coopération pour le secteur privé et suggère que la coopération aura des effets à court terme sur les migrations vers la Hongrie. De tels arguments peuvent engendrer une certaine confusion auprès des citoyens quant à la finalité de la coopération internationale pour le développement. Ils occultent en outre l'importance des avantages à plus long terme que la Hongrie pourrait retirer des progrès du développement durable dans le monde et de l'existence de relations bilatérales de qualité.

*Sur la base des progrès importants accomplis dans le domaine de l'enseignement formel, la Hongrie pourrait s'engager davantage auprès de la société civile pour sensibiliser aux enjeux du développement*

**La Hongrie a accru la sensibilisation du grand public aux enjeux du développement par le biais de l'enseignement formel.** Le gouvernement a adopté en 2016 une « Vision pour une éducation à la responsabilité planétaire dans l'enseignement formel et non formel » (Gouvernement de la Hongrie, 2016<sub>[16]</sub> ; Gouvernement de la Hongrie, 2016<sub>[17]</sub>). En pratique, la Hongrie a mis en place une éducation au développement durable dans les écoles, en intégrant cette thématique dans les programmes scolaires et la formation des enseignants – une initiative saluée au niveau international (Global Education Network Europe, 2021<sub>[18]</sub>). Le pays encourage également fortement les éco-écoles<sup>10</sup>. La Hongrie pourrait s'appuyer sur ces réalisations pour étendre ses efforts au-delà de la durabilité environnementale, conformément à la Vision 2016 qui inclut dans le périmètre de l'éducation à une responsabilité planétaire les droits humains, la démocratie, les compétences relationnelles, la participation citoyenne et bien d'autres aspects encore.

**La Hongrie pourrait intensifier ses activités de sensibilisation en dehors du cadre scolaire et travailler plus étroitement avec les acteurs de l'éducation mondiale.** Dans le cadre de la Vision 2016, le gouvernement a chargé le MAEC de renforcer la sensibilisation aux enjeux du développement en Hongrie par le biais de l'éducation non formelle. Toutefois, les activités menées ont surtout consisté à communiquer sur les activités des projets plutôt qu'à informer le public sur les grands enjeux mondiaux. Bien que les OSC hongroises participent depuis longtemps à la sensibilisation aux enjeux du développement – elles ont même contribué à l'élaboration des manuels scolaires hongrois –, le gouvernement n'a pas prévu de financements pour des activités de sensibilisation en dehors du contexte scolaire. Des événements comme l'Afrika Expo montrent que l'État, les OSC et le secteur privé peuvent collaborer en matière de sensibilisation au développement, mais demeurent rares (Hungary Helps Agency, 2022<sub>[19]</sub>). En investissant dans des actions plus soutenues et en mobilisant les ressources nécessaires, la Hongrie pourrait toucher des pans beaucoup plus vastes de la société.

**Les résultats de diverses enquêtes ont fait ressortir des points requérant l'attention de la Hongrie, notamment la disposition des citoyens à agir pour le développement durable.** Si les Hongrois soutiennent l'action publique en faveur de la coopération pour le développement, seuls 31 % d'entre eux considéraient en 2018 qu'ils pouvaient, en tant qu'individus, jouer un rôle dans la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement, contre une moyenne de 53 % dans l'UE (Commission européenne, 2018<sub>[20]</sub>). La même enquête révélait des niveaux d'engagement personnel effectif beaucoup plus faibles : 79 % des répondants ne s'impliquaient pas du tout, contre une moyenne de 56 % dans l'UE. D'après les

résultats de l'enquête PISA 2018 de l'OCDE, sur 79 pays participants, les étudiants hongrois figurent parmi ceux qui ont les attitudes les moins positives à l'égard des immigrants et les niveaux de capacité d'agir (*agency*<sup>11</sup>) les plus bas face aux enjeux mondiaux (OCDE, 2020<sup>[21]</sup>). Une enquête nationale de 2019 consacrée aux défis environnementaux observait des évolutions positives en termes de sensibilisation et d'action, mais révélait également que de nombreux Hongrois doutent que l'humanité soit responsable au premier chef du changement climatique (Medgyesi et Schneider, 2020<sup>[22]</sup>). Ces résultats montrent qu'il est important de continuer à promouvoir l'éducation mondiale, que ce soit dans le cadre scolaire ou à l'extérieur.

### ***En tant que partenaires clés, les OSC devraient bénéficier de financements plus adaptés et plus transparents***

*Le gouvernement collabore activement avec les OSC en Hongrie et dans les pays partenaires, mais les financements pourraient gagner en souplesse et en fiabilité*

**Les OSC sont des partenaires de mise en œuvre importants, notamment pour les activités d'aide humanitaire de la Hongrie.** La part de l'aide bilatérale destinée à des OSC et transitant par elles était de 23 % en 2020, contre 15 % en moyenne parmi les membres du CAD (OCDE, 2022<sup>[23]</sup>). La Hongrie collabore avec des OSC internationales, des OSC hongroises et des OSC locales dans les pays partenaires. En 2020, le volume d'APD émanant du Cabinet du Premier ministre distribué par la voie des OSC des pays en développement était environ trois fois supérieur au volume d'APD distribué par l'intermédiaire des OSC hongroises (OCDE, 2022<sup>[14]</sup>). La Hongrie a établi des partenariats particulièrement étroits avec les organisations confessionnelles, qui peuvent constituer de précieux points d'ancrage, en particulier dans les régions en situation de crise où elles sont parfois les seuls partenaires présents sur le terrain (voir « Coopération bilatérale »).

**Les financements disponibles pour les OSC ne concernent que des projets spécifiques et de courte durée, ce qui limite leur marge de manœuvre et affecte leurs capacités.** La Hongrie alloue peu de financements au budget central des OSC – seulement 1 % de l'APD bilatérale en 2020 (OCDE, 2022<sup>[24]</sup>)<sup>12</sup>. Les financements durent rarement plus d'une année, quels que soient le type d'OSC partenaire et la nature du financement. En outre, les financements hongrois sont centrés sur les réalisations des projets, sans prendre en considération certains aspects cruciaux du travail des OSC, tels que l'évaluation des besoins, le suivi et l'évaluation, ou les stratégies de sortie. Certaines OSC plus grandes ont mis en place des dispositifs de suivi et d'évaluation, mais à leurs propres frais, ce qui limite la possibilité pour l'État de peser sur l'orientation des programmes. Conformément aux dispositions de la Recommandation du CAD de 2021 sur le renforcement de la société civile [OECD/LEGAL/5021], la Hongrie devrait réfléchir à la façon de formuler ses objectifs de collaboration avec les acteurs de la société civile en leur qualité d'acteurs indépendants et à part entière du développement et de l'aide humanitaire mais également de partenaires d'exécution. Accroître la disponibilité et l'accessibilité de formes de soutien financier direct, flexible et prévisible, y compris le soutien aux budgets ordinaires et/ou programmatique, permettrait de renforcer l'indépendance et la viabilité financière des OSC et favoriserait l'appropriation locale.

**Un premier accord cadre, pour des financements d'urgence, laisse entrevoir le potentiel de modalités de financement plus souples et à plus long terme.** Hungarian Interchurch Aid, l'OSC de coopération pour le développement la plus importante de Hongrie, a reçu un financement préaffecté de 250 000 EUR pour un an, destiné à la mise en œuvre d'interventions d'urgence rapides en 2020. Cette enveloppe a été reconduite en 2021, mais pas en 2022. Cet accord montre que la Hongrie est, sur le principe, disposée à faire confiance aux OSC partenaires. Le pays pourrait s'appuyer sur cette relation de confiance pour développer des opportunités de financement plus flexibles et à plus long terme pour les OSC. Des accords-cadres plus vastes lui permettraient non seulement de répondre aux situations d'urgence mais également d'apporter son aide dans les situations de crises prolongées, dans lesquelles des vies restent en danger au-delà de la phase de réponse immédiate et où les acquis en matière de

développement peuvent le mieux être sauvegardés. La Hongrie pourrait soutenir de tels partenariats afin de renforcer son action humanitaire au cours de la prochaine période de financement.

*La Hongrie gagnerait à rendre plus transparents les dispositifs de financement disponibles pour les OSC*

**Entre 2016 et 2020, les financements destinés aux OSC ont profité essentiellement à deux organisations, qui ont reçu plus de 70 % de l'ensemble des versements.** Ces deux OSC sont (Tableau 3) : (1) la fondation Prosperitati, qui a reçu en 2020 une enveloppe d'environ 38 millions USD, destinée à aider des entrepreneurs de Voïvodine en Serbie (région abritant d'importantes minorités hongroises) à acheter des machines agricoles et des animaux ; et (2) Hungarian Interchurch Aid, qui a reçu de l'ordre de 8 millions USD, utilisés en majeure partie en Ukraine en 2020 pendant la crise liée au COVID-19 (notamment dans l'oblast de Transcarpathie, qui abrite également des minorités hongroises). Les autres principales OSC bénéficiaires sont : (3) la fondation ADVANCE, qui a reçu 1.9 million USD en 2020 pour aider des hôpitaux de Transcarpathie en Ukraine pendant la pandémie de COVID-19 ; (4) la Fondazione AVSI, qui a reçu 2 millions USD environ en 2018 pour maintenir trois hôpitaux ouverts en Syrie pendant la guerre ; et (5) le Hungarian Charity Service of the Order of Malta, qui a reçu environ 1.4 million USD, consacrés en majeure partie aux secours d'urgence et aux services de santé en Syrie.

**Tableau 3. Les cinq principales OSC bénéficiaires de l'APD, de 2016 à 2020**

Nom de l'OSC	Type d'OSC	Années de financement	Versements (millions USD)	En proportion du total des financements alloués aux OSC
Fondation Prosperitati	Locale	2020	38.2	59 %
Hungarian Interchurch Aid	Hongroise	2016, 2017, 2019, 2020	7.8	12 %
Fondation ADVANCE	Locale	2020	3.0	5 %
Fondazione AVSI	Internationale	2018	1.9	3 %
Hungarian Charity Service of the Order of Malta	Hongroise	2016, 2017, 2019, 2020	1.4	2 %

Source : OCDE (2022<sup>[9]</sup>) *Système de notification des pays créanciers (base de données)*, <https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetC.ode=CRS1>.

**En s'engageant auprès d'un éventail plus vaste d'OSC, la Hongrie pourrait mobiliser une plus grande expertise.** Les appels à propositions du MAEC doivent nécessairement être rendus publics et les critères de sélection sont clairs. Bien que ces appels soient ouverts aux OSC, la plupart des bénéficiaires des subventions du MAEC sont des entreprises du secteur privé. En effet, les exigences en matière de compétences du secteur privé et, dans certains cas, la taille importante des projets contribuent souvent à mettre les petites OSC hongroises hors course. L'agence Hungary Helps collabore avec des ONG, mais rarement dans le cadre d'appels d'offres ouverts. On constate au demeurant un manque d'information du public sur l'accès aux programmes de l'agence Hungary Helps et les critères de sélection appliqués. S'il peut être intéressant de nouer des partenariats clés avec de grandes organisations spécialisées, permettre à un éventail plus large d'OSC de s'engager dans la mise en œuvre de projets permettrait à la Hongrie de mobiliser davantage de compétences et réduirait les risques de dépendance.

**Aider les OSC hongroises à participer aux appels à propositions de l'UE en leur apportant un soutien technique et financier pourrait leur permettre de jouer un rôle plus grand dans la coopération pour le développement.** Bien que le gouvernement ait élaboré un guide pour encourager la participation des OSC aux appels à propositions de l'UE, les OSC hongroises – même les plus grandes – ne disposent que de possibilités limitées de répondre à ces appels en tant que chefs de file. Si Hungarian Interchurch Aid est parvenue à obtenir des financements pluriannuels de la part d'autres

donneurs (comme la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit [GIZ] en Allemagne), elle est la seule OSC hongroise reconnue comme partenaire humanitaire officiel de l'UE pour la période 2021-27 (CE - ECHO, 2021<sup>[25]</sup>). Des possibilités de cofinancement ciblées pourraient aider les OSC hongroises à participer aux appels à propositions de l'UE.

**En s'appuyant sur son expérience en matière d'appels d'offres ouverts à différents partenaires, la Hongrie pourrait promouvoir davantage les partenariats multipartites.** Les OSC peuvent apporter des connaissances locales aux entreprises du secteur privé et la Hongrie pourrait réfléchir aux moyens d'encourager la collaboration entre les entreprises privées, les OSC et le monde universitaire. Un exemple à suivre pourrait être l'approche diamant des Pays-Bas<sup>13</sup>, qui vise à associer l'efficacité organisationnelle du secteur privé et les connaissances locales des OSC.

## Recommandations

2. Définir clairement les responsabilités institutionnelles et les mécanismes de coordination, en particulier au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce et vis-à-vis de l'agence Hungary Helps, en tant qu'organisme principal, afin de renforcer l'efficacité et les synergies, y compris au niveau de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix.
3. Renforcer l'engagement auprès de l'ensemble des parties prenantes, en :
  - établissant des mécanismes pour leur consultation systématique ;
  - améliorant la transparence et la notification des financements ;
  - apportant davantage de financements aux budgets ordinaires et à plus long terme aux organisations de la société civile.

## Coopération bilatérale : la Hongrie pourrait se concentrer davantage sur l'impact de son action

**Les partenariats bilatéraux reposent sur la consultation étroite des pays, mais ne sont pas axés sur les impacts stratégiques ni à plus long terme**

*Les pays partenaires de la Hongrie saluent sa capacité à répondre aux besoins*

**La Hongrie consulte étroitement les pays partenaires pour planifier sa coopération.** Les accords de coopération sur les bourses d'études, les prêts d'aide liée et le premier programme-pays conclu par la Hongrie (avec l'Ouganda) sont conjointement approuvés et signés, généralement au niveau ministériel. Leur approbation est l'aboutissement d'un processus de consultation engagé par les services centraux et les ambassades auprès des autorités du pays partenaire sur le contenu possible du projet, à l'issue duquel les commentaires du pays partenaire permettent d'affiner la sélection et le thème central des idées retenues. La démonstration de l'adéquation d'une proposition aux besoins locaux est un critère primordial pour la sélection des offres, à la fois en termes de pertinence et de durabilité. Si ces accords constituent une base importante pour la collaboration et la redevabilité mutuelle, ils ne sont pas totalement équivalents à des accords-cadres ou à des stratégies-pays – qui permettent de s'aligner sur les objectifs du pays partenaire à moyen terme et fournissent une base de dialogue sur la collaboration au sens large et les défis en matière de politiques publiques.

**Les partenaires locaux participent également activement à la mise en œuvre des projets.** L'administration publique des pays partenaires joue un rôle particulièrement important dans le cadre des

prêts d'aide liée puisqu'elle est chargée de sélectionner une entreprise hongroise et de gérer le contrat. Les directives établies par la Hongrie en matière de suivi prévoient le recueil régulier de commentaires auprès des partenaires locaux, ce qui permet en retour d'adapter les projets. La Hongrie autorise également la collaboration avec des acteurs locaux non étatiques. Dans le cadre d'un accord avec le Kenya, les deux parties ont convenu qu'au moins 40 % de la valeur du projet bénéficierait à des fournisseurs locaux ; en RDP lao, la volonté de la Hongrie de faire appel aux fournisseurs de la région pour mieux répondre aux besoins locaux a été saluée par ses partenaires. Les organisations locales de la société civile sont également des partenaires importants, notamment pour l'aide humanitaire fournie par la Hongrie (voir plus bas).

**Les partenaires apprécient le soutien de la Hongrie en matière de renforcement des capacités.** Les prêts et les dons d'un certain montant consentis par la Hongrie s'accompagnent d'actions visant à s'assurer que l'administration du pays partenaire est en mesure de gérer les résultats du projet. Il peut s'agir d'une formation en Hongrie ou d'un soutien pour assurer le suivi du projet (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Hongrie), 2021<sup>[12]</sup>). Les partenaires en RDP lao apprécient également l'expertise pratique des entreprises hongroises, qu'ils jugent supérieure à celle des consultants en développement.

*La Hongrie doit cependant réfléchir à la façon de passer d'une logique de projets à des partenariats stratégiques à long terme*

**L'engagement substantiel et de longue durée de la Hongrie en RDP lao atteste que le pays peut aider à résoudre des problèmes de développement complexes.** La Hongrie est présente depuis plus de dix ans en RDP lao, par le biais d'importants prêts d'aide liée. Ce partenariat de coopération a progressé en trois temps, à la fois en termes de portée (en s'étendant de l'agriculture à l'élevage, puis à la gestion de l'eau et à la gouvernance) et de volume : la contribution hongroise est passée de 8.6 millions USD (6.16 millions EUR) en 2009, à 30 millions USD (27.1 millions EUR) puis 149 millions USD (141.6 millions EUR) en 2017 (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Hongrie), 2021<sup>[12]</sup>). Les partenaires en RDP lao ont exprimé leur grande satisfaction à l'égard du partenariat noué avec la Hongrie et de la contribution hongroise à la réalisation de leurs objectifs à long terme, en soulignant que la continuité de ce soutien a permis un transfert de compétences et aidé la RDP lao à renforcer ses chaînes de valeur dans l'agriculture. Ils ont également apprécié les connaissances des partenaires du secteur privé et le fait qu'il leur a été donné la possibilité d'investir dans le pays dans un second temps.

**Pourtant, hormis en Ouganda, la Hongrie ne mène pas de programmes-pays à grande échelle.** En 2019, le pays a initié en Ouganda un programme phare sur trois ans comprenant cinq projets dans des secteurs variés. Bien qu'ils ne soient pas liés entre eux, ces projets correspondent à la volonté, inscrite dans l'IDC 2025, de mener davantage de programmes-pays de grande envergure. Or, jusqu'ici, la Hongrie n'a pris aucune disposition pour appliquer cette approche à ses autres pays partenaires. Au contraire, ses projets d'aide liée de grande ampleur sont pour la plupart indépendants les uns des autres<sup>14</sup> et le plus gros don jamais accordé par le pays en 2020 (38 millions USD, à la Serbie) ne s'inscrivait pas non plus dans un programme-pays pluriannuel. De surcroît, les montants alloués à ses partenaires sont très variables, seuls cinq pays se classant systématiquement parmi les dix principaux bénéficiaires de l'APD bilatérale entre 2018 et 2020<sup>15</sup>. Cette approche soulève des problèmes d'efficacité. Le fait d'intervenir dans de nombreux pays différents en y menant des projets indépendants les uns des autres implique une charge de travail plus importante pour la Hongrie, ainsi que des difficultés à créer des synergies entre les interventions (voir « Système de coopération pour le développement »).

**La Hongrie pourrait profiter de la mise en adéquation de son action avec les ODD pour élaborer une approche à long terme du développement.** Tous les projets doivent indiquer à quels ODD ils entendent contribuer. Cependant, la Hongrie ne convient pas d'objectifs à plus long terme pour sa coopération avec ses pays partenaires et n'inclut pas les réalisations de ce type dans sa gestion axée sur

les résultats (voir « Systèmes de gestion interne »). Pourtant, cela contribuerait également de manière importante au renforcement des capacités, qui est considéré par les pays partenaires comme un défi à long terme pour leur développement. L'absence de pays prioritaires rend l'engagement dans le temps plus difficile. Au niveau des projets, la Hongrie exige des responsables de la mise en œuvre qu'ils planifient le transfert des résultats des projets aux partenaires et prévoit également une période de suivi à l'issue du projet. Une meilleure compréhension des objectifs à long terme des pays partenaire permettrait à la Hongrie de mieux prendre en compte la façon dont son soutien s'articule à d'autres actions. Lorsque la Hongrie ne souhaite pas s'engager dans un partenariat à long terme – malgré un engagement important – , des stratégies de sortie adaptées seraient utiles pour assurer la durabilité de ses actions.

*La Hongrie rate des occasions d'améliorer les résultats de ses interventions en termes de développement*

**L'approche de la Hongrie visant à ne laisser personne de côté consiste essentiellement à mettre l'accent sur certaines minorités.** Si la réduction de la pauvreté est un objectif général de la coopération hongroise, la façon dont les questions de pauvreté et d'inégalités sont prises en compte dans la conception et la réalisation des projets n'est pas claire pour un grand nombre de ses interventions. À titre d'exemples, les grands projets d'infrastructure liés à l'eau pourraient tenter de déterminer si le réseau dessert les quartiers défavorisés et de quelle manière, et les interventions axées sur la gouvernance électronique pourraient chercher davantage à accroître l'accessibilité des groupes marginalisés et les bienfaits qu'ils en retirent. Cette approche apparaît plus clairement lorsque le pays décide de cibler volontairement certains groupes minoritaires, mais cela ne va pas sans difficultés. L'élaboration d'orientations à l'intention du personnel et des partenaires, des processus d'assurance qualité clairs et un personnel spécialisé (voir plus bas « Systèmes de gestion interne ») pourraient aider la Hongrie à mieux prendre en compte les questions de pauvreté et d'inégalités dans ses travaux.

**L'accent mis sur des minorités spécifiques exige une sensibilité particulière au contexte.** Conformément aux termes de sa constitution, la Hongrie apporte son soutien aux minorités hongroises des pays voisins et intervient auprès d'elles, notamment via ses actions de coopération pour le développement (en Serbie, 38 millions USD en 2020). Les principes de « ne pas nuire » et celui visant à ne laisser personne de côté peuvent s'avérer utile pour guider ces actions, car les questions ayant trait aux minorités – notamment leurs droits – sont souvent complexes. La Serbie, par exemple, reconnaît 21 minorités différentes (Gouvernement de la Serbie, s.d.<sup>[26]</sup>) et a été en proie à des tensions qui ont également touché la minorité hongroise (openDemocracy, 2020<sup>[27]</sup>). Dans une démarche vertueuse, la Hongrie a discuté de son soutien en Serbie avec l'administration centrale du pays. Pour s'assurer que sa coopération contribue à réduire durablement les inégalités, il serait important que la Hongrie examine, dans chaque contexte, les besoins de développement des différentes minorités, qu'elle évalue soigneusement l'impact du soutien à un groupe minoritaire sur l'économie politique du pays et qu'elle veille à l'application du principe « ne pas nuire ». Pour contribuer à des améliorations plus systémiques des droits des minorités, la Hongrie pourrait également envisager de collaborer davantage avec les pays partenaires dans les domaines de l'action publique et de la gouvernance.

**La Hongrie ne contribue encore que de manière minime aux programmes dédiés à l'égalité des genres et à l'émancipation des femmes et des filles.** Entre 2016 et 2020, les programmes ayant l'égalité des genres comme objectif principal n'ont représenté que 0.07 % de l'aide bilatérale de la Hongrie. De plus, les appels d'offres et les documents de projets ne témoignent pas de la volonté d'intégrer cette question. En conséquence, la Hongrie risque de manquer des opportunités importantes car la prise en compte du genre dans les interventions est souvent déterminante pour obtenir des résultats. Par exemple, il existe dans le secteur agricole des pays en développement des inégalités importantes entre les femmes et les hommes, à la fois au niveau de la production et de la consommation (FAO, s.d.<sup>[28]</sup>). De même, bien que la proportion de femmes dans les bourses d'études accordées par la Hongrie soit élevée, cela n'est pas dû à la conception même du programme (voir ci-dessous, ainsi que « Systèmes de gestion interne »).

Le pays pourrait donc faire davantage pour soutenir les femmes en tant qu'acteurs pouvant contribuer de façon significative au développement durable.

**La Hongrie accorde de plus en plus d'importance à l'environnement et au changement climatique et pourrait renforcer encore cette dynamique.** Le Centre vert pour les Balkans occidentaux (*Western Balkans Green Center*) a été créé par les autorités hongroises en 2019. Ce centre promeut la décarbonation et une transition climatique équitable en incitant le secteur privé hongrois à investir dans la région ; il contribue également au renforcement des capacités par l'intermédiaire d'un centre d'excellence. Les actions de la Hongrie dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture (notamment par le biais de prêts d'aide liée) sont hautement pertinentes pour les questions environnementales et climatiques (OCDE, 2022<sup>[29]</sup>). Cependant, l'existence d'orientations, de processus d'assurance qualité et de compétences spécialisées pourrait renforcer la prise en compte de ces considérations transversales dans la conception et la mise en œuvre des projets (voir « Systèmes de gestion interne »). Cela permettrait également à la Hongrie de mettre en œuvre la Déclaration du CAD de l'OCDE de 2021 portant sur une nouvelle approche visant à aligner la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques [[OECD/LEGAL/0466](#)].

**La participation de la Hongrie au prochain exercice de suivi du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) pourrait lui fournir de précieux enseignements.** Les résultats de la nouvelle méthode de suivi, qui commencera à être utilisée en 2023<sup>16</sup>, pourraient fournir à la Hongrie une base de données utiles pour évaluer et améliorer la qualité de ses partenariats bilatéraux, et déterminer dans quelle mesure ils permettent de respecter l'engagement de ne laisser personne de côté.

*La Hongrie s'engage dans des partenariats de coopération avec le CAD et de nouveaux donneurs*

**La Hongrie s'engage dans des partenariats avec d'autres pays donneurs pour mutualiser les ressources, partager les expériences et tirer des enseignements pour sa propre coopération.** Le pays participe à des projets menés en partenariat avec des membres de l'UE (comme l'Allemagne et l'Italie) sur les questions relatives aux migrations, et collabore avec les quatre États du Groupe de Visegrád pour un engagement conjoint en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Grâce au financement de l'UE, la Hongrie fournit également un soutien de pair à pair en Europe de l'Est, par exemple au Parlement moldave. Elle a en outre noué un certain nombre de partenariats de coopération avec des pays non membres du CAD. Le MAEC a récemment signé un accord de coopération triangulaire avec l'Égypte pour mener un projet conjoint de soins de santé au Ghana, et a engagé un partenariat avec Israël dans le secteur de la santé. Il envisage par ailleurs de travailler en collaboration avec le Kazakhstan et le Maroc. Ces partenariats permettent à la Hongrie non seulement d'étendre sa présence, mais également de découvrir les façons de travailler d'autres donneurs. À l'avenir, le pays pourrait déterminer les éléments qui, dans cette démarche d'ouverture, sont à privilégier pour tirer le meilleur parti de ses ressources limitées.

**La Hongrie peut approfondir son engagement au sein de l'UE et accroître la coordination dans les pays partenaires.** Elle participe à des échanges au sein de l'UE et suit de près les opportunités de se joindre aux initiatives de l'Équipe Europe, comme par exemple en RDP lao au travers de son aide liée et de son offre de bourses. Le pays s'est toutefois abstenu jusqu'ici de participer formellement à ces initiatives afin de privilégier dans un premier temps la visibilité de ses propres projets de coopération<sup>17</sup>. La Hongrie participe également au dialogue de haut niveau entre les donneurs et les gouvernements partenaires, mais pas encore à la coordination sectorielle entre donneurs ni au dialogue sur les politiques à mener. En renforçant la coordination dans certains pays, la Hongrie pourrait partager des informations et des interrogations, échanger des enseignements et identifier des synergies avec d'autres partenaires.



## **Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour que la Hongrie soit en mesure d'intervenir dans les contextes fragiles**

*La Hongrie s'appuie sur des instruments pangouvernementaux pour répondre aux crises*

**Les services hongrois de gestion des catastrophes sont en mesure de déployer rapidement des experts techniques et des moyens logistiques.** Le ministère hongrois de l'Intérieur coordonne un vivier de plus d'une centaine d'experts qualifiés pouvant être déployés rapidement, dont des pompiers professionnels spécialisés dans les opérations de recherche et de sauvetage ainsi que des bénévoles d'organisations de secours hongroises. Le pays peut également fournir des fournitures de secours ainsi que des services médicaux et de réadaptation. Le financement des interventions bilatérales d'urgence en cas de catastrophes est assuré par le budget central au cas par cas, sur décision du gouvernement. Par exemple, lors de l'explosion survenue en 2020 dans le port de Beyrouth, la Hongrie a déployé sur place une équipe d'experts, en coordination avec les dispositifs de l'UE (Hungary Today, 2020<sup>[30]</sup>). Une coopération étroite avec le Mécanisme européen de protection civile (rescEU) a permis d'acheminer très rapidement des articles de première nécessité provenant des stocks de l'UE pour l'aide humanitaire en Ukraine.

**La Hongrie participe activement à des opérations de maintien de la paix, notamment en Europe.** La Hongrie fournit d'importants contingents militaires, de plusieurs centaines de soldats, dans les Balkans. En comparaison, elle contribue relativement peu aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (moins de 50 personnes). Le pays dispose d'un centre de formation pour le soutien de la paix, dirigé par les forces hongroises de la défense, qui dispense des formations sur les opérations d'aide humanitaire et d'appui à la paix à des experts civils et militaires (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2022<sup>[31]</sup>). La Hongrie élabore actuellement son premier plan d'action sur les femmes, la paix et la sécurité, qui sous-tend sa participation aux opérations menées en Europe et au Moyen-Orient, dans lesquelles 16 % des Hongrois déployés sont des femmes (Center for Global Development, 2022<sup>[32]</sup>).

**L'aide humanitaire couvre l'ensemble des activités allant des secours d'urgence jusqu'au redressement et la reconstruction.** Au-delà de l'aide immédiate, l'agence Hungary Helps a pour mission d'assurer la stabilité sociale et la durabilité à long terme, en tenant compte des liens entre le développement durable, l'aide humanitaire et la consolidation de la paix (Agence Hungary Helps, 2020<sup>[33]</sup>). Cela se reflète dans ses affectations : en 2020, près de 82 % du budget de l'agence a été consacré à la reconstruction et au redressement, contre 18 % pour les secours d'urgence (Agence Hungary Helps, 2020<sup>[33]</sup>). Dans les contextes post-conflit, la Hongrie concentre son action sur l'éducation et les infrastructures liées aux logements dans les zones où la population revient. Ainsi, depuis 2019, le pays soutient le retour de la minorité religieuse yézidie dans la province de Ninive, dans le nord de l'Iraq, par le biais d'un ensemble de cinq projets axés sur la reconstruction, le redressement, l'éducation et la santé (IIRF, 2021<sup>[34]</sup>). Il s'agit là d'un bon exemple d'articulation entre humanitaire, développement et paix en matière de programmation en zones de crise.

*Améliorer l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix est une priorité pour la Hongrie*

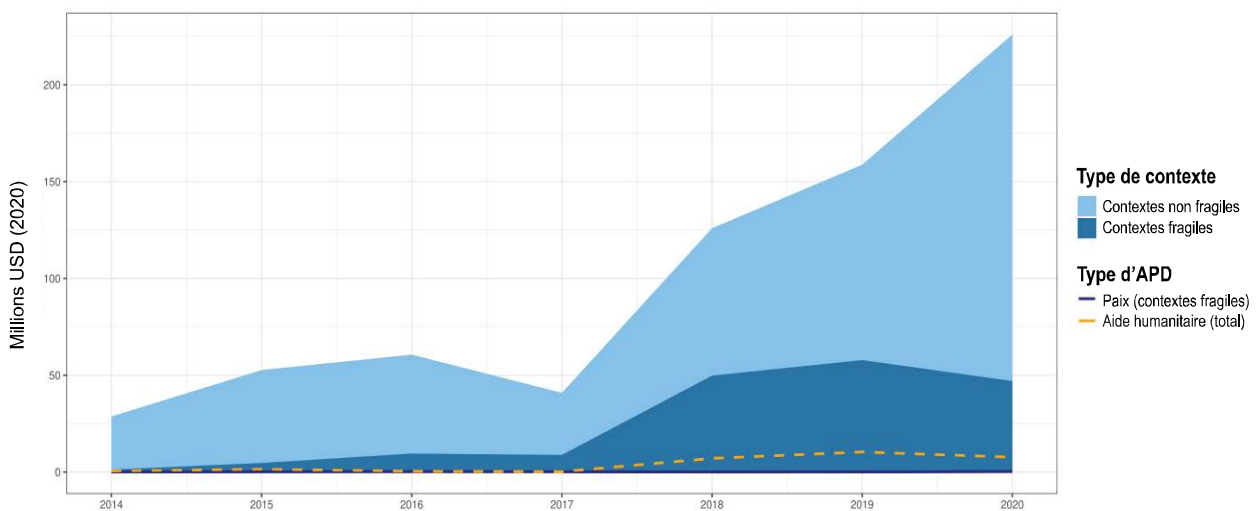
**La Hongrie a clairement pour ambition de mettre en œuvre la Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix [OECD/LEGAL/5019].** En 2020, 21 % de l'APD bilatérale de la Hongrie était destinée aux contextes fragiles, soit une nette augmentation par rapport aux 9 % rapportés en 2015 (Graphique 6). Le MAEC projette de mettre en place un mécanisme de coordination afin de mettre en pratique cette articulation dans le système hongrois de coopération pour le développement (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2022<sup>[31]</sup>). Le ministère suit de près les consultations qui ont lieu à ce sujet, se tient au courant des évolutions et envisage de former du personnel à la Nexus Academy (créée dans le cadre du dialogue CAD-ONU). Une autre piste

pourrait être de s'inspirer des bonnes pratiques d'autres membres du CAD. La révision de l'IDC 2025 pourrait être l'occasion de réintroduire cette approche dans la stratégie de haut niveau ; le lien entre aide d'urgence, redressement et développement avait été souligné dans la stratégie de coopération 2014-20 de la Hongrie, mais pas dans la version actuelle.

**La réorganisation intervenue devrait permettre au MAEC d'améliorer la cohérence de ses actions.**

La mise en place d'une équipe chargée à la fois de la coopération bilatérale et de l'aide humanitaire permettra de mener des actions plus stratégiques et plus durables dans les pays partenaires touchés par des crises complexes et de longue durée. En tirant des enseignements de la mise en pratique de l'articulation entre humanitaire, développement et paix, la Hongrie peut envisager de regrouper les interventions humanitaires et les actions en faveur du développement qui ont particulièrement bien fonctionné dans les régions où elle est active, de manière à éviter la dispersion. Le MAEC pourrait également étudier la possibilité d'accompagner les interventions humanitaires et les actions en faveur du développement par un engagement plus politique axé sur la diplomatie et la paix. Dans les régions prioritaires, les interventions de la Hongrie pourraient s'appuyer sur des stratégies (infra)régionales envisageant des investissements à long terme dans la prévention et la mise en place d'une infrastructure pour la paix. La coordination à l'échelle gouvernementale pourrait s'inspirer de la coopération qui s'est mise en place pour les opérations de secours menées en Ukraine, pour laquelle neuf ministères se sont regroupés au sein d'un « conseil humanitaire ».

**Graphique 6. Évolution de l'aide publique au développement bilatérale de la Hongrie en faveur des contextes fragiles**



Note : le graphique indique les versements d'APD en USD, à prix constants.

Source : OCDE (2022<sup>[9]</sup>), Système de notification des pays créanciers (SNPC) (base de données), <https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1>.

StatLink  <https://stat.link/h16bxz>

**Une plus grande attention pourrait être accordée aux contextes fragiles dans la coopération pour le développement.** À titre d'exemple, le programme phare mené par la Hongrie en Ouganda comprend un projet visant à améliorer l'accès à l'eau dans les communautés accueillant des réfugiés, ce qui peut contribuer à la paix et à la stabilité à long terme dans la région (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Hongrie), 2020<sup>[35]</sup>). Cependant, la Hongrie a choisi de ne pas collaborer avec le fournisseur national de services d'eau, ce qui peut représenter une occasion manquée de soutenir durablement le

gouvernement ougandais dans ses efforts – reconnus – en matière d’inclusion des réfugiés dans le cadre de l’articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix.

*Les partenariats de la Hongrie avec des organisations confessionnelles peuvent contribuer à la prévention des conflits, conformément à l’approche coordonnée entre action humanitaire, développement et recherche de la paix*

**Les organisations confessionnelles jouent un rôle de premier plan dans l’engagement de la Hongrie dans les contextes fragiles.** La Hongrie s’appuie sur des organisations confessionnelles pour mettre en œuvre son aide humanitaire ; les organisations chrétiennes ont de longue date joué un rôle important dans la transition de la société hongroise depuis la fin de l’époque communiste et ont pu développer des savoir-faire professionnels. Les objectifs de l’agence Hungary Helps énoncés dans ses statuts incluent la liberté de culte et la protection des minorités religieuses, et cela concerne en particulier les chrétiens faisant l’objet de persécutions (Gouvernement de la Hongrie, 2019<sup>[36]</sup> ; Hungary Helps Agency, 2021<sup>[37]</sup>). L’agence est placée sous la supervision du secrétariat d’État chargé des programmes d’aide aux chrétiens persécutés. Les organisations confessionnelles ont également permis à la Hongrie de travailler avec des partenaires locaux dans les pays fragiles sans qu’une présence sur le terrain ne soit nécessaire (Encadré 1).

**La collaboration avec les organisations confessionnelles locales constitue une base intéressante à partir de laquelle envisager une infrastructure au service de la paix, comme par exemple des dispositifs en faveur de la cohésion et du dialogue au sein de la société.** Dans les situations de conflit où de nombreux groupes religieux sont présents, comme au Moyen-Orient, il pourrait par exemple être envisageable d’initier ou de renforcer le dialogue interreligieux. Les chefs religieux sont parfois bien placés pour encourager le dialogue intercommunautaire, ainsi que les initiatives en faveur de la tolérance. Certains des projets mis en place par la Hongrie avec des organisations confessionnelles en Afrique subsaharienne intègrent déjà la coexistence pacifique entre différents groupes religieux et ethniques, par exemple la rénovation d’écoles rurales dans la région d’Oromia en Éthiopie comme point de départ des conseils pour la paix (Agence Hungary Helps, 2020<sup>[33]</sup>). Investir dans une infrastructure en faveur de la paix – à savoir des dispositifs contribuant à la cohésion et au dialogue au sein de la société – pourrait venir compléter la fourniture de biens matériels ou d’équipements et rendre les projets menés avec les organisations confessionnelles plus durables. La Hongrie pourrait envisager d’intégrer systématiquement ces aspects dans son analyse des conflits et sa sensibilité aux conflits, mais également dans la programmation globale de sa coopération pour le développement.

### **Encadré 1. Tirer les enseignements de l’engagement de la Hongrie auprès des organisations confessionnelles locales dans les régions fragiles et touchées par des conflits**

Fournir une aide humanitaire et au développement dans un délai rapide et aux bonnes personnes est toujours un défi dans les contextes de crise, notamment pour un membre du CAD comme la Hongrie qui ne dispose pas d’un vaste réseau d’agents de coopération dans ces contextes. Lors de la guerre en Syrie, l’agence hongroise Hungary Helps a décidé de contourner cette difficulté en établissant des partenariats étroits avec les organisations confessionnelles locales pour fournir l’aide humanitaire.

L’agence considère que ces organisations possèdent une connaissance approfondie de la dynamique sociale et culturelle d’une région donnée et qu’elles sont en mesure d’atteindre certains des groupes les plus vulnérables de la population. Elles détiennent également d’excellentes compétences en matière de renforcement communautaire et sont souvent le « partenaire de dernier recours » lorsque les autres organisations sont parties.

L'agence Hungary Helps évalue avec soin la validité des projets proposés et s'appuie sur ses ambassades et ses partenaires religieux pour sélectionner les partenaires locaux. Elle commence délibérément par de très faibles montants, puis les augmente en fonction des résultats. La mise en œuvre des projets est la plupart du temps contrôlée à distance ou par l'intermédiaire des ambassades, tandis que la vérification finale est généralement assurée par les services centraux.

Un bon exemple de cette approche est le projet de mise en place d'une infrastructure sanitaire et éducative au nord-est du Ghana, à proximité de la frontière avec le Burkina Faso. Ce projet, mis en œuvre en partenariat avec le diocèse de l'Église catholique romaine de Navrongo-Bolgatanga, visait spécifiquement à fournir du matériel éducatif et des équipements médicaux permettant d'apporter des soins médicaux à quelque 190 000 personnes sur une année. Le projet comprenait également un volet formation, qui a permis de dispenser des compétences entrepreneuriales à environ 1 500 femmes en milieu rural – et prévoyait le versement de fonds de démarrage et de bourses d'études.

La Hongrie a tiré certains enseignements clés de sa collaboration avec les organisations confessionnelles locales :

- Débuter par de petits budgets permet d'instaurer la confiance au fil du temps lors de l'engagement auprès de nouveaux partenaires locaux ;
- Demander aux partenaires locaux de cofinancer les projets est essentiel pour s'assurer qu'ils se les approprient et pour obtenir de bons résultats ;
- Disposer d'une stratégie pour faire face aux dépassements de budget est crucial pour s'assurer que les résultats sont atteints en temps voulu ;
- Être attentif aux infrastructures en faveur de la paix et à la sensibilité aux conflits est important pour la viabilité des projets.

Note : Cette pratique est décrite plus en détails sur la plateforme « **TIPs • Outils, enseignements et pratiques de la coopération pour le développement** » : [www.oecd.org/cooperation-developpement-apprentissage/pratiques/la-hongrie-s-associe-a-des-organisations-confessionnelles-locales-dans-les-contextes-fragiles-f9ab6c89](http://www.oecd.org/cooperation-developpement-apprentissage/pratiques/la-hongrie-s-associe-a-des-organisations-confessionnelles-locales-dans-les-contextes-fragiles-f9ab6c89).

Sources : entretiens avec le personnel du MAEC et de l'agence Hungary Helps ; autoévaluation de la Hongrie (Agence Hungary Helps, 2020<sup>[33]</sup>).

**La Hongrie pourrait mieux outiller ses OSC partenaires, notamment les organisations confessionnelles locales, afin de relever les normes de qualité de la mise en œuvre.** La Hongrie pourrait inclure dans le budget des projets un soutien au renforcement des capacités des OSC locales ; cela éviterait d'avoir à fournir des conseils au cas par cas en cours de mise en œuvre. Certaines organisations confessionnelles locales disposent déjà d'antennes chargées de la mise en œuvre du développement social ou du travail caritatif sur le terrain ; la Hongrie pourrait les encourager à partager leurs compétences pratiques avec les autres organismes confessionnels qu'elle finance.

**S'agissant de la protection des minorités religieuses persécutées, il sera important à l'avenir d'intégrer systématiquement des évaluations de la vulnérabilité et des besoins de protection dans les interventions humanitaires.** Si les minorités religieuses persécutées sont particulièrement vulnérables, leurs besoins de protection peuvent être plus importants que leurs besoins humanitaires. Assurer leur protection implique un travail politique et diplomatique liant étroitement aide humanitaire et droits humains. Afin de garantir que les interventions soient aussi fondées que possible sur les besoins, conformément aux principes de l'aide humanitaire, la Hongrie pourrait recourir systématiquement à des évaluations de la vulnérabilité. Ces évaluations aideraient la Hongrie à déterminer comment procéder et avec quel partenaire s'engager pour répondre à la fois aux besoins d'aide humanitaire – qui peuvent concerner différents groupes de la population – et aux besoins de protection – qui sont spécifiques aux groupes religieux persécutés.

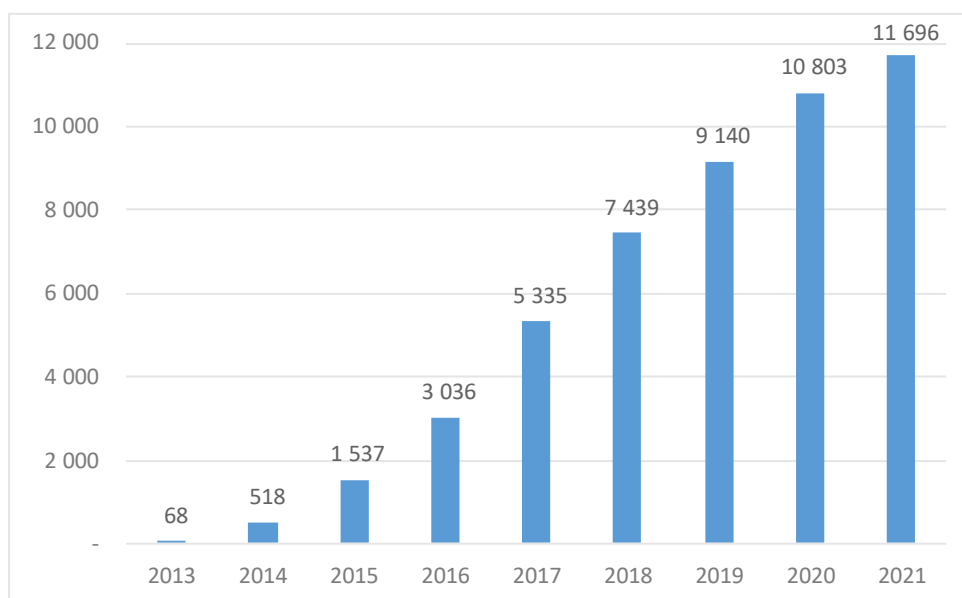
## Le rôle important des bourses d'études appelle une évaluation de leur impact sur le développement

*Le vaste programme hongrois de bourses d'études pour les étudiants des pays en développement pourrait être plus inclusif*

Les bourses d'études constituent la part la plus importante de l'APD bilatérale de la Hongrie (45.4 % en 2020). Elles sont considérées comme un moyen de transférer des connaissances aux pays en développement, mais aussi « d'attirer les meilleurs étudiants étrangers du monde entier, susceptibles d'établir des liens personnels et professionnels avec la Hongrie<sup>18</sup> ». Le programme de bourses « Stipendium Hungaricum », créé en 2013, a connu une expansion rapide (Graphique 7). Au cours de l'année universitaire 2021-22, 11 696 étudiants de plus de 80 pays ont reçu une bourse, dont 45 % de femmes. Cela représente une forte hausse par rapport à 2016, lorsque le programme ne comptait que 3 036 étudiants. En 2020, 61 % des bourses (en pourcentage de l'APD) ont été accordées à des étudiants venus d'Asie et du Moyen-Orient (OCDE, 2022<sup>[9]</sup>). Les étudiants de l'Espace économique européen et d'Amérique du Nord ne sont pas éligibles à ce programme. Les quotas par pays peuvent être augmentés en cas de forte demande si la Hongrie et le pays partenaire en conviennent. Les domaines d'étude les plus demandés sont l'informatique, l'économie, l'ingénierie, les sciences médicales et de la santé, et les sciences naturelles. Le programme, coordonné et supervisé par le MAEC, est géré par la fondation publique Tempus. Compte tenu de sa rapide expansion, le programme « Stipendium Hungaricum » se trouve actuellement au maximum de ses capacités et sa marge de progression est limitée.

### Graphique 7. Croissance du programme de bourses d'études « Stipendium Hungaricum », 2013-21

Nombre d'étudiants inscrits



Source : chiffres fournis par le MAEC.

StatLink  <https://stat.link/ab1od3>

**Des programmes plus modestes, tels que le programme de bourses pour les jeunes chrétiens financé par l'agence Hungary Helps et le programme de bourses de la FAO, viennent compléter le programme « Stipendium Hungaricum ».** L'agence Hungary Helps aide environ une centaine d'étudiants par an à venir étudier en Hongrie, principalement des chrétiens du Moyen-Orient et d'Afrique. Le programme de bourses de la FAO et du gouvernement hongrois s'adresse quant à lui aux étudiants des « pays en déficit alimentaire<sup>19</sup> » ; des étudiants de plus de 20 pays ont ainsi pu venir étudier en Hongrie en 2016 et 2017 (OCDE, s.d.<sup>[38]</sup>).

**Le programme « Stipendium Hungaricum » cible principalement les pays en développement, mais il pourrait aller plus loin dans le sens de l'inclusion, en particulier à l'égard des étudiants défavorisés.** En 2022, le sous-programme « Students at Risk » a été créé à l'intention des étudiants fuyant la guerre en Ukraine ; l'objectif était de faciliter l'accès à des bourses à la fois pour les étudiants de nationalité ukrainienne et pour les étrangers étudiant en Ukraine<sup>20</sup>. Il s'agit d'un bon exemple de la façon dont les bourses peuvent être utilisées pour aider les plus vulnérables. Cela dit, alors que le règlement du programme « Stipendium Hungaricum » prend l'engagement de garantir l'égalité de traitement et la diversité, il ne prévoit pas de processus spécifique pour promouvoir l'inclusion des étudiants les plus défavorisés<sup>21</sup>. Bien qu'il assure la gratuité des frais de scolarité et verse une allocation mensuelle, le programme ne couvre pas l'intégralité des frais de subsistance ni les frais de voyage, ce qui risque d'exclure les candidats les moins aisés. En revanche, il aide les étudiants à entrer en contact avec des entreprises afin d'avoir plus facilement accès à des emplois à temps partiel et certains pays partenaires peuvent choisir de payer les frais de voyage, ce qui permet à des étudiants moins favorisés de bénéficier du programme.

**Les pays partenaires disposent d'une marge de manœuvre importante pour adapter les caractéristiques du programme à leurs besoins et pour sélectionner les étudiants, ce qui présente à la fois des avantages et des inconvénients.** Ils peuvent par exemple présélectionner, dans une longue liste, les domaines d'étude possibles. Ils peuvent en outre signer avec les étudiants un contrat stipulant que ceux-ci doivent revenir une fois leurs études terminées. Les pays partenaires participent également à la sélection des étudiants ; si cela permet de réduire les coûts administratifs du programme « Stipendium Hungaricum », cela peut également créer un biais dans la sélection. Dans le programme de bourses pour les jeunes chrétiens, en revanche, les pays partenaires ne choisissent pas les étudiants et ce sont les recommandations des évêques de ces pays qui permettent de soutenir les minorités chrétiennes qui n'auraient peut-être pas accès à d'autres programmes de bourses.

*Évaluer les programmes de bourses d'études pourrait aider la Hongrie à suivre et à améliorer leur impact sur le développement*

**La Hongrie soutient les étudiants et s'engage auprès des anciens élèves afin d'accroître l'impact du programme.** Les universités hongroises sont invitées à mettre en place un système de mentorat pour aider les étudiants étrangers, à les intégrer dans les réseaux d'anciens élèves et à coordonner les activités des anciens élèves avec la fondation publique Tempus. Le programme de bourses intervient également après la fin des études : un site internet permet aux anciens élèves qui y sont inscrits (8 500 en juin 2022) d'entrer en relation, d'assister à des conférences en ligne et d'accéder à des offres d'emploi.

**Il semble cependant y avoir des occasions manquées dans l'absence de lien entre les bourses d'étude et les autres volets de la coopération pour le développement hongroise.** Globalement, en 2020, seuls 8 % du volume d'APD consacré aux bourses étaient attribués à des étudiants des PMA<sup>22</sup> et 19 % à des étudiants d'Afrique<sup>23</sup>, ce qui laisse entrevoir des divergences entre la répartition des bourses et les priorités de la coopération pour le développement. Sauf en RDP lao, où la Hongrie et les autorités locales considèrent les bourses comme une forme de soutien à la coopération pour le développement (car elles permettent de constituer un vivier d'experts en agriculture qui seront capables de poursuivre et de développer le vaste programme agricole sur le long terme), ces liens ne sont généralement ni envisagés,

ni encouragés. Enfin, des possibilités existent d'informer les anciens élèves sur les projets de coopération pour le développement de la Hongrie, ainsi que sur les opportunités culturelles et commerciales qu'offre ce pays, auxquels ils pourraient contribuer.

**Une évaluation d'impact du programme « Stipendium Hungaricum » permettrait d'apprécier ses effets sur le développement et d'identifier des moyens de le renforcer sur le plan stratégique.** La Hongrie indique qu'il est difficile de savoir si les étudiants rentrent ou non dans leur pays d'origine (bien qu'elle ne les encourage pas à rester sur son territoire) et ce qu'ils font à l'issue du programme<sup>24</sup>. Le programme « Stipendium Hungaricum » et le programme de bourses pour les jeunes chrétiens ont tous deux à leur actif des exemples de réussite d'anciens étudiants rentrés dans leur pays d'origine et contribuant au développement local (par exemple en créant des start-ups dans le secteur agricole ou en collaborant avec l'agence Hungary Helps), mais aucune évaluation systématique de leur impact sur le développement n'a été menée. Une analyse de l'efficacité et de l'efficience des bourses d'études en termes de réduction de la pauvreté permettrait à la Hongrie de mesurer et d'accroître l'impact de ses programmes. L'étude réalisée par la Fondation Ford auprès d'anciens étudiants pendant une période de dix ans est un exemple intéressant de suivi d'étudiants ayant bénéficié d'une bourse<sup>25</sup>. De son côté, l'Allemagne a examiné les parcours d'anciens bénéficiaires de bourses par rapport au Programme 2030 (UNESCO, 2022<sup>[39]</sup>).

## Recommandations

4. Garantir l'existence de procédures et d'orientations claires, ainsi que la capacité du personnel à assurer la qualité des interventions en veillant à ce que celles-ci s'attachent systématiquement à réduire la pauvreté et les inégalités et prennent en considération les questions transversales, comme le climat, l'environnement et l'égalité des genres, tout en tenant compte du contexte et des principes humanitaires.
5. Intégrer davantage les approches de consolidation de la paix et de tolérance religieuse au niveau des communautés dans les partenariats avec les organisations confessionnelles locales afin d'améliorer les perspectives d'apaisement des conflits à plus long terme.

## Systèmes internes : poursuivre les efforts pour renforcer la coopération

***Le recours systématique à un éventail plus large de compétences permettrait de renforcer l'assurance qualité des projets***

**De nouvelles orientations établissent des critères de base pour évaluer la qualité des projets proposés.** Un manuel de 2020 sur la sélection, le suivi et l'évaluation des programmes et des projets de coopération internationale pour le développement (le « manuel de gestion de projets ») prescrit une évaluation des projets au regard des objectifs, de la faisabilité, des financements et des critères de durabilité (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2020<sup>[40]</sup>). Il est contraignant pour le MAEC et fournit des orientations aux autres institutions publiques. Il ne comporte toutefois que des questions d'évaluation très générales (par exemple : « Le projet proposé est-il durable ? ») et des références génériques aux normes internationales. En l'absence d'orientations plus précises, l'assurance qualité repose en grande partie sur l'existence d'un personnel expérimenté qui connaît les normes pertinentes et sait comment les appliquer.

**La procédure d'attribution des appels d'offres permet de contrôler la qualité globale des projets et peut donner lieu à des ajustements.** Les commissions des appels d'offres comprennent la plupart du temps un représentant de l'ambassade et un expert sectoriel, et la Hongrie associe le pays partenaire à



la conception des appels d'offres afin de garantir la pertinence des projets. Par ailleurs, le personnel du MAEC sollicite officiellement l'avis d'experts d'autres ministères sur les candidats. Lorsque le projet proposé nécessite des ajustements (conformes à l'appel d'offres), la Hongrie collabore avec le candidat retenu avant de finaliser le contrat. Les appels d'offres n'imposent cependant aucune obligation de remédier aux problèmes que présentent le secteur ou le contexte de l'intervention.

**La conduite d'analyses plus approfondies pourrait permettre à la Hongrie de saisir des opportunités de développement et d'atténuer les risques susceptibles de compromettre la durabilité des résultats.** Ainsi, une analyse des conflits et des droits humains pourrait orienter l'aide apportée dans les contextes fragiles ou aux minorités<sup>26</sup>, tandis qu'une analyse en termes d'économie politique permettrait de garantir que les projets respectent le principe de « ne pas nuire » et d'évaluer les problèmes plus vastes de corruption. Une analyse contextuelle fournirait par ailleurs des informations sur l'utilité des interventions de la Hongrie du point de vue de la réduction de la pauvreté. Dans de nombreux cas, la Hongrie pourrait aussi s'appuyer sur des études existantes, notamment celles réalisées par les partenaires multilatéraux et l'UE. S'agissant des projets isolés, une analyse environnementale serait particulièrement pertinente dans les secteurs prioritaires que sont l'eau et l'agriculture<sup>27</sup> et une analyse en termes d'égalité des genres pourrait favoriser la prise en compte systématique de cette question dans les projets.

**La Hongrie doit désormais déterminer dans quels cas les interventions doivent faire l'objet d'analyses plus approfondies pour s'assurer qu'elles atteignent leurs objectifs.** Comme d'autres membres du CAD, le pays pourrait recourir aux marqueurs du CAD de l'OCDE afin de favoriser la prise en compte des différentes dimensions dont ceux-ci assurent le suivi dès la phase de conception. Actuellement, les marqueurs ne sont attribués qu'a posteriori, lors de la notification statistique, sans que leur applicabilité ne soit sérieusement vérifiée, ce qui accroît les risques de notification erronée. La Hongrie pourrait également s'appuyer sur les outils d'analyse des risques environnementaux et sociaux de l'Agence hongroise de crédit à l'exportation, Exim Hungary (Exim Hungary, 2022<sup>[41]</sup>). La réorganisation et le renforcement du rôle de l'agence Hungary Helps pourraient ouvrir la voie à la création de quelques postes spécialisés en vue de soutenir les processus d'assurance qualité.

### ***Les nouveaux mécanismes de gestion des risques doivent être systématiquement déployés***

*La Hongrie a pris des dispositions pour gérer les risques dans le cadre de sa coopération pour le développement*

**En 2021, le MAEC a introduit un nouveau système visant à renforcer et à simplifier la gestion des risques dans ses différents services et départements.** Celui-ci vient utilement compléter le poste de conseiller en intégrité créé en 2015 au sein du ministère pour aider la direction et le personnel à gérer les risques. Il impose à l'administration et aux partenaires de mise en œuvre de documenter et de gérer les risques, instaure la protection des données des personnes signalant des soupçons de fraude et propose une formation spéciale pour certaines catégories de personnel. Les attachés commerciaux, par exemple, reçoivent une formation spécifique en matière de lutte contre la corruption internationale. Ce système s'accompagne également d'orientations en matière d'intégrité et d'un manuel de gestion de projet, qui mentionne les risques. Conformément aux principes de la Recommandation du Conseil de l'OCDE de 2016 à l'intention des acteurs de la coopération pour le développement sur la gestion du risque de corruption [[OECD/LEGAL/0431](#)], ces dispositions viennent compléter les mesures de contrôle préexistantes au sein du MAEC et la fonction d'audit.

**La Hongrie examine les risques fiduciaires des entreprises candidates lors de l'évaluation des propositions de projets.** Elle consulte le registre national des sociétés et la liste d'exclusion mutuelle de la Banque mondiale. Il est cependant difficile de savoir si la gestion des risques englobe d'autres types de



risques, ceux ayant trait à la réputation ou à la sécurité par exemple, ou les risques de corruption non fiduciaires, comme le népotisme, l'influence abusive ou les conflits d'intérêts. Par ailleurs, afin que les procédures de sélection et de passation de marchés soient plus ouvertes et plus transparentes, la Hongrie pourrait systématiquement publier en ligne les listes des candidats et des bénéficiaires, les critères de sélection, les montants financés, etc. (voir « Système de coopération pour le développement » et « Tensions entre politiques »). Au-delà des mesures comprises dans le règlement du personnel, la prise en compte des risques non fiduciaires et de la prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels dans la coopération pour le développement contribuerait à renforcer la gestion des risques et à garantir l'intégrité (conformément à la Recommandation du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire [[OECD/LEGAL/5020](#)]).

*Des orientations et des mesures de sensibilisation favoriseraient une gestion plus globale et efficace des risques*

**Des directives opérationnelles de meilleure qualité permettraient à ce nouveau système de réaliser pleinement son potentiel.** Les directives actuelles concernant la sélection et le suivi des programmes sont d'ordre général ; des conseils et un soutien plus explicites contribueraient à renforcer la gestion des risques tant au niveau de la sélection des projets que de leur mise en œuvre. Les éventuels partenaires de mise en œuvre et candidats aux financements comprendraient ainsi mieux ce qui est attendu d'eux, notamment les types de risques qui devront être évalués et maîtrisés. Des conseils sur la façon d'équilibrer risques et opportunités contribueraient aussi utilement à renforcer la culture de la gestion des risques au sein de la coopération hongroise pour le développement.

**La Hongrie pourrait encourager le recours aux mécanismes d'alerte et de signalement pour optimiser leur impact.** Actuellement, les plaintes internes liées à des manquements à l'éthique peuvent être déposées auprès de l'Organisation des fonctionnaires ou du conseiller en matière d'intégrité qui transmet les cas au Secrétaire d'État à l'administration publique. Cependant, le flou entourant la protection accordée aux lanceurs d'alerte dissuade probablement le signalement des soupçons de fraude et de corruption – le MAEC indique n'avoir pas connaissance de cas de corruption, et très peu de fraudes et de manquements présumés ont été signalés. Pour assurer le recours effectif aux mécanismes de signalement, la Hongrie pourrait faire connaître leur existence et encourager plus activement leur utilisation auprès de toutes les parties prenantes : du personnel chargé de l'organisation des appels d'offres et de la gestion des programmes jusqu'aux entreprises candidates en Hongrie, en passant par les ambassades et les partenaires locaux qui gèrent les projets ou la sélection des bénéficiaires des bourses d'études.

**Les équipes dirigeantes ont un rôle essentiel à jouer pour rompre avec une perception négative du risque.** Le personnel est souvent réticent à déclarer les risques (les ignorant peut-être délibérément) par crainte d'être taxé de gestion ou de surveillance fautives. La Hongrie estime en outre que le risque de corruption est faible dans le cadre de sa coopération pour le développement car une grande partie de son APD est acheminée par des organisations multilatérales. Ce risque pourrait cependant être plus important qu'elle ne le pense car son APD bilatérale est essentiellement destinée à des projets de petite taille et/ou à des secteurs présentant des risques de corruption élevés (développement des infrastructures, approvisionnement en eau et assainissement). Ces perceptions se traduisent par des procédures d'évaluation des risques lacunaires, voire inexistantes, et empêchent l'application de mesures d'atténuation adéquates. Si elle prenait davantage conscience de l'intérêt que présentent la gestion des risques et le signalement des cas présumés de fraude et de manquement, la Hongrie pourrait mener des actions plus efficaces dans le cadre de sa coopération pour le développement.

**Une impulsion politique forte pourrait aider le personnel à évoluer vers une gestion plus proactive des risques.** La promotion délibérée, par la direction, des avantages de la gestion des risques dans le cadre des opérations de développement – de la sélection à l'achèvement des projets – pourrait contribuer

à faire évoluer l'approche actuelle, qui consiste à éviter les risques et à rarement les signaler, vers une gestion plus proactive des risques. Il convient de saluer les efforts actuellement déployés pour développer les programmes de formation. Une formation ciblée, portant sur la nature et l'incidence des risques de corruption et sur le rôle des mécanismes de signalement, améliorerait la compréhension et la gestion des risques à tous les niveaux de la coopération hongroise pour le développement.

### **La gestion axée sur les résultats et l'évaluation ne permettent pas encore de mesurer les retombées des projets**

*Les efforts importants mis en œuvre pour suivre les résultats des projets doivent également porter sur les réalisations et les retombées*

**La Hongrie assure un suivi régulier des activités et des résultats des projets, et invite partenaires et bénéficiaires à lui faire part de leurs observations.** Outre les points mensuels sur l'avancée des travaux prescrits dans le manuel de gestion de projets, le personnel du MAEC est en contact fréquent avec les partenaires de mise en œuvre. Le manuel souligne également la nécessité de recueillir les observations des partenaires locaux et des bénéficiaires. Le personnel des services centraux et des ambassades effectue des visites sur place pour les projets et les interventions humanitaires les plus importants, et certains pays partenaires examinent les progrès réalisés dans le cadre de commissions mixtes. La Hongrie consacre des efforts considérables au suivi des projets ; le fait de planifier des projets pluriannuels plus importants ou de s'engager plus stratégiquement auprès de partenaires de mise en œuvre de confiance pourrait accroître l'efficacité de ses interventions.

**Les procédures de suivi permettent d'adapter les projets.** Les partenaires de mise en œuvre sont spécifiquement invités à indiquer dans les rapports d'avancement si des modifications doivent être apportées au projet et de quelle façon l'aide apportée par la Hongrie pourrait contribuer à une meilleure mise en œuvre. La Hongrie confirme assurer le suivi et l'adaptation à toute évolution du contexte. Dans les cas où ces ajustements entraînent des modifications de plus de 10 % des postes budgétaires du projet, l'administration prépare des amendements au contrat. Compte tenu de la lourdeur de cette procédure, la Hongrie aurait intérêt à examiner dans quelle mesure les contrats pourraient prévoir une plus grande marge d'adaptation. D'autres membres du CAD, comme la Suède, ont obtenu des résultats positifs en définissant des objectifs plus généraux pour les projets et en prévoyant une plus grande marge de manœuvre pour leur réalisation.

**Intégrer les réalisations et les retombées des projets dans la gestion des résultats permettrait à la Hongrie d'évaluer les progrès accomplis, d'en tirer des enseignements et de les diffuser.** La gestion des résultats de la Hongrie est essentiellement axée sur les produits des projets, comme les infrastructures bâties ou le nombre de personnes formées<sup>28</sup>. Si la Hongrie prend en compte le nombre de personnes bénéficiant de ses interventions, elle gagnerait à assurer un suivi plus systématique de la façon dont les produits des projets sont utilisés et dont la vie des bénéficiaires est améliorée (augmentation du revenu des agriculteurs ou informations sur le pourcentage de personnes [réparties par sexe et selon d'autres critères] ayant accès à l'eau potable par exemple). Ces renseignements sont indispensables pour déterminer si l'aide a eu des retombées positives. Ils seraient en outre extrêmement utiles pour notifier les réalisations du pays au titre de chaque ODD, comme souligné dans l'IDC 2025 (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2020<sup>[42]</sup>). Enfin, ils lui permettraient de mieux comprendre pourquoi certaines interventions sont plus efficaces que d'autres. Pour opérer ce recentrage sur les résultats en matière de développement durable sans pour autant créer un surcroît de travail, la Hongrie pourrait utiliser les cadres de suivi et de résultats pour les ODD de ses pays partenaires.

*Comme souligné lors de son adhésion au CAD, la Hongrie doit procéder à des évaluations pour améliorer sa coopération pour le développement*

**La Hongrie a établi des directives sur l'évaluation, mais ne fait pas encore appel aux évaluations pour guider ses travaux.** Le MAEC est chargé de superviser les évaluations et a défini des normes de base à cet égard dans le manuel de gestion de projets. Cette mesure va certes dans le bon sens, mais la Hongrie doit impérativement instaurer une véritable culture de l'évaluation. Malgré les conclusions de l'examen d'adhésion de 2016 (OCDE, 2016<sup>[43]</sup>) et de l'examen à mi-parcours de 2019 (OCDE, 2019<sup>[44]</sup>), le pays n'a encore entrepris aucune évaluation indépendante. Les réflexions opportunes visant à créer un poste de responsable des résultats et des retombées en matière de développement pourraient constituer un premier pas vers une fonction et un budget dédiés à l'évaluation, à l'instar des autres membres du CAD. Compte tenu de la solide expérience du MAEC en matière d'organisation d'appels d'offres, procéder au moins à une évaluation par an pourrait être un bon début, en s'inspirant par exemple de l'expérience de la Pologne en la matière.

**Des évaluations stratégiques et thématiques permettraient d'obtenir des informations précieuses pour l'apprentissage et la prise de décision.** La Hongrie assure un suivi rigoureux des différents projets jusqu'à leur terme, mais ne recueille pas encore de données sur l'impact de ses interventions ni sur leur durabilité plusieurs années après leur achèvement. Recueillir des informations sur certaines questions stratégiques et thématiques concernant plusieurs projets ou pays pourrait également être utile à la coopération hongroise. Ainsi, des évaluations pourraient analyser l'impact des programmes de bourses d'études, la cohérence globale d'un programme-pays ou les conséquences (imprévues) des prêts massifs aux projets d'infrastructure. Les enseignements tirés de ces évaluations permettraient de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficace et efficiente, de renforcer la qualité des interventions et de démontrer leur impact sur le développement. L'examen indépendant de la stratégie de coopération pour le développement qui sera mené en 2024 sera une bonne occasion de passer en revue la démarche globale de la Hongrie, mais sera trop général pour répondre à ces besoins d'information précis.

*Dans le prolongement de ses efforts d'apprentissage, la Hongrie pourrait investir davantage dans la gestion des connaissances au sein de l'administration*

**La Hongrie mobilise des connaissances internes et externes pour améliorer ses méthodes de travail.** Sur le plan interne, l'équipe responsable du développement au sein du MAEC recueille, dans le cadre des activités de suivi, des informations qu'elle utilise pour élaborer de nouveaux projets, en modifiant par exemple les critères des appels d'offres. Les rapports d'achèvement des projets sont largement diffusés. La Hongrie s'adresse également à d'autres membres du CAD pour s'informer de leurs systèmes de gestion (OCDE, 2019<sup>[44]</sup>) ; elle est par ailleurs régulièrement en contact avec les autres membres du Groupe de Visegrád (Pologne, République slovaque, République tchèque). Cet apprentissage est d'autant plus essentiel que ses activités de coopération se développent rapidement. À l'avenir, la Hongrie devra définir clairement ses priorités en matière de besoins d'apprentissage et déterminer les outils les plus pertinents à cet égard.

**Pour aller plus loin, le partage des informations à tous les niveaux de l'administration et la collaboration avec les parties prenantes hongroises permettraient à la Hongrie de renforcer ses processus d'apprentissage.** À l'heure actuelle, les équipes consacrent l'essentiel de leur temps à leur propre programme de travail et le temps consacré à l'échange de connaissances est limité. Il n'existe pas encore de « banque de connaissances » à laquelle l'ensemble des membres du personnel œuvrant à la coopération au sein du MAEC et d'autres ministères puissent accéder, ce qui pose un problème majeur compte tenu de la rotation régulière des effectifs et de la diversité des équipes et des institutions impliquées. Les procédures d'élaboration des stratégies et des directives pourraient s'appuyer sur les leçons apprises et les diffuser plus largement auprès des parties prenantes de la société civile, de la recherche et du secteur privé. La Hongrie pourrait également utiliser le réseau de points de contact pour

permettre une meilleure compréhension de la coopération pour le développement au sein de l'administration et débattre de questions d'intérêt général.

### **Le renforcement et le maintien des compétences doivent être des priorités de la gestion des ressources humaines**

*En s'appuyant sur une équipe de jeunes collaborateurs motivés, la récente réorganisation offre des possibilités de remédier aux problèmes de ressources humaines*

**Le portefeuille d'activités de coopération pour le développement du MAEC est mis en œuvre par une équipe restreinte composée de jeunes collaborateurs motivés.** Dix-neuf personnes sont chargées du développement au siège du ministère, mais il n'y a pas d'« attachés au développement » dans les pays partenaires (Tableau 4). À l'étranger, le développement relève des diplomates économiques, dont il est parfois la fonction essentielle, comme c'est le cas dans les ambassades hongroises en RDP lao et en Ouganda. Plusieurs d'entre eux ont été formés dans le cadre du nouveau programme de formation au leadership diplomatique, qui associe apprentissage théorique et pratique.

**La formation du personnel en matière de développement international est limitée et le taux de rotation des effectifs risque d'entraîner une perte d'expertise.** Bien que tous les employés du MAEC soient tenus de passer un examen portant sur le développement international, les formations en cours d'emploi sont rares, notamment sur des sujets spécifiques aux secteurs clés (comme l'eau ou la santé), les thèmes transversaux (égalité des genres, environnement) ou le suivi et l'évaluation des projets. Certains parviennent à se former grâce aux ressources publiques disponibles en ligne, mais aucune formation systématique du personnel n'est assurée. Les employés chargés de la coopération pour le développement restent généralement deux à trois ans dans ce domaine pour acquérir de l'expérience, avant d'être nommés à d'autres postes au sein du ministère, souvent sans rapport avec le développement. La rotation fréquente du personnel stratégique crée des risques supplémentaires pour le maintien des capacités.

### **La Hongrie devra absolument investir dans les compétences et les capacités nécessaires pour mettre en œuvre, de façon professionnelle, un programme de coopération pour le développement.**

Dans un premier temps, cela suppose de recruter des spécialistes du développement et de leur offrir des perspectives de carrière. Des partenariats avec les universités, les OSC ou les anciens élèves du programme « Stipendium Hungaricum » permettraient de développer le vivier hongrois de spécialistes du développement. Pour renforcer les compétences du personnel existant, le département de l'Académie diplomatique hongroise pourrait s'attacher davantage à développer la formation continue, en exploitant les ressources disponibles et les formations en ligne produites par les organisations multilatérales (UE, ONU, OCDE par exemple). Le programme « Jeunes diplomates » du Groupe de Visegrád, lancé sous la récente présidence hongroise, pourrait offrir des possibilités de renforcement des compétences par l'échange de personnel. La Hongrie pourrait également suivre l'exemple de l'Islande et envisager des détachements de personnel auprès d'organisations multilatérales. Dans les pays partenaires, elle pourrait songer à recruter des experts locaux du développement.

**La récente réorganisation est l'occasion de renforcer les compétences et l'expertise.** Une quarantaine d'employés du Bureau du Premier ministre (ne travaillant pas tous dans le domaine de la coopération pour le développement) et de l'agence Hungary Helps ont été rattachés au personnel du MAEC. Les gains d'efficacité résultant de cette fusion permettront éventuellement de créer des postes spécialement consacrés au suivi et à l'évaluation ou des postes d'experts thématiques. L'agence Hungary Helps pourrait également préserver son expertise en assurant une plus grande stabilité de son personnel, le personnel diplomatique du MAEC restant pour sa part soumis au système de rotation. Un système plus souple permettant au personnel diplomatique et non diplomatique d'aller et venir entre des postes au sein

et à l'extérieur de l'agence permettrait aux employés de développer leur expertise, d'acquérir de l'expérience à l'étranger et de faire carrière dans le développement.

**Tableau 4. Personnel travaillant dans le domaine de la coopération pour le développement et sur des thèmes connexes**

Organisation	Catégorie de personnel	Services centraux	Bureaux régionaux/nationaux		Sous-total
			Détachés des services centraux	Engagés au niveau local	
Ministère des Affaires étrangères (diplomates)	Développement et aide humanitaire	19	2	0	21
	Projets d'aménagement hydraulique et prêts d'aide liée	7	150 œuvrant à la diplomatie économique à travers le monde	-	157
	Bourses d'études	8	.*	-	8
Hungary Helps	Gestion des dons, notamment ceux destinés à l'aide humanitaire	9	-	1	10
Exim Hungary et MEHIB	Gestion des prêts d'aide liée	45	-	-	45
Fondation publique Tempus	Gestion des bourses d'études	50	-	-	50
Ministères sectoriels	Réseau de points de contact	7	-	-	7
Western Balkans Green Centre	Gestion des dons du secteur privé	5	-	-	5
<b>Total</b>		<b>150</b>	<b>152</b>	<b>1</b>	<b>303</b>

Note : \* le personnel des ambassades collabore également au programme de bourses, mais cette activité ne représente qu'une faible part de son temps de travail.

Source : informations communiquées par le ministère hongrois des Affaires étrangères et du Commerce, août 2022.

## Recommandations

6. Utiliser les nouveaux mécanismes de gestion des risques pour gérer l'ensemble des risques et sensibiliser à la nécessité de prévenir les risques de corruption dans le cadre d'une approche qui ne se limite pas aux risques fiduciaires, notamment pour mettre en œuvre la Recommandation du Conseil à l'intention des acteurs de la coopération pour le développement sur la gestion du risque de corruption et la Recommandation du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire.
7. Assurer le suivi des réalisations et des retombées de la coopération pour le développement dans le cadre de la gestion des résultats et des évaluations, en particulier pour les interventions importantes et stratégiques comme les bourses d'études et les prêts d'aide liée.
8. Investir dans le développement et le maintien des compétences en matière de coopération pour le développement, notamment par le biais de formations adaptées, d'opportunités de carrière pour le personnel et du soutien à un écosystème plus large d'experts du développement en Hongrie.

### Tensions entre politiques : concilier les objectifs à l'échelle nationale avec les objectifs de développement mondial réclame une attention particulière

#### **La Hongrie collabore de plus en plus avec le secteur privé, mais doit progressivement délier ses dons et ses prêts**

*L'engagement du secteur privé hongrois se concentre sur la promotion des entreprises nationales*

**La Hongrie déploie différents instruments pour accroître l'implication de son secteur privé dans les pays en développement.** L'IDC 2025 souligne l'importance d'impliquer le secteur privé hongrois pour générer des retombées économiques pour le pays, augmenter les ressources destinées au développement et réaliser des transferts de technologie. Deux dispositifs de don soutiennent des projets pilotes et des études de faisabilité (le mécanisme en faveur de la durabilité du MAEC et le Centre vert pour les Balkans occidentaux sous l'égide du ministère de la Technologie et de l'Industrie). Le département chargé de la coordination des programmes de l'agence Hungary Helps au sein du MAEC accorde des dons aux entreprises pour leur permettre de mettre en œuvre des projets, tandis que le département responsable de l'aide liée octroie des prêts aux pays partenaires assortis d'une obligation de conclure des contrats avec des entreprises hongroises. La Hongrie ne dispose pas d'approche ni d'instrument spécifique permettant d'associer APD et ressources commerciales, et elle ne déclare pas la participation du secteur privé en tant qu'APD. Cependant, en Serbie, un vaste programme accorde des dons d'APD à des entreprises hongroises tout en exigeant qu'elles mobilisent des fonds propres et/ou des emprunts souscrits auprès de banques commerciales. La Hongrie indique que, depuis 2016, des dons de 65 milliards HUF (environ 210 millions USD au taux de change 2021) ont permis de mobiliser des investissements totaux de 142.8 milliards HUF (autour de 470 millions USD).

**Les entreprises hongroises considèrent ces financements comme une opportunité d'accéder à de nouveaux marchés.** La plupart des entreprises qui répondent aux appels à propositions du MAEC sont de petites et moyennes entreprises (PME) dont la motivation première est de se forger une expérience et de développer leurs activités sur de nouveaux marchés. C'est pourquoi elles acceptent généralement de

pratiquer des marges plus faibles que d'habitude sur ces projets de développement. Le processus de candidature ne leur paraît ni trop fastidieux (les appels sont rendus publics sur le site internet du MAEC et les dossiers de candidature font environ 10 pages), ni trop long (environ six mois s'écoulent entre la publication de l'appel à propositions et l'octroi du don).

**Des efforts sont également déployés pour promouvoir le développement du secteur privé dans les pays partenaires.** Les critères de sélection permettant de bénéficier d'un financement exigent généralement un partenariat avec des acteurs locaux, ce qui signifie que les entreprises hongroises sous-traitent une partie de leur travail à des entreprises locales, et les prêts d'aide liée permettent également aux pays partenaires de s'approvisionner en partie localement. Si le soutien à l'environnement des affaires et au secteur privé local n'est pas une priorité du travail bilatéral de la Hongrie, elle investit des ressources substantielles (30 millions USD au total) dans un partenariat multilatéral avec la Société financière internationale (SFI). Le fonds fiduciaire Hongrie-SFI (HIPTF) permet au pays de soutenir le développement du secteur privé par le biais de réformes réglementaires dans les pays en développement et de prêts aux PME (SFI, 2021<sup>[45]</sup>).

**L'accent mis par la Hongrie sur le transfert de technologies hongroises ne permet pas d'exploiter pleinement le potentiel de l'innovation.** Le pays recourt au transfert de technologies, notamment dans sa collaboration avec le secteur privé, comme moyen de promouvoir l'innovation dans les pays en développement. Des recherches récentes ont cependant montré que ce n'est pas nécessairement le moyen le plus efficace d'y parvenir. L'OCDE (Ramalingam et Kumpf, 2021<sup>[46]</sup>) et d'autres organismes (Estes, Evans et Rose, 2021<sup>[47]</sup>) ont montré que les investissements dans l'innovation locale et les processus d'innovation ouverte, qui permettent aux meilleurs projets et idées d'émerger partout dans le monde, ont un retour sur investissement social plus élevé que les programmes standards de coopération pour le développement. La Hongrie pourrait donc étudier de quelle façon promouvoir des solutions innovantes en provenance de Hongrie mais aussi d'ailleurs.

### *La Hongrie doit progressivement délier ses dons et ses prêts*

**Le niveau d'APD liée de la Hongrie est très élevé.** Tous les prêts d'aide liée sont consentis sous réserve qu'au moins 50 % des fonds prêtés soient dépensés auprès d'entreprises hongroises<sup>29</sup> et tous les appels à propositions du MAEC sont rédigés en hongrois et ciblent des entreprises hongroises. En outre, le ministère exige des candidats qu'ils montrent dans leurs offres de quelle façon le projet bénéficiera à l'économie hongroise<sup>30</sup>. Ainsi, 60 % de l'APD de la Hongrie couverte par la Recommandation sur le déliement de l'APD a été déclaré lié en 2019<sup>31</sup>. De plus, en 2020, près de 100 % de la valeur des contrats d'APD non liée dans les pays visés par la Recommandation sur le déliement de l'APD<sup>32</sup> a été attribué à des fournisseurs hongrois (90 % au regard du nombre de contrats) (OCDE, 2022<sup>[48]</sup>).

**La Hongrie devrait progressivement délier ses dons et ses prêts afin de maximiser le rapport coût-efficacité de son programme de coopération pour le développement.** Comme le suggérait l'examen d'adhésion de 2016, la Hongrie doit veiller à privilégier les solutions les plus rentables pour relever les défis du développement en déliant progressivement les dons et les prêts souverains consentis aux pays en développement (OCDE, 2016<sup>[43]</sup>). Il a été montré que l'APD liée peut renchérir de 15 à 30 % les coûts d'un projet de développement (Clay, Geddes et Natali, 2009<sup>[49]</sup>). D'un autre côté, le déliement de l'APD donne au bénéficiaire la liberté d'acheter des biens et services auprès de pratiquement n'importe quel pays, ce qui évite des coûts inutiles. Par ailleurs, la demande intérieure d'APD liée diminue à mesure que les entreprises hongroises du secteur de l'eau (où l'essentiel de l'APD liée est dépensé) sont de plus en plus nombreuses à prospérer à l'international et se tournent désormais vers les crédits à l'exportation et le financement commercial. Cette évolution constitue un argument supplémentaire en faveur du déliement de l'APD.

**Dans un premier temps, la Hongrie pourrait chercher à limiter les effets et l'étendue de son APD liée.** Cela impliquerait de s'intéresser de près au rapport coût-efficacité dans tous les appels d'offres liés,

en encourageant la participation la plus large possible des entreprises hongroises. Afin de renforcer les opportunités pour le secteur privé local, la Hongrie pourrait également encourager de manière plus volontariste la sous-traitance à des entreprises locales, à l'instar de ce que fait le Japon (OCDE, 2020<sup>[50]</sup>), ou limiter l'APD liée à la coopération technique pure. Cela pourrait contribuer à renforcer les capacités nationales des pays en développement, tout en tirant parti de l'expertise des entreprises hongroises et en améliorant leur accès au marché. S'agissant de l'APD non liée, la Hongrie pourrait commencer à remonter des informations *ex ante* pour accroître la compétitivité des appels d'offres en favorisant une plus grande transparence sur les procédures en cours.

**À terme, la Hongrie devrait se concentrer sur l'établissement de partenariats gagnant-gagnant avec les entreprises locales sans lier l'APD.** L'engagement actif des entreprises hongroises du secteur de l'eau dans les pays en développement montre que l'APD liée n'est peut-être plus nécessaire. Bénéficier d'informations sur les marchés et les risques locaux, d'une diplomatie économique et de conseils pour participer à des appels d'offres internationaux pourrait aider les entreprises hongroises à renforcer leur engagement dans les pays en développement. La Hongrie pourrait également soutenir l'environnement des affaires dans les pays partenaires pour faciliter l'investissement étranger. Le partenariat avec la SFI prouve que les entreprises hongroises peuvent bénéficier de retombées bénéfiques sans lier l'APD : en Ukraine, le fonds soutient une société de crédit-bail détenue par des Hongrois qui offre un financement à long terme aux exploitations et aux entrepreneurs agricoles locaux. La Hongrie pourrait envisager d'accroître ses investissements en faveur du développement du secteur privé et informer activement son propre secteur privé des opportunités existantes.

*À mesure que les échanges avec les pays en développement s'intensifient, il devient essentiel de promouvoir une conduite responsable des entreprises et de maximiser l'impact de l'investissement direct étranger (IDE) sur le développement*

**Les entreprises hongroises étant de plus en plus nombreuses à s'engager dans les pays en développement, la promotion d'une conduite responsable des entreprises va gagner en importance.** L'administration peut prendre des mesures pour s'assurer que les entreprises hongroises respectent les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (OCDE, 2011<sup>[51]</sup>) ainsi que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (Nations Unies, 2011<sup>[52]</sup>). La Hongrie pourrait par exemple utiliser l'APD pour former les entreprises à la conduite responsable des affaires et formuler des orientations sectorielles dans les secteurs d'investissement clés, tels que l'agriculture (par exemple, le Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables) (OCDE/FAO, 2016<sup>[53]</sup>). Le prochain examen par les pairs du point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, qui aura lieu en 2023, sera l'occasion pour la Hongrie d'apprendre des autres et d'examiner les pratiques de son point de contact national.

**La Hongrie pourrait également veiller à ce que ses institutions financières respectent le Cadre pour l'alignement de la finance sur les ODD (OCDE/PNUD, 2020<sup>[54]</sup>) lorsqu'elles investissent dans les pays en développement.** Les apports du secteur privé hongrois vers les pays en développement sont nettement plus élevés que les volumes d'APD et peuvent donc avoir un impact important sur le développement s'ils sont orientés vers un développement durable. En 2020, le secteur privé hongrois a fourni 3.1 milliards USD d'apports nets aux conditions du marché<sup>33</sup>, notamment des investissements directs étrangers (IDE) d'entreprises hongroises et des investissements de portefeuille d'institutions financières hongroises. À terme, le pays pourrait collaborer avec ses pays partenaires pour les aider à attirer des investissements de qualité, par exemple à l'aide de la boîte à outils pour un IDE de qualité (OCDE, 2022<sup>[55]</sup>).



## **En concentrant ses efforts de plaidoyer internationaux sur ses points forts, la Hongrie pourrait renforcer sa contribution aux biens publics mondiaux et aux défis planétaires**

*La Hongrie peut apporter une contribution précieuse au dialogue international sur le développement*

**En tant que membre actif de la communauté internationale, la Hongrie a la possibilité de favoriser la collaboration entre les pays au service d'un développement durable à l'échelle mondiale.** La Hongrie a déjà mis à profit son rôle de chef de file pour promouvoir des questions de développement, comme les droits des minorités nationales dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'Europe en 2021 et la durabilité lors de sa campagne victorieuse pour la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le partenariat avec les États du Groupe de Visegrád (V4) lui permet de discuter de questions économiques et de développement avec les économies émergentes, par exemple à travers des réunions à haut niveau avec l'Égypte et le Maroc et des contacts avec l'Inde durant la présidence hongroise du V4 en 2021-22 (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2022<sup>[56]</sup>). La Hongrie participe également activement aux échanges de l'UE sur le développement et a pleinement conscience des opportunités et des responsabilités qu'implique la présidence du Conseil de l'UE, qu'elle assumera en 2024.

**La Hongrie peut s'appuyer sur son expérience internationale reconnue en matière de gestion de l'eau et sur sa réputation de défenseur de la durabilité environnementale en Europe centrale.** La défense de la gestion durable des ressources en eau a été une priorité constante de l'engagement multilatéral de la Hongrie, à travers des initiatives diplomatiques dédiées, notamment les trois sommets internationaux de l'eau de Budapest (Encadré 2). Ses efforts se fondent sur l'expertise nationale de son secteur de l'eau. En lien avec les États du V4, elle a organisé l'exposition et le sommet sur la durabilité « Planet Budapest 2021 », qui a permis de mettre en avant les solutions proposées par l'Europe centrale en matière de durabilité environnementale (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2021<sup>[57]</sup>). Le pays a également fait de l'éducation au développement durable une priorité de sa présidence de la Convention des Carpates, en 2019 (Mitrofanenko, Varga et Zawiejska, 2020<sup>[58]</sup>) et milite activement en faveur de la transition verte dans les Balkans. L'eau et l'environnement sont des priorités de sa coopération pour le développement, autant d'occasions supplémentaires de bâtir des coalitions et d'apporter des données probantes dans les échanges internationaux.

### **Encadré 2. La Hongrie est un ardent défenseur de la gestion durable de l'eau**

L'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi que la gestion durable des ressources en eau sont des défis cruciaux pour le développement. La Hongrie a fait de la diplomatie de l'eau une priorité de sa politique étrangère depuis 2010 afin de stimuler l'action internationale en faveur d'une gestion durable de l'eau, de mettre en avant sa propre expérience et de promouvoir l'engagement international de son secteur privé.

L'approche de la Hongrie dans ce domaine associe un plaidoyer international de haut niveau, un engagement dans les enceintes multilatérales et la mobilisation de son expertise nationale. Entre 2013 et 2019, elle a accueilli trois sommets internationaux de l'eau à Budapest. L'ancien Président János Áder, qui fait désormais partie du panel de dirigeants de haut niveau de la Coalition sur l'eau et le climat, s'est personnellement investi dans la défense de cette cause sur la scène internationale. Le ministère de l'Intérieur partage activement son expérience de la gestion de l'eau et la Hongrie joue un rôle de premier plan dans les discussions internationales, telles que celles qui se tiennent au Bureau de la Convention sur les eaux transfrontières. La Hongrie encourage également activement l'internationalisation de ses entreprises privées opérant dans le secteur de l'eau.

À l'échelle internationale, la Hongrie est parvenue à faire progresser la cause de la gestion durable de l'eau à différents niveaux. Elle a contribué à l'instauration d'un ODD sur l'eau et sensibilisé l'opinion internationale, notamment à travers l'Appel de Budapest de 2019 (Budapest Water Summit, 2019<sup>[59]</sup>). Elle a également favorisé le partage d'expériences à l'échelle mondiale et co-piloté un processus mondial de trois ans pour élaborer un Manuel sur la répartition des ressources en eau dans un contexte transfrontière (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, 2021<sup>[60]</sup>). Le secteur privé hongrois est par ailleurs de plus en plus impliqué à l'étranger et dépend de moins en moins de l'APD liée.

Au nombre des enseignements, on note que le leadership politique de haut niveau a joué un rôle essentiel pour donner de la visibilité à la gestion de l'eau et en faire une priorité. La coopération pour le développement et la diplomatie se sont renforcées mutuellement, en démontrant l'engagement concret de la Hongrie et en suscitant des opportunités d'actions de plaidoyer communes. Pour tirer le meilleur parti de ses ressources limitées, la Hongrie entend renforcer son orientation stratégique et désigner un point de contact multilatéral chargé de définir les priorités, les objectifs et les messages.

Note : Cette pratique est décrite plus en détails sur la plateforme « **TIPs • Outils, enseignements et pratiques de la coopération pour le développement** » : [www.oecd.org/cooperation-developpement-apprentissage/pratiques/la-diplomatie-de-l-eau-de-la-hongrie-met-a-profit-l-action-internationale-fd985d1a](http://www.oecd.org/cooperation-developpement-apprentissage/pratiques/la-diplomatie-de-l-eau-de-la-hongrie-met-a-profit-l-action-internationale-fd985d1a).

Source : entretiens conduits dans le cadre de l'examen par les pairs avec des interlocuteurs clés.

*La Hongrie est un partenaire engagé au sein des institutions multilatérales, apportant un financement fiable*

### **La Hongrie est un partenaire engagé, souple et prévisible pour les institutions multilatérales.**

En 2020, l'essentiel de l'APD multilatérale du pays a pris la forme de contributions au budget central (192 millions USD sur les 210.6 millions USD d'apports bruts d'APD au système multilatéral), ce qui permet aux institutions multilatérales de bénéficier de souplesse pour mener leurs actions. Certains programmes spécifiques bénéficient d'un financement pluriannuel (par exemple, le financement thématique de la protection de l'enfance à l'UNICEF). La plupart de l'APD multilatérale de la Hongrie est destinée à l'UE (79 % de ses contributions au budget central d'organisations multilatérales et des contributions préaffectées destinées à ces organisations). Par ailleurs, ces 15 dernières années, la Hongrie n'a eu de cesse d'asseoir son rôle de plateforme régionale pour les Nations Unies et les organisations internationales. Elle propose d'importantes contributions en nature pour la location de bureaux, en particulier pour le HCR (6.4 millions USD en 2020) et la FAO (3.8 millions USD), et accueille les bureaux d'organisations telles que la FICR, l'OIM, l'OMS, l'OIT, le FMI, l'UNICEF et l'UNOCT, leur offrant ainsi une base stable pour fonctionner.

**Les efforts multilatéraux de la Hongrie sont largement alignés sur sa coopération bilatérale, en tirant parti des points forts des institutions multilatérales.** Si la Hongrie n'a pas mis en place de stratégie multilatérale dédiée, les orientations de sa coopération bilatérale guide son engagement auprès des organes de gouvernance multilatéraux. Elle soutient l'engagement multilatéral en faveur de l'économie verte, de l'eau, de la résilience et du renforcement des économies à l'issue du COVID, ainsi que ses partenaires d'Europe centrale et orientale. Outre ses contributions au budget central, elle mobilise de petits montants de fonds préaffectés, l'exemple le plus significatif étant son soutien au fonds fiduciaire Hongrie-SFI. Parmi ses autres contributions importantes, mentionnons sa participation au Fonds vert pour le climat et à la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Türkiye, et le soutien à petite échelle du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

*Cependant, les politiques intérieures de la Hongrie affectent son engagement international – ce qui représente un défi de taille en vue de sa présidence du Conseil de l'UE en 2024*

**Le plaidoyer international de la Hongrie en faveur de la protection des minorités gagnerait à s'appuyer sur des efforts de lutte contre les discriminations sur le territoire national.** La Hongrie promeut, au niveau international, la protection des minorités nationales et des chrétiens persécutés, notamment par des conférences et une déclaration lors de sa présidence du Conseil de l'Europe en 2021 (Présidence Hongroise - Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, 2021<sup>[61]</sup>), ainsi que par la publication du Rapport de Budapest sur la persécution des chrétiens. En outre, l'équipe chargée de la coopération au sein du MAEC dispose désormais d'une division pour la diplomatie religieuse. Pour soutenir son action de plaidoyer, la Hongrie met également en avant ses efforts pour protéger les droits des minorités sur son territoire, notamment dans le cadre de l'examen périodique universel par les pairs du Conseil des droits de l'homme de 2021 (Gouvernement de la Hongrie, 2021<sup>[62]</sup>). Néanmoins, peu de membres du Conseil ont reconnu ces efforts et nombre d'entre eux se sont au contraire inquiétés de l'existence de pratiques discriminatoires et racistes en Hongrie, recommandant aux responsables publics de prendre des mesures pour y remédier (Assemblée générale des Nations Unies, 2021<sup>[63]</sup>).

**Les positions politiques de la Hongrie ont bloqué des accords d'intérêt stratégique pour le développement durable au niveau international et européen.** Ainsi, la position de la Hongrie sur les migrations l'a conduite à s'opposer au cadre de coopération le plus important de l'UE visant à moderniser et à renforcer le partenariat avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (« accord post-Cotonou ») (Gouvernement de la Hongrie, 2021<sup>[64]</sup>) (voir ci-dessous). Le point de vue de la Hongrie sur l'égalité des genres est également en porte-à-faux avec celui de nombreux partenaires, ce qui limite sa marge de manœuvre pour soutenir les efforts internationaux dans ce domaine. Si la Hongrie plaide en faveur d'une formulation acceptable à ses yeux et soutient dans certains cas des accords (comme le Consensus européen pour le développement<sup>34</sup>), il existe des exceptions notables. Par exemple, la Hongrie n'a pas soutenu le troisième plan d'action de l'UE sur l'égalité entre les hommes et les femmes<sup>35</sup>, a décidé de ne pas ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, et n'a pu s'associer au consensus du CAD sur les nouvelles orientations pour les partenaires au développement relatives à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.

**Pour saisir l'opportunité majeure que représente la présidence de l'UE, il importera que la Hongrie trouve des moyens de jouer un rôle efficace de rassembleur et d'intermédiaire.** Les enseignements tirés de l'expérience du Portugal suggèrent qu'investir de façon précoce dans la sensibilisation et la définition de priorités, et asseoir sa crédibilité en tant qu'intermédiaire désintéressé sont des facteurs qui peuvent contribuer au succès d'une présidence (OCDE, 2022<sup>[65]</sup>). En revanche, les tensions actuelles risquent de compromettre la capacité de la Hongrie à faire émerger un consensus au sein de l'UE, ce qui pourrait entraver la capacité de l'Union à répondre collectivement aux enjeux majeurs du développement. Pourtant, la Hongrie a déjà commencé à réfléchir à des priorités pertinentes en matière de développement : gestion de l'eau, protection du patrimoine culturel pendant les conflits (sujet sur lequel la Hongrie pourrait s'associer à des membres de l'UE comme la France et l'Italie) et partenariats avec les pays à revenu intermédiaire. Ces priorités présentent toutes un intérêt pour les autres membres de l'UE. Des efforts de sensibilisation précoces pourraient permettre de trouver un terrain d'entente et de désamorcer les tensions existantes. Par ailleurs, s'engager dans des partenariats stratégiques avec des OSC et des groupes de réflexion hongrois et européens pourrait permettre d'alimenter un débat politique fructueux.

## **La Hongrie pourrait s'appuyer sur ses points forts au plan intérieur pour promouvoir la cohérence des politiques au service du développement**

*Définir des priorités claires permettrait à la Hongrie de saisir des opportunités de faire progresser le débat sur les questions de cohérence des politiques*

**Les politiques hongroises ont moins d'effets indirects négatifs que celles de nombreux autres membres du CAD.** Selon l'indice de l'engagement pour le développement ajusté aux revenus, qui mesure ces effets, la Hongrie se classe 12<sup>e</sup> sur 40 économies (Center for Global Development, 2022<sup>[32]</sup>). Les efforts entrepris par la Hongrie pour décarboner son économie et assurer sa croissance tout en diminuant l'intensité de ses émissions de carbone méritent d'être soulignés. Elle a inscrit dans sa législation l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 et éliminera progressivement le charbon au plus tard d'ici 2030 (même si sa dépendance à d'autres énergies fossiles reste un défi). En 2020, elle a adopté une série de documents stratégiques et a commencé à émettre des obligations vertes (Ministère de l'Innovation et de la Technologie (Hongrie), 2020<sup>[66]</sup>). Elle contribue également largement aux opérations de maintien de la paix en Europe (voir ci-dessus).

**Cependant, la Hongrie devra adapter ses politiques dans d'autres domaines.** En près de vingt ans d'adhésion à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, la Hongrie a rarement appliqué des sanctions et n'a guère donné suite aux dernières recommandations du Groupe de travail sur la corruption (OCDE, 2021<sup>[67]</sup>). Ce groupe de travail a également exprimé sa préoccupation, jugeant l'indépendance du système judiciaire et la liberté des médias insuffisantes en Hongrie pour pouvoir appliquer efficacement les mesures de lutte contre les actes de corruption. Les difficultés auxquelles la Hongrie fait face au plan intérieur en matière de lutte contre la corruption<sup>36</sup> sont également incompatibles avec la Recommandation du Conseil de l'OCDE de 2016 à l'intention des acteurs de la coopération pour le développement sur la gestion du risque de corruption. Comme exposé précédemment, la Hongrie pourrait également faire davantage pour promouvoir une conduite responsable des entreprises. Par ailleurs, dans le domaine agricole, si la Hongrie met déjà l'accent sur l'utilisation durable des antibiotiques pour le bétail (qui contribuent à la résistance antimicrobienne), la révision des subventions agricoles (pour protéger l'environnement et éviter les distorsions de marché) pourrait être une autre priorité (Center for Global Development, 2022<sup>[32]</sup>). Les migrations sont également un sujet de préoccupation et seront abordées plus en détails ci-dessous.

**Définir des priorités dans les domaines requérant une plus grande cohérence permettrait à la Hongrie d'utiliser les mécanismes de coordination existants pour débattre des questions de cohérence des politiques.** Un mécanisme de consultation interministériel bien établi permet à la Hongrie de coordonner étroitement ses politiques, par exemple ses positions au niveau de l'UE. Bien qu'elle ne le fasse pas actuellement, la Hongrie pourrait également avoir recours à ce mécanisme pour réfléchir aux effets transfrontières des politiques hongroises et européennes sur les pays en développement. Identifier les questions prioritaires lui permettrait d'impliquer plus facilement les ministères techniques et d'encourager le débat avec les parties prenantes concernées (OCDE, 2021<sup>[68]</sup>). Les Pays-Bas, qui se sont dotés d'un plan d'action sur la cohérence des politiques, pourraient être un exemple à suivre. Pour alimenter le débat, la Hongrie pourrait commander des recherches dédiées, s'inspirer des réflexions de la société civile ou solliciter le point de vue d'organes consultatifs comme le Conseil national pour le développement durable. Ces mesures permettraient à la Hongrie de mieux mettre en œuvre la Recommandation du Conseil de l'OCDE de 2019 sur la Cohérence des politiques au service du développement durable [[OECD/LEGAL/0381](#)].

**Des possibilités existent d'orienter les discussions sur la cohérence des politiques au niveau national et de l'UE.** Dans le cadre de la préparation de la présidence du Conseil de l'UE, la coordination pangouvernementale devrait s'intensifier pour définir les priorités de la présidence. Au cours de ce processus, la Hongrie pourrait identifier des domaines, tels que l'agriculture, l'environnement ou le climat,

dont elle souhaiterait que l'Union reconnaisse davantage l'importance pour les pays en développement. La coordination existante avec les États du V4 dans ces domaines pourrait servir de point de départ pour identifier des priorités. Aux Nations Unies, le prochain examen national volontaire sur la mise en œuvre des ODD permettra aux responsables publics de discuter et de rendre compte de la manière dont la Hongrie contribue à chacun des ODD, au niveau national comme à l'étranger, grâce à des politiques intérieures cohérentes, à la diplomatie et à la coopération pour le développement. Dans le cadre de ce processus, il serait important de préciser que la coordination de la coopération pour le développement – aussi importante soit-elle – et la cohérence des politiques au service du développement sont deux notions distinctes.

*L'accueil de réfugiés ukrainiens donne à la Hongrie l'occasion de réfléchir à son approche en matière de migrations et de développement*

**Jusqu'en 2022, les efforts de la Hongrie en matière de solidarité internationale avec les réfugiés étaient limités.** Ces dernières années, la Hongrie a accueilli environ 6 000 réfugiés (HCR, s.d.<sup>[69]</sup>). Elle apporte également un financement destiné aux personnes déplacées, notamment par le biais d'un programme de coopération avec l'Ouganda, qui accueille l'une des plus importantes populations de réfugiés au monde. Ces efforts contrastent avec les restrictions nationales successives en matière d'accès à l'asile, considérées comme bafouant les obligations internationales<sup>37</sup> et ayant entraîné une baisse significative du nombre de demandeurs d'asile arrivant en Hongrie – qui est passé de 3 509 en moyenne entre 2001 et 2020 à 5 en 2021 (HCR, s.d.<sup>[69]</sup>). La Hongrie a été l'un des deux membres des Nations Unies à voter contre le projet de résolution approuvant le Pacte mondial sur les réfugiés, dont le principal objectif est d'améliorer le partage des responsabilités en matière d'aide aux réfugiés et à leurs pays d'accueil (Nations Unies, 2018<sup>[70]</sup>). Au sein de l'UE, la Hongrie a choisi de ne pas participer aux dispositifs volontaires de répartition, qui visent à partager plus équitablement l'effort d'accueil des réfugiés.

**Dans le cadre d'un effort européen commun, la Hongrie se mobilise aujourd'hui de manière importante pour accueillir des réfugiés ukrainiens.** La guerre d'agression illégale, non provoquée et injustifiable déclenchée contre l'Ukraine a entraîné l'afflux direct de plus de 1.5 million de personnes sur le sol hongrois<sup>38</sup>. Le gouvernement, les municipalités, la société civile et le secteur privé hongrois ont déployé des efforts importants pour leur venir en aide – que ces personnes souhaitent rester en Hongrie ou soient en transit. Près de 30 000 personnes en provenance d'Ukraine (fin septembre 2022) ont été enregistrées en vertu d'un dispositif de protection internationale et bénéficient d'un accès au système éducatif et au marché du travail hongrois, conformément aux politiques de l'UE<sup>39</sup>. La Hongrie ainsi que les autres intervenants de première ligne sont soutenus par les pays européens. Alors que d'autres membres de l'UE accueillent un nombre encore plus élevé de réfugiés ukrainiens<sup>40</sup>, la contribution positive de la Hongrie pourrait l'inciter à réfléchir, d'une manière plus générale, à l'éventualité d'intensifier ses efforts de solidarité internationale envers les réfugiés.

**Compte tenu de l'évolution de ses propres pratiques, la Hongrie pourrait envisager de revoir sa position internationale sur les migrations et le développement.** Dans les enceintes internationales, l'administration actuelle ne reconnaît pas les avantages potentiels des migrations pour le développement<sup>41</sup>, malgré l'existence de données probantes à cet égard (OCDE, 2014<sup>[71]</sup> ; OCDE, 2017<sup>[72]</sup>) et la reconnaissance de ces avantages dans le Programme 2030<sup>42</sup>. La pratique de la Hongrie est néanmoins plus nuancée et tient compte à la fois des opportunités et des défis<sup>43</sup>, comme le souligne également la Déclaration ministérielle de l'OCDE de 2020 sur les migrations et l'intégration, à laquelle le pays a souscrit (OCDE, 2020<sup>[73]</sup>). Plusieurs projets de la coopération pour le développement hongroise visent à agir sur les facteurs des migrations, tandis que les bourses d'études permettent à des étudiants d'émigrer temporairement en Hongrie. Au plan intérieur, le pays a revu sa réglementation afin de faciliter le recrutement de travailleurs migrants extra-européens (Ukrainiens pour la plupart ces dernières années), y compris originaires de pays en développement (Gouvernement de la Hongrie, 2022<sup>[74]</sup>). En matière de déplacements forcés, la Hongrie soutient les pays d'accueil par le biais de la coopération pour le

développement, comme cela a été évoqué précédemment, et accueille désormais elle-même des réfugiés d'Ukraine. Dans les conclusions politiques de la déclaration ministérielle de l'OCDE de 2020, les ministres ont déclaré que « [l]e dialogue et la coopération à l'échelle internationale contribuent à l'élaboration de politiques tournées vers l'avenir dans le domaine des migrations et de l'intégration. » (OCDE, 2020<sup>[73]</sup>). Dans ce contexte, la Hongrie pourrait réfléchir à la possibilité de s'associer au consensus international, afin que les États puissent agir collectivement en faveur du développement durable.

## Recommandations

9. Définir une approche de la participation du secteur privé qui permette à la Hongrie de délier progressivement les dons et les prêts, de manière à optimiser les ressources pour les pays partenaires, et qui englobe également la conduite responsable des entreprises.
10. Encourager l'ajustement des politiques susceptibles d'avoir des effets négatifs sur les pays en développement, notamment celles qui empêchent la Hongrie de se rallier au consensus international sur les mesures à prendre en faveur d'un développement durable à l'échelle mondiale.

## Références

- Agence Hungary Helps (2020), *Activity Report*, [https://hungaryhelps.gov.hu/wp-content/uploads/2021/11/HungaryHelps\\_Activity\\_report\\_2020\\_200x270mm\\_v3\\_FINAL.pdf](https://hungaryhelps.gov.hu/wp-content/uploads/2021/11/HungaryHelps_Activity_report_2020_200x270mm_v3_FINAL.pdf). [33]
- Assemblée générale des Nations Unies (2021), *Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Hongrie*, Nations Unies, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G21/383/08/PDF/G2138308.pdf?OpenElement>. [63]
- Assemblée générale des Nations Unies (2015), *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, <https://sdgs.un.org/sites/default/files/publications/21252030%20Agenda%20for%20Sustainable%20Development%20web.pdf>. [75]
- Banque mondiale (s.d.), *Balance commerciale, exportations et importations de la Hongrie (base de données)*, <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/es/Country/HUN/Year/LTST/TradeFlow/EXPIMP> (consulté le 29 juillet 2022). [84]
- Budapest Water Summit (2019), *Budapest Appeal*, [https://budapestwatersummit.hu/downloads/Budapest\\_Appeal\\_final\\_11\\_25.pdf](https://budapestwatersummit.hu/downloads/Budapest_Appeal_final_11_25.pdf). [59]
- CE - ECHO (2021), *List of Non-Governmental Organisations certified as EU Humanitarian partners for the period 2021-2027*, <https://www.dgecho-partners-helpdesk.eu/download/referencedocumentfile/234>. [25]
- Center for Global Development (2022), *Commitment to Development Index 2021*, <https://www.cgdev.org/cdi#/> (consulté le 29 juillet 2022). [32]
- Clay, E., M. Geddes et L. Natali (2009), *Untying aid: Is it working?*, <https://www.oecd.org/dac/evaluation/44375975.pdf>. [49]

- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (2021), *Handbook on Water Allocation in a Transboundary Context*, Publications des Nations Unies, <https://unece.org/info/publications/pub/363010>. [60]
- Commission européenne (2022), *Rapport 2022 sur l'état de droit*, Commission européenne, [https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/upholding-rule-law/rule-law/rule-law-mechanism/2022-rule-law-report\\_fr](https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/upholding-rule-law/rule-law/rule-law-mechanism/2022-rule-law-report_fr). [5]
- Commission européenne (2021), *Eurobaromètre spécial 512 : Les citoyens de l'UE et la coopération au développement*, Commission européenne, <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2267>. [82]
- Commission européenne (2018), *Eurobaromètre spécial 476 : Les citoyens de l'UE et la coopération au développement*, Union européenne, <https://webgate.ec.europa.eu/ebsm/api/public/deliverable/download?doc=true&deliverableId=66688>. [20]
- Commission européenne (s.d.), *Team Europe initiative and Joint Programme Tracker: Hungary*, <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/hungary?tab=tei> (consulté le 3 août 2022). [88]
- Conseil de l'Union européenne (2020), *Presidency conclusions on the Gender Action Plan (GAP) III 2021-2025*, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-13947-2020-INIT/en/pdf> (consulté le 3 août 2022). [77]
- Cour de justice de l'Union européenne (2021), *Arrêt dans l'affaire C-821/19 : Commission contre Hongrie (Incrimination de l'aide aux demandeurs d'asile)*, <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2021-11/cp210203fr.pdf>. [86]
- Cour de justice de l'Union européenne (2020), *Arrêt dans l'affaire C-808/18 : Commission contre Hongrie*, <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2020-12/cp200161fr.pdf>. [85]
- Cour européenne des droits de l'homme (2019), *Affaire Ilias et Ahmed c. Hongrie (Requête n° 47287/15)*, <https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22languageisocode%22:%5B%22FRE%22%5D,%22appno%22:%5B%2247287/15%22%5D,%22documentcollectionid%22:%5B%22GRANDCHAMBER%22%5D,%22itemid%22:%5B%22001-198813%22%5D%7D>. [87]
- Economist Intelligence Unit (2022), *Country Report: Hungary (juillet 2022)*, <http://country.eiu.com/hungary>. [4]
- Estes, J., D. Evans et S. Rose (2021), *The Case for Evidence-Based Innovation and Implications for USAID (and Beyond)*, <https://www.cgdev.org/blog/case-evidence-based-innovation-and-implications-usaid-and-beyond> (consulté le 3 août 2022). [47]
- Exim Hungary (2022), *A Magyar Export-Import Bank Zártkörűen Működő Részvénytársaság 2021. évi vezetőségi jelentése (Rapport de gestion 2021 de la Banque hongroise d'import-export)*, <https://exim.hu/osszes-termek-bank/3794-vezetosegi-jelentes-az-eximbank-2021-eves-beszamolohoz/file>. [41]
- FAO (s.d.), *Pourquoi le thème de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes rurales est-il au cœur des travaux de la FAO ?*, <https://www.fao.org/gender/background/fr/> (consulté le 1er août 2022). [28]



- Global Education Network Europe (2021), *GENE Global Education Award 2020/2021: Quality and Good Practice in Global Education across Europe*, <https://www.gene.eu/awards>. [18]
- Gouvernement de la France (2018), *Plan d'action: Migrations Internationales et Développement 2018-2022*, <https://www.afd.fr/fr/ressources/plan-daction-migrations-internationales-et-developpement-2018-2022>. [78]
- Gouvernement de la Hongrie (2022), *2012 évi I. törvény (Loi I de 2012 sur le Code du travail)*, Gouvernement de la Hongrie, <https://net.jogtar.hu/jogszabaly?docid=a1200001.tv>. [74]
- Gouvernement de la Hongrie (2021), *Brüsszel Újabb Örültségre Készül A Migráció Ügyében (Bruxelles se prépare à une nouvelle folie en matière de migrations)*, <https://kormany.hu/hirek/szijarto-peter-brusszel-ujabb-orultsegre-keszul-a-migracio-ugyeben>. [64]
- Gouvernement de la Hongrie (2021), *Rapport national soumis conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme - Hongrie*, Nations Unies, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G21/225/63/PDF/G2122563.pdf?OpenElement>. [62]
- Gouvernement de la Hongrie (2019), *Kormány határozata 1792/2019 a 2020 és 2025 közötti időszakra vonatkozó nemzetközi fejlesztési együttműködési stratégiáról (Décision du gouvernement no 1792/2019 sur la stratégie de coopération internationale pour le développement pour la période 2020-25)*, Gouvernement de la Hongrie, <https://nefe.kormany.hu/download/a/e5/92000/1792-2019.pdf>. [8]
- Gouvernement de la Hongrie (2019), *Memorandum and articles of Incorporation (Statutes) of the Hungary Helps Ügynökség Nonprofit*. [36]
- Gouvernement de la Hongrie (2016), *1784/2016. (XII. 16.) Korm. határozat „A globális felelősségvállalásra nevelésről a formális és nem-formális oktatásban Magyarországon” című koncepcióról (Décision du Gouvernement sur l'éducation à une responsabilité mondiale dans l'éducation formelle et non formelle, Hongrie)*, <https://net.jogtar.hu/jogszabaly?docid=A16H1784.KOR&txtreferer=00000001.txt> (consulté le 3 août 2022). [16]
- Gouvernement de la Hongrie (2016), *KONCEPCIÓ a globális felelősségvállalásra nevelésről a formális és nem-formális oktatásban Magyarországon (NOTE CONCEPTUELLE sur l'éducation à une responsabilité mondiale dans l'éducation formelle et non formelle en Hongrie)*, <http://hand.org.hu/media/files/1488224424.pdf> (consulté le 3 August 2022). [17]
- Gouvernement de la Serbie (s.d.), *National Minorities*, <https://www.srbija.gov.rs/tekst/en/130130/national-minorities.php> (consulté le 1er août 2022). [26]
- HCR (2022), *Operational Data Portal: Ukraine Refugee Situation*, [https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine#\\_ga=2.217688342.1267334399.1646837482-1668363163.1605864064](https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine#_ga=2.217688342.1267334399.1646837482-1668363163.1605864064) (consulté le 23 août 2022). [80]
- HCR (2020), *Hungarian Act LVIII of 2020 on the Transitional Rules and Epidemiological Preparedness related to the Cessation of the State of Danger: UNHCR Position*, <https://www.refworld.org/pdfid/5ef5c0614.pdf>. [81]
- HCR (s.d.), *Refugee Data Finder*, <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=j5XmiA> (consulté le 3 août 2022). [69]



- Hungary Helps Agency (2022), *10. Hungary Helps Afrika Expo*, <http://afrikaexpo.hu/> (consulté le 3 août 2022). [19]
- Hungary Helps Agency (2021), *Támogatáskezelési és adományozási rendjéről (gestion des dons et dispositifs de dons) non publié*. [37]
- Hungary Today (2020), *Hungary Offers to Send Disaster Management Experts to Lebanon*, <https://hungarytoday.hu/hungary-lebanon-disaster-management-expert/> (consulté le 3 août 2022). [30]
- IIRF (2021), *International Institute for Religious Freedom*, <https://iirf.global>. [34]
- Medgyesi, M. et M. Schneider (2020), *Környezettel, környezetvédelemmel kapcsolatos lakossági attitűdök (attitudes du public concernant l'environnement et la protection de l'environnement)*, [https://www.nfft.hu/documents/1238941/0/NFFT\\_ISSP\\_Kornyezet+%282%29.pdf/27fa46aa-0802-27c3-26b3-d6d3caa4f4d1?t=1614160900123](https://www.nfft.hu/documents/1238941/0/NFFT_ISSP_Kornyezet+%282%29.pdf/27fa46aa-0802-27c3-26b3-d6d3caa4f4d1?t=1614160900123). [22]
- Ministère de l'Innovation et de la Technologie (Hongrie) (2020), *National Clean Development Strategy 2020-2050*, [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/LTS\\_1\\_Hungary\\_2021\\_EN.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/LTS_1_Hungary_2021_EN.pdf). [66]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (2022), *Main presidency activities and achievements: July 2021 – June 2022*, <https://v4.mfa.gov.hu/assets/39/94/92/04310803148fe4b06c68bd4d00e07f25e6567dcc.pdf>. [56]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (2022), *Self-assessment submitted within the framework of the OECD Peer Review on international development cooperation*, <http://www.oecd.org/dac/peer-reviews/Hungary-2022-Self-assessment.pdf>. [31]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (2021), *Pályázati Felhívás és Szabályzat: Egy Nyugat-Balkánon megvalósítandó fejlesztési projekt vonatkozásában (Appel d'offres et règles : Projet de développement devant être déployé dans les Balkans occidentaux)*, <https://nefe.kormany.hu/download/b/bc/d2000/P%C3%A1ly%C3%A1zati%20Felh%C3%ADv%C3%A1s%20-%20Nyugat-Balk%C3%A1n.pdf>. [79]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (2021), *Planet Budapest 2021: Sustainability Expo and Summit*, <https://planetbudapest.hu/en> (consulté le 3 août 2022). [57]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (2020), *A magyar Kormány Nemzetközi Fejlesztési Együttműködési Stratégiája a 2020 és 2025 közötti időszakra (La stratégie de coopération internationale pour le développement du Gouvernement hongrois pour la période 2020-25)*, [https://nefe.kormany.hu/download/7/2f/92000/NEFE2025\\_%C3%B6sszefoglal%C3%B3\\_hu.pdf](https://nefe.kormany.hu/download/7/2f/92000/NEFE2025_%C3%B6sszefoglal%C3%B3_hu.pdf). [42]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (2020), *Hungary's International Development Cooperation Strategy for the Period 2020-2025 (synthèse en anglais)*, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, [https://nefe.kormany.hu/download/7/3f/92000/NEFE2025\\_summary\\_en.pdf](https://nefe.kormany.hu/download/7/3f/92000/NEFE2025_summary_en.pdf). [2]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (2020), *Kézikönyv A Nemzetközi Fejlesztési Projektekre Vonatkozó Kiválasztási, Nyomonkövetési, Valamint Értékelési Szempontrendszeréről (Manuel sur le système de sélection, de suivi et d'évaluation des projets de développement international)*, <http://non publié>. [40]

- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Hongrie) (2021), *Hungarian Tied Aid Program: Key to Mutual Success*, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, <https://nefe.kormany.hu/akadalymentes/download/9/39/c2000/Hungarian%20Tied%20Aid%20Program.pdf>. [12]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Hongrie) (2021), *JELENTÉS: Magyarország 2020. évi nemzetközi fejlesztési tevékenységéről (RAPPORT sur les activités de développement international de la Hongrie en 2020)*, <https://nefe.kormany.hu/download/b/1c/d2000/Jelent%C3%A9s%20Magyarorsz%C3%A1g%202020%20%C3%A9vi%20nemzetk%C3%B6zi%20fejleszt%C3%A9si%20egy%C3%BCttm%C5%B1k%C3%B6d%C3%A9s%C3%A9r%C5%91l.pdf>. [15]
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Hongrie) (2020), *IDC Profile*, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce. [35]
- Mitrofanenko, T., A. Varga et J. Zawiejska (2020), « Toward Stronger Integration of Education for Sustainable Development Into the Carpathian Convention Activities: Reflection on the Process and Outlook », *Mountain Research and Development*, <https://www.jstor.org/stable/27029091?seq=3> (consulté le 3 août 2022). [58]
- Nations Unies (2018), *UN News: Global perspectives Human stories*, <https://news.un.org/en/story/2018/12/1028791> (consulté le 29 juillet 2022). [70]
- Nations Unies (2011), *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en oeuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies*, <https://www.ohchr.org/fr/publications/reference-publications/guiding-principles-business-and-human-rights-implementing>. [52]
- OCDE (2022), *Compare your country - Hongrie*, <https://www1.compareyourcountry.org/dev-coop-profiles-2022/fr/0/4160/default/all/20001+75?embed=noHeaderDAC> (consulté le 3 août 2022). [23]
- OCDE (2022), *DAC Statistical Reporting Issues in 2021 on 2020 Data*, [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2022\)21/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2022)21/en/pdf). [11]
- OCDE (2022), *Development Co-operation Profiles : Hungary*, [https://www.oecd-ilibrary.org/development/development-co-operation-profiles\\_2dcf1367-en](https://www.oecd-ilibrary.org/development/development-co-operation-profiles_2dcf1367-en). [24]
- OCDE (2022), *Development Co-operation TIPS • Tools Insights Practices*, <https://www.oecd.org/development-cooperation-learning/practices/portugal-harmonises-development-approaches-through-an-eu-presidency-85e5441d/> (consulté le 29 juillet 2022). [65]
- OCDE (2022), *FDI Qualities Policy Toolkit*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/7ba74100-en>. [55]
- OCDE (2022), *Flux totaux par donneur [CAD1]*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TABLE1#>. [13]
- OCDE (2022), *Intégration de l'action climatique et environnementale dans les activités de coopération pour le développement : Suivi des engagements souscrits par les membres du CAD lors de la Réunion à haut niveau de 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2d408a66-fr>. [29]

- OCDE (2022), *Rapport 2022 sur la mise en œuvre de la Recommandation du CAD sur le déliement de l'aide publique au développement*, [https://one.oecd.org/official-document/DCD/DAC\(2022\)34/FINAL/fr](https://one.oecd.org/official-document/DCD/DAC(2022)34/FINAL/fr). [48]
- OCDE (2022), *Système de notification des pays créanciers*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> (consulté le 3 août 2022). [14]
- OCDE (2022), *Système de notification des pays créanciers (SNPC) (base de données)*, <https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1>. [9]
- OCDE (2021), *Implementing the OECD Anti-Bribery Convention: Phase 4 Two-Year Follow-Up Report: Hungary*, <https://www.oecd.org/daf/anti-bribery/hungary-phase-4-follow-up-report.pdf>. [67]
- OCDE (2021), *Implementing the OECD Recommendation on Policy Coherence for Sustainable Development: Guidance Note*, OCDE, <https://www.oecd.org/gov/pcsd/pcsd-guidance-note-publication.pdf>. [68]
- OCDE (2021), *Méthodologie des examens par les pairs réalisés par le CAD, mise à jour 2021*, [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC\(2020\)69/FINAL/fr/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC(2020)69/FINAL/fr/pdf). [1]
- OCDE (2020), *Conclusions politiques de la ministérielle et Orientations pour les futurs travaux de l'OCDE sur les migrations et l'intégration*, OCDE, <https://www.oecd.org/fr/migration/ministerielle/Conclusions-politiques-de-la-minist%C3%A9rielle-et-Orientations.pdf>. [73]
- OCDE (2020), *OECD Development Co-operation Peer Reviews: Japan 2020*, Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b2229106-en>. [50]
- OCDE (2020), *PISA 2018 Results (Volume VI): Are Students Ready to Thrive in an Interconnected World?*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/d5f68679-en>. [21]
- OCDE (2019), *OECD-DAC Mid-term Review of Hungary*, OCDE, <https://www.oecd.org/dac/peer-reviews/DAC-mid-term-Hungary-2019.pdf>. [44]
- OCDE (2017), *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264274136-fr>. [72]
- OCDE (2016), *Hungary's Readiness for Accession to the DAC: Note by the Secretariat*. [43]
- OCDE (2015), *Recommandation du Conseil sur la Gouvernance budgétaire*, Éditions OCDE, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0410>. [10]
- OCDE (2014), *Migration Policy Debates: Is migration good for the economy?*, Éditions OCDE, <https://www.oecd.org/els/mig/OECD%20Migration%20Policy%20Debates%20Numero%202.pdf>. [71]
- OCDE (2011), *Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Édition 2011*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264115439-fr>. [51]
- OCDE (s.d.), *CRS 2016-2020*. [38]
- OCDE (s.d.), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/16843436>. [3]

- OCDE/FAO (2016), *Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264264038-fr>. [53]
- OCDE/PNUD (2020), *Framework for SDG Aligned Finance*, Éditions OCDE, <https://www.oecd.org/development/financing-sustainable-development/Framework-for-SDG-Aligned-Finance-OECD-UNDP.pdf>. [54]
- OECD (2020), *PISA 2018 Results (Volume VI): Are Students Ready to Thrive in an Interconnected World?*, OECD Publishing, <https://doi.org/10.1787/d5f68679-en>. [89]
- openDemocracy (2020), *A century after the Trianon Treaty: perceptions of Hungary in Serbia and Croatia*, <https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/century-after-trianon-treaty-perceptions-hungary-serbia-and-croatia/> (consulté le 1er août 2022). [27]
- Parlement de la Hongrie (2014), *Act XC of 2014 on International Development Cooperation and International Humanitarian Assistance (traduction en anglais)*, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, <https://nefe.kormany.hu/download/b/b3/92000/Act%20XC%20of%202014%20on%20International%20Development%20Cooperation%20and%20International%20Humanitarian%20Assistance.pdf>. [7]
- Parlement européen (2022), *Existence d'un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée*, Parlement européen, [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0324\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0324_FR.html). [6]
- Présidence Hongroise - Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (2021), *Strasbourg Declaration on improving the situation and rights of national minorities in Europe*, <https://huncoepres.mfa.gov.hu/eng/page/strasbourg-declaration-on-improving-the-situation-and-rights-of-national-minorities-in-europe>. [61]
- Ramalingam, B. et B. Kumpf (2021), « COVID-19 innovation in low and middle-income countries: Lessons for development co-operation », *Documents d'orientation de l'OCDE sur le développement*, n° 39, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/19e81026-en>. [46]
- SFI (2021), *IFC and Hungary*, <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/cb8a6ae2-4486-40a4-896e-389853e8ff2f/IFC+and+Hungary+FY21.pdf?MOD=AJPERES&CVID=nSQTxyN#:~:text=IFC%20maintains%20a%20focused%20relationship,Eastern%20Europe%20and%20Central%20Asia>. (consulté le 3 août 2022). [45]
- Transparency International (s.d.), *Corruption Perceptions Index*, <https://www.transparency.org/en/cpi/2021> (consulté le 3 août 2022). [83]
- UNESCO (2022), *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2022*, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000382496>. [39]
- Union européenne (2017), *The New European Consensus on Development: Our World, Our Dignity, Our Future - Joint Statement by the Council and the Representatives of the Governments of the Member States Meeting within the Council, the European Parliament and the European Commission*, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/5a95e892-ec76-11e8-b690-01aa75ed71a1>. [76]

## Notes

<sup>1</sup> Les pays voisins de la Hongrie bénéficiaires de l'APD (Ukraine, Serbie et Türkiye), ainsi que la République populaire de Chine ont chacun représenté moins de 2 % des exportations en 2019. L'État africain qui enregistre les plus fortes importations en provenance de Hongrie est l'Afrique du Sud (0.19 % en 2019) (Banque mondiale, s.d.<sup>[84]</sup>).

<sup>2</sup> Il s'agit des ODD suivants : ODD 1 (élimination de la pauvreté), ODD 2 (éradication de la faim), ODD 3 (bonne santé et bien-être), ODD 4 (éducation de qualité), ODD 6 (eau propre et assainissement), ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), ODD 8 (travail décent et croissance économique), ODD 13 (action climatique), ODD 15 (vie terrestre) et ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

<sup>3</sup> À savoir les suivantes : création d'un réseau de points de contact ; élaboration de directives en matière de suivi et d'évaluation ; appel à tous les ministères à appliquer la stratégie ; orientations pour la mise en œuvre de programmes pour le compte de l'UE ; mise en place de programmes de partenariat stratégique dans les régions et secteurs retenus.

<sup>4</sup> La coopération technique pure est l'apport de ressources destinées à assurer un transfert de compétences techniques et de gestion, ou un transfert de technologie en vue de renforcer les capacités nationales globales. D'autre part, la coopération technique associée à un projet d'équipement consiste en la fourniture des services techniques nécessaires à la mise en œuvre d'un projet d'investissement précis.

<sup>5</sup> En 2020, certains des projets exécutés dans les PMA ont été classés dans la catégorie « coopération technique pure », qui n'entre pas dans le champ d'application de la Recommandation sur le déliement de l'APD. Or, il semblerait que ces projets relèvent en fait de la coopération technique associée à un projet d'équipement (développement des soins de santé à l'école maternelle et primaire Shine en Ouganda, construction d'un système solaire auxiliaire pour la clinique ophtalmologique Saint-Raphaël au Congo, financement de l'aménagement d'une zone de marécage et d'un terrain de sport scolaire à Bamako, et projet de tourisme intelligent en Ouganda par exemple). La Hongrie pourrait par ailleurs envisager de notifier volontairement le degré de liaison de la coopération technique pure.

<sup>6</sup> En 2021, l'agence Hungary Helps a été reconnue comme agence spécialisée d'un État membre partenaire de la DG ECHO de la Commission européenne.

<sup>7</sup> Voir <https://nefe.kormany.hu/>.

<sup>8</sup> Voir <https://idcmap.mfa.gov.hu/index>.

<sup>9</sup> Plus de 90 % des Hongrois, tous groupes d'âge confondus, considéraient que les partenariats extérieurs de l'UE étaient importants pour réduire la pauvreté (Commission européenne, 2021<sup>[82]</sup>) et 58 % étaient d'avis qu'ils devraient faire partie des priorités du gouvernement national (contre 43 % en 2018) (Commission européenne, 2018<sup>[20]</sup>).

<sup>10</sup> De nos jours, environ un tiers des écoles hongroises sont des éco-écoles.

<sup>11</sup> « S'agissant des questions mondiales, la capacité d'agir (*agency*) est définie comme une vision du monde dans laquelle on se considère lié à la communauté mondiale et responsable de ses membres. » (OECD, 2020<sup>[89]</sup>).

<sup>12</sup> Néanmoins, en vertu de la législation hongroise, les contribuables peuvent demander que 1 % de leur impôt sur le revenu soit affecté au financement des activités d'une organisation à but non lucratif, ce qui pourrait aider à mobiliser des financements pour les OSC.

<sup>13</sup> Voir [www.oecd.org/dac/peer-reviews/Peer-Learning-Country-Report-Netherlands.pdf](http://www.oecd.org/dac/peer-reviews/Peer-Learning-Country-Report-Netherlands.pdf).

<sup>14</sup> La Hongrie a consenti trois prêts d'aide liée au Vietnam et deux au Sri Lanka, à chaque fois dans un secteur différent.

<sup>15</sup> Ces pays sont, par ordre d'importance de l'APD bilatérale totale versée au cours de ces trois dernières années : la Serbie, l'Ukraine, la Syrie, la Jordanie et la Chine (OCDE, 2022<sup>[14]</sup>).

<sup>16</sup> L'exercice de suivi du PMCED reprendra en 2023, après une pause en 2020-22 pour réformer en profondeur le processus et le cadre. Cette réforme permettra de modifier le processus de notification, de manière à rendre la participation des pays plus flexible et à permettre la prise en compte d'autres processus pouvant être en cours dans un pays (par exemple, l'examen national volontaire ou des dialogues réguliers sur la coopération pour le développement).

<sup>17</sup> Les ambassades hongroises ayant manifesté leur volonté de participer à des initiatives de l'Équipe Europe, la Hongrie a été répertoriée comme participant dans un certain nombre de pays sur le site web de la Commission européenne (Commission européenne, s.d.<sup>[83]</sup>). Cependant, lors de l'examen par les pairs, les autorités hongroises ont indiqué qu'elles n'avaient pas encore décidé officiellement de prendre part à ces initiatives.

<sup>18</sup> Les étudiants sont tenus de suivre des cours de langue et de culture hongroises la première année.

<sup>19</sup> Voir [www.fao.org/europe/news/detail-news/en/c/1468903/](http://www.fao.org/europe/news/detail-news/en/c/1468903/)

<sup>20</sup> Voir <https://stipendiumhungaricum.hu/studentsatrisk/>

<sup>21</sup> Voir [https://stipendiumhungaricum.hu/uploads/2020/03/2022-03-30\\_SH\\_OR.pdf](https://stipendiumhungaricum.hu/uploads/2020/03/2022-03-30_SH_OR.pdf)

<sup>22</sup> Un grand nombre d'étudiants sont originaires de pays en développement sans littoral (PDSL), comme la Mongolie et l'Azerbaïdjan, bien qu'il s'agisse de pays à revenu intermédiaire.

<sup>23</sup> Calcul des auteurs d'après la notification de l'APD de la Hongrie (OCDE, 2022<sup>[14]</sup>).

<sup>24</sup> Une évaluation réalisée en 2016, alors que le programme était de moindre ampleur, a indiqué que 3 500 étudiants originaires de plus de 30 pays en développement avaient participé au programme et qu'au moins 80 % d'entre eux étaient retournés dans leurs pays d'origine.

<sup>25</sup> Voir <https://search.issuelab.org/resource/ford-foundation-ifp-alumni-tracking-study-a-10-year-legacy.html>

<sup>26</sup> Les instructions internes de l'agence Hungary Helps exigent déjà de fournir des informations sur la sécurité du site du projet, ce qui pourrait servir de fondement à une analyse plus large (Hungary Helps Agency, 2021<sup>[37]</sup>).

<sup>27</sup> Cette démarche serait en adéquation avec les orientations concernant le suivi de projets du manuel de gestion de projets, qui intègre des questions sur les conséquences imprévues des projets et leur incidence environnementale.



<sup>28</sup> Les résultats de la coopération ne sont pas agrégés au niveau des pays, ni au niveau des secteurs ou des organisations. Au niveau institutionnel, toutefois, un rapport annuel décrit les activités correspondant à chaque pilier de la stratégie de coopération pour le développement.

<sup>29</sup> Cependant, même si une partie seulement du contrat est liée, les règles du CAD de l'OCDE considèrent l'ensemble du contrat comme étant lié.

<sup>30</sup> Par exemple, la question suivante figurait dans un document d'appel d'offres : « En quoi le projet contribue-t-il au commerce extérieur de la Hongrie ? » (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2021<sup>[79]</sup>).

<sup>31</sup> Ces chiffres se fondent sur les données les plus récentes disponibles pour la Hongrie. En 2020, il n'y a pas eu d'APD dans les secteurs et les pays visés par la [Recommandation sur le déliement de l'APD](#). Cette recommandation ne s'applique qu'à des secteurs spécifiques et exclut par exemple les bourses d'études et la coopération technique pure.

<sup>32</sup> Les pays visés par cette recommandation sont les pays les moins avancés (PMA), les pays pauvres très endettés (PPTÉ), les autres pays à faible revenu et les pays et territoires bénéficiant uniquement des crédits de l'Association internationale de développement (IDA).

<sup>33</sup> Source : <https://www1.compareyourcountry.org/snaps/dev-coop-profiles-2022/fr/4169/75>

<sup>34</sup> Il est indiqué dans ce Consensus : « L'égalité des genres est au cœur des valeurs de l'UE et elle est inscrite dans son cadre juridique et politique. Elle est vitale pour concrétiser les ODD et concerne l'ensemble du Programme 2030. L'UE et ses États membres feront du respect des droits des femmes et des filles, de l'égalité des genres, de l'autonomisation des femmes et des filles et de leur protection une priorité dans tous les domaines d'action. » (Union européenne, 2017<sup>[76]</sup>)

<sup>35</sup> À la place, la présidence allemande du Conseil de l'UE a adopté des conclusions présidentielles soutenues par 24 États membres de l'UE (Conseil de l'Union européenne, 2020<sup>[77]</sup>).

<sup>36</sup> À titre d'illustration, la Hongrie occupe la 73<sup>e</sup> place du classement de l'indice de perception de la corruption 2021 de Transparency International (Transparency International, s.d.<sup>[83]</sup>).

<sup>37</sup> Des décisions rendues par la Cour de justice de l'UE et la Cour européenne des droits de l'homme, de même qu'une évaluation du HCR, ont jugé que le cadre juridique de la Hongrie en matière d'asile contrevient à l'obligation juridique d'accorder une protection internationale (Cour de justice de l'Union européenne, 2020<sup>[85]</sup> ; Cour de justice de l'Union européenne, 2021<sup>[86]</sup> ; Cour européenne des droits de l'homme, 2019<sup>[87]</sup> ; HCR, 2020<sup>[81]</sup>).

<sup>38</sup> La Hongrie indique qu'à la date du 30 septembre 2022, plus de trois millions de personnes sont entrées sur son territoire depuis l'Ukraine, si l'on inclut les arrivées en provenance d'autres pays.

<sup>39</sup> Outre ses dispositifs de protection, la Hongrie indique que fin septembre 2022, ses autorités avaient délivré plus de 170 000 permis de séjour temporaires aux personnes arrivant d'Ukraine.

<sup>40</sup> Parmi ces pays, on trouve les voisins du V4 de la Hongrie – Pologne (1.3 million) ; République slovaque (87 000), République tchèque (413 000) – et des pays situés plus à l'ouest de l'Europe, comme l'Irlande et le Portugal, qui ont chacun accueilli plus de 40 000 personnes (chiffres du HCR, estimations au 23 août 2022) (HCR, 2022<sup>[80]</sup>).

<sup>41</sup> À titre d'exemple, le ministre des Affaires étrangères a déclaré, lors de l'examen périodique universel par les pairs du Conseil des droits de l'homme, que « la Hongrie considère les migrations comme un phénomène dangereux comportant des risques liés à la sécurité et à la culture et, désormais, à la santé » (Assemblée générale des Nations Unies, 2021<sup>[63]</sup>).

<sup>42</sup> « Nous reconnaissons la contribution positive des migrants à l'appui d'une croissance inclusive et d'un développement durable. Nous reconnaissons également que les migrations internationales sont une réalité pluridimensionnelle d'une importance majeure pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination, exigeant des réponses cohérentes et globales. [...] » (Assemblée générale des Nations Unies, 2015<sup>[75]</sup>)

<sup>43</sup> Pour répondre à la complexité des liens entre migrations et développement, qui impliquent tout à la fois des avantages et des défis potentiels, d'autres pays du CAD comme la France (Gouvernement de la France, 2018<sup>[78]</sup>) et l'Italie (en cours) ont mis au point des orientations ciblées à l'intention des différentes parties prenantes.



# Annexe A. Organisations consultées lors de l'examen par les pairs

## Administrations et institutions publiques hongroises

1. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce
1. Représentation permanente auprès de l'UE
2. Bureau de Kampala de l'ambassade de Hongrie à Nairobi
3. Bureau de Vientiane de l'ambassade de Hongrie à Bangkok
4. Agence Hungary Helps
5. Ministère de la Technologie et de l'Industrie
6. Western Balkans Green Center [Centre vert pour les Balkans occidentaux], Ministère de la Technologie et de l'Industrie
7. Ministère de l'Intérieur
8. Ministère de l'Agriculture
9. Ministère des Finances
10. Administration du Parlement hongrois

## Partenaires

11. Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA), Commission européenne
12. Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR), Commission européenne
13. Délégation de l'UE, République démocratique populaire lao
14. Global Education Network Europe [Réseau européen d'éducation à la citoyenneté mondiale], GENE
15. HCR
16. FAO
17. CICR
18. UNICEF
19. Banque mondiale
20. OMS, Ouganda
21. Cabinet du Premier ministre ougandais
22. Ministère de l'Agriculture, département de l'Élevage et des Pêches, République démocratique populaire lao
23. Vitafort Agro Asia Ltd.
24. Université hongroise de l'agriculture et des sciences de la vie

25. Vital Management Ltd.
26. Continest Ltd.
27. Entraide des Églises de Hongrie
28. Croix-Rouge hongroise
29. HAND – Association Hongroise des ONGs pour l'aide au développement et humanitaire
30. Fondation pour le développement des droits démocratiques, DemNet
31. Les Amis de la Terre Hongrie
32. Fondation pour l'Afrique
33. Université de Pécs
34. Université Semmelweis
35. Christian Aid Program – Nohadra – Iraq, CAPNI
36. Institut des affaires étrangères et du commerce

# Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement

## HONGRIE 2023

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE mène tous les cinq à six ans un examen par les pairs qui passe en revue les efforts de coopération pour le développement de chacun de ses membres. Ces examens visent à améliorer la qualité et l'efficacité de leur coopération pour le développement, en mettant en évidence les bonnes pratiques et en recommandant des améliorations. Membre du CAD depuis 2016 seulement, la Hongrie affiche une croissance impressionnante de son aide publique au développement (APD). Sa coopération bilatérale, en particulier, a progressé ; elle s'appuie sur d'étroites consultations avec ses partenaires. La Hongrie se fait le défenseur de la gestion durable de l'eau, combinant à cet effet diplomatie, expertise nationale et coopération pour le développement. Dans les contextes fragiles, elle concentre son soutien sur les organisations de la société civile locales, et surtout sur les organismes confessionnels. Tandis qu'elle continue de progresser vers les normes et méthodes de travail établies du CAD, une réorganisation institutionnelle offre à la Hongrie des occasions non négligeables d'approfondir la réforme. Cet examen par les pairs délivre une série de recommandations visant à accroître les retombées de l'engagement de la Hongrie auprès des pays partenaires, à approfondir la collaboration entre les institutions et avec les parties prenantes, à renforcer les systèmes internes et à établir un bon équilibre entre ses objectifs nationaux et ses objectifs de développement international.

